



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 septembre 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 19th, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate:

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 13196-59)

Alamac Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Giora Bloomstone, ingénieur civil, Seymour Machlovitch et Morris Chaikelson, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Alamac Realty Corp.", avec un capital total de \$4,000, divisé en 4,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

Letters patent

(A.G. 13196-59)

Alamac Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Giora Bloomstone, civil engineer, Seymour Machlovitch and Morris Chaikelson, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty company, under the name of "Alamac Realty Corp.", with a total capital stock of \$4,000, divided into 4,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13478-59)

Alfred Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner, et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Alfred Holding Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 80 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13478-59)

Alfred Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Alfred Holding Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 preferred shares class "A" of a par value of \$1 each and 80 preferred shares class "B" of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13124-59)

Atomic Paint Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1959, constituant en corporation: Mario Beaulieu, Domenic Manzo, notaires, et Filippo Zunini, stagiaire, tous de St-Zotique-Est, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, de construction et de matériaux employés en celle-ci, sous le nom de "Atomic Paint Works Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13124-59)

Atomic Paint Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1959, incorporating: Mario Beaulieu, Domenic Manzo, notaries, and Filippo Zunini, law clerk, all of St. Zotique-East, for the following purposes:

To deal in immoveables, building operations and materials used therein, under the name of "Atomic Paint Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13563-59)

Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1959, constituant en corporation: Guy Piché, Ernest Piché, commerçants, et Madeleine Longpré, ménagère, épouse commune en biens dudit Ernest Piché, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport de voyageurs sur le Lac-des-Sables, à Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, et celui de fournir des attractions et accommodations pour touristes, sous le nom de "Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13563-59)

Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1959, incorporating: Guy Piché, Ernest Piché, tradesmen, and Madeleine Longpré, housewife, wife common as to property of the said Ernest Piché, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To operate a business for the transportation of travellers on Lac-des-Sables, to Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, and that of supplying attractions and accommodations for tourists under the name of "Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13344-59)

Austria Bakery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Anton Gillich, Frank Martin boulangers et Koethe Martin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Frank Martin, mariée, en vertu des lois d'Autriche, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Cuire, boulanger, acheter, vendre ou autrement faire le commerce du pain, pâtisserie et autres produits alimentaires et acquérir des terrains et constructions à des fins commerciales ou de placements, sous le nom de "Austria Bakery Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9995 avenue Laurentide Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 11271-59)

Bellerive Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1959, constituant en corporation: Eugène Bourcier, entrepreneur-construc-teur, Aline Taillefer Bourcier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Eugène Bourcier, et Joseph Bourcier, agent, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, et sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de "Bellerive Bowling Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13501-59)

Benmar Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Aaron Lieberman, marchand, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer et exporter, acheter et vendre tant au gros qu'au détail, et agir comme négociants d'aucune et toutes sortes et descriptions de bas pour dames, bas de soie et nylon, sous le nom de "Benmar Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

(A.G. 13344-59)

Austria Bakery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Anton Gillich, Frank Martin, bakers, and Koethe Martin, housewife, wife of the above Frank Martin, married under the law of Austria, all of Montreal, for the following purposes:

To bake, manufacture, purchase, sell or deal otherwise in bread, confectionery and other food stuff and to acquire land and buildings for business purposes or investment purposes, under the name of "Austria Bakery Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 9995 Laurentide Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11271-59)

Bellerive Bowling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1959, incorporating: Eugène Bourcier, building contractor, Aline Taillefer Bourcier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Eugène Bourcier, and Joseph Bourcier, agent, all of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on the business of providing the public with amusements, and without limiting the generality of the foregoing, operate bowling alleys, pool-rooms and other places of amusement, under the name of "Bellerive Bowling Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13501-59)

Benmar Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Aaron Lieberman, merchant, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import and export, buy and sell, both wholesale and retail, and to act as jobbers of ladies' silk and nylon stockings and ladies' stockings of any and all kinds and descriptions, under the name of "Benmar Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera 3453 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13319-59)

Bob Lunny Sporting Goods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, trafiquer et autrement faire le commerce, négocier en marchandises de sport, vêtements et équipement de sport de toutes sortes, sous le nom de "Bob Lunny Sporting Goods Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13382-59)

Boutin Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1959, constituant en corporation: Dominique Boutin, Jean-Marie Gagnon, camionneurs, Léo Vanasse, garagiste, tous trois de La Sarre, et Victorin Veillette, marchand, de Ste-Hélène-de-Mancebourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Boutin Transport Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 15,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 12710-59)

Brompton Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Edgar Boucher, gérant des achats, Yvette Lecours Boucher, ménagère, épouse commune en biens dudit Edgar Boucher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Bromptonville, Raymond Bergeron, commerçant, et Rita Bélanger Bergeron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Bergeron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sherbrooke, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 3453 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13319-59)

Bob Lunny Sporting Goods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and otherwise deal in and with sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Bob Lunny Sporting Goods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13382-59)

Boutin Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1959, incorporating: Dominique Boutin, Jean-Marie Gagnon, truckers, Léo Vanasse, garage-keeper, all three of La Sarre, and Victorin Veillette, merchant, of Ste-Hélène-de-Mancebourg, for the following purposes:

To operate a business for the transportation of passengers and merchandise of all kinds, under the name of "Boutin Transport Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 15,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12710-59)

Brompton Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Edgar Boucher, purchasing manager, Yvette Lecours Boucher, housewife, wife common as to property of the said Edgar Boucher, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Bromptonville, Raymond Bergeron, dealer, and Rita Bélanger Bergeron, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Bergeron, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Sherbrooke, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Brompton Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bromptonville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13712-59)

Canabo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1959, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, Micheline Corbeil, avocate, Françoise Constant, secrétaire, toutes deux célibataires, Roger Girard, comptable agréé, tous trois de Montréal, et Ghislaine Gagné, secrétaire, célibataire, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Canabo Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1504, rue Davidson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13679-59)

**Canadian Tire & Repair
(La Tuque) Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1959, constituant en corporation: J.-Elzéar Turcotte, de Charlesbourg, Roland Gagnon, de St-Félicien, tous deux industriels, et J.-Émilien Simard, avocat et conseil en loi de la Reine, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Canadian Tire & Repair (La Tuque) Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13514-59)

Canora Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le

The real estate and construction business, under the name of "Brompton Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Bromptonville, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13712-59)

Canabo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1959, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, Micheline Corbeil, advocate, Françoise Constant, secretary, both spinsters, Roger Girard, chartered accountant, all three of Montreal, and Ghislaine Gagné, secretary, spinster, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment and holding company, under the name of "Canabo Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1504 Davidson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13679-59)

**Canadian Tire & Repair
(La Tuque) Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1959, incorporating: J.-Elzéar Turcotte, of Charlesbourg, Roland Gagnon, of St-Félicien, both industrialists and J.-Émilien Simard, advocate and Queen's Counsel, of Sillery, for the following purposes:

To operate a business as garage-keepers, under the name of "Canadian Tire & Repair (La Tuque) Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13514-59)

Canora Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the

nom de "Canora Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

name of "Canora Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000, shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13748-59)

**Centre des Jeunesses Musicales
du Canada à Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Papineau-Couture, musicien, d'Outremont, Serge Carreau, étudiant, de Marieville, et Claire Grégoire, étudiante, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au développement de la culture musicale et artistique de la jeunesse de la région de Montréal, sous le nom de "Centre des Jeunesses Musicales du Canada à Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera 3425, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13748-59)

**Centre des Jeunesses Musicales
du Canada à Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Papineau-Couture, musician, of Outremont, Serge Carreau, student, of Marieville, and Claire Grégoire, student, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To further the musical and artistic development and culture of the youth of the Montreal Region, under the name of "Centre des Jeunesses Musicales du Canada à Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at 3425 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13346-59)

**Chong Wah Noodle Manufacturing
Company Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1959, constituant en corporation: Harry J. Erdrich, Michael Rubinstein, tous deux de Montréal, et Alex Raider, de la ville Côte St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Moudre, acheter, vendre et faire le commerce de farines, moulées et tous produits alimentaires provenant de grains, ou céréales, sous le nom de "Chong Wah Noodle Manufacturing Company Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13346-59)

**Chong Wah Noodle Manufacturing
Company Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1959, incorporating: Harry J. Erdrich, Michael Rubinstein, both of Montreal, and Alex Raider, of the town of Côte St. Luc, all advocates, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in flours, meals and all food articles manufactured from grains or cereals, under the name of "Chong Wah Noodle Manufacturing Company Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11673-59)

Club Nautique du Lac Cimon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation

(A.G. 11673-59)

Club Nautique du Lac Cimon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, to incorporate as a corpora-

sans capital-actions: Paul-A. Marion, représentant, Jean-Paul Forest, secrétaires, tous deux de Montréal, et George Hutton, garagiste, de St-Michel, pour les objets suivants:

Promouvoir et organiser tout sport, loisir et concours, à l'exclusion de ceux défendus par la loi, sous le nom de "Club Nautique du Lac Cimon".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chénéville, comté de Papineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 10801-59)

Coaticook Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Marguerite Fortier, Simonne Bouchard, secrétaires, et Paul Gérin, avocat, tous de Coaticook, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de "Coaticook Finance Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 47, rue Child, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13551-59)

Corporation Bienvenu

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, de Westmount, Guillaume Geoffrion, Raymond-Gervais Décary, Fernand Lalonde et Réjane Laberge Colas, épouse séparée de biens d'Émile Colas, tous quatre de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Corporation Bienvenu", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13594-59)

Delnor Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

tion without share capital: Paul-A. Marion, agent, Jean-Paul Forest, secretary, both of Montreal, and George Hutton, garage-keeper, of St. Michel, for the following purposes:

Promote and organize any sport, recreational activity and contest, save those forbidden by law, under the name of "Club Nautique du Lac Cimon".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chénéville, county of Papineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10801-59)

Coaticook Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Marguerite Fortier, Simonne Bouchard, secretaries, and Paul Gérin, advocate, all of Coaticook, for the following purposes:

To carry on a business generally as a money-lender in all and each of its specialties, under the name of "Coaticook Finance Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 47 Child Street, Coaticook, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13551-59)

Corporation Bienvenu

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, of Westmount, Guillaume Geoffrion, Raymond-Gervais Décary, Fernand Lalonde and Réjane Laberge Colas, wife separate as to property of Émile Colas, all four of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Corporation Bienvenu", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13594-59)

Delnor Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth

du quinze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, immeubles, construction et développement général, sous le nom de "Delnor Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13417-59)

Deviro Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Deviro Development Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 900 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 14097-59)

Drummond Seat Cover Center Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1959, constituant en corporation: Marcel Roy, Jack Desmarais, vendeurs, et Hervé Desmarais, garagiste, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant en la réparation et l'entretien d'intérieurs d'automobiles et de véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Drummond Seat Cover Center Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13449-59)

Duvalco Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, Law clerk, of the Town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Delnor Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13417-59)

Deviro Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Deviro Development Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 900 preferred shares having a par value of \$10 each and 100 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14097-59)

Drummond Seat Cover Center Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1959, incorporating: Marcel Roy, Jack Desmarais, salesmen, and Hervé Desmarais, garage-keeper, all of Drummondville, for the following purposes:

To operate a business consisting in the reparation and maintenance of the interior of automobiles and of vehicles of all kinds, under the name of "Drummond Seat Cover Center Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each and into 2,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13449-59)

Duvalco Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, et Ellen Haggenueller, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Duvalco Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13951-59)

Édifice Charette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1959, constituant en corporation: François Francoeur, Raymond Boucher, tous deux avocats, et Thérèse de Margerie, traductrice, célibataire, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Édifice Charette Limitée", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera 459, rue Brochu, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 12581-59)

Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Paul Gélinas, avocat, Claire Loiseau, secrétaire, et Pâquerette Bourret Beaudoin, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de J.-Noël Beaudoin, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de monte-pente et de tramways aériens, sous le nom de "Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13502-59)

Foothill Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Shirley Simon, Claude Morin and Ellen Haggenueller, all three secretaries; filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Duvalco Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13951-59)

Édifice Charette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1959, incorporating: François Francoeur, Raymond Boucher, both advocates, and Thérèse de Margerie, translator, spinster, all of Sept-Iles, for the following purposes:

The real estate and construction business under the name of "Édifice Charette Limitée", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations, is \$2,000.

The head office of the company will be at 459 Brochu Street, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12581-59)

Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Paul Gélinas, advocate, Claire Loiseau, secretary, and Pâquerette Bourret Beaudoin, secretary, wife legally separate as to bed and board of J.-Noël Beaudoin, all of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in ski-lifts and overhead tramways, under the name of "Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13502-59)

Foothill Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Albert Gombert, avocat, Lewis Gombert, agent d'immeubles, et Joseph Altenhaus, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Foothill Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 12523-59)

General Automatic Laundry Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, louer et prendre à louage des appareils automatiques de buanderie et autres machines automatiques pour la vente, sous le nom de "General Automatic Laundry Co. Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 12912-59)

**Grant's Concrete Products Incorporated
Les Produits de Béton Grant Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Damian Grant, homme d'affaires, de Douglstown, Lorne Grant, agent industriel et Bert Briand, comptable agréé, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands, fabricants, et vendeurs de toutes sortes de matériaux de construction et produits de construction dans lesquels le ciment, le béton, la brique et la pierre sont des parties constituantes, sous le nom de "Grant's Concrete Products Incorporated — Les Produits de Béton Grant Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douglstown, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Albert Gombert, advocate, Lewis Gombert, realtor, and Joseph Altenhaus, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Foothill Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12523-59)

General Automatic Laundry Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, lease and hire automatic laundry equipment and other automatic vending machines, under the name of "General Automatic Laundry Co. Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12912-59)

**Grant's Concrete Products Incorporated
Les Produits de Béton Grant Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Damian Grant, businessman, of Douglstown, Lorne Grant, manufacturer's agent, and Bert Briand, chartered accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers, and dealers in all kinds of building materials and construction products of which cement, concrete, brick and stone are component parts, under the name of "Grant's Concrete Products Incorporated — Les Produits de Béton Grant Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Douglstown, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13377-59)

Guy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1959, constituant en corporation: Jean Guy, marchand, Laurin Lapointe, avocat, tous deux de Montréal, et Lise Cordeau, étudiante, fille majeure et usant de ses droits, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de marchandises et de vêtements pour hommes et de merceries, sous le nom de "Guy Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13512-59)

Hanover Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Hanover Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13554-59)

Harwick Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Harwick Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue University, suite 1612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13377-59)

Guy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1959, incorporating: Jean Guy, merchant, Laurin Lapointe, advocate, both of Montreal, and Lise Cordeau, student, spinster, and in use of her rights, of Outremont, for the following purposes:

To generally carry on a business dealing in merchandise and in men's clothing and haberdashery under the name of "Guy Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13512-59)

Hanover Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Nicole Paternault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Hanover Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13554-59)

Harwick Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Harwick Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Suite 1612, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13201-59)

Hollywood Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Ben Schecter, Michael Awada, avocats et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer de la bonneterie et des articles tricotés de toutes sortes, exploiter des magasins de bas et acheter, vendre et faire le commerce de bas, vêtements pour dames et accessoires de robes; fabriquer des costumes, robes, manteaux et vêtements en général, sous le nom de "Hollywood Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2033 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13201-59)

Hollywood Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Ben Schecter, Michael Awada, advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture hosiery and knitted goods of all kinds, to operate hosiery shops, and to buy, sell and deal in hosiery and women's wear and dress accessories; to manufacture suits, dresses, coats and clothing generally, under the name of "Hollywood Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2033 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13109-59)

Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Dr Michel Seigneur, médecin, Léopold Savard, publicitaire, tous deux de Montréal, et Dr Jean-Paul Ostiguy, médecin, de Ville St-Léonard, pour les objets suivants:

L'établissement, la direction et l'administration d'un hôpital privé, sous le nom de "Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 900 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 457, rue Viger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13109-59)

Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Dr Michel Seigneur, physician, Léopold Savard, publicist, both of Montreal, and Dr Jean-Paul Ostiguy, physician, of the Town of St. Léonard, for the following purposes:

To establish, conduct and manage a private hospital, under the name of "Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 900 common shares of a par value of \$10 each and 3,100 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 457 Viger Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13498-59)

Irmur Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, avocats, Honoria Sharpe, veuve, secrétaire, et Frank Kishner, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, gérer et entreprendre de toute manière que ce soit, le commerce d'une compagnie de portefeuille, placements et immeubles, aux seules fins d'en retirer les loyers et revenus, sous le nom de "Irmur Investments Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

(A.G. 13498-59)

Irmur Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Boris Garmaise, Cyril Edgar Schwisberg, attorneys, Honoria Sharpe, widow, secretary, and Frank Kishner, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in any manner whatsoever, the business of a holding and investment company of real estate, for the sole purpose of deriving rents and revenues therefrom, under the name of "Irmur Investments Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13500-59)

Island Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Leslie Caplan, agent d'immeubles, Claude Morin, Shirley Simon, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Ellen Haggemueller, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, firmes, et placements, sous le nom de "Island Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1410 rue Stanley, chambre 620, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13785-59)

**J. A. St-Jacques Limitée
J. A. St-Jacques Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1959, constituant en corporation: Rhéal Gagné, Marcel Gagné, comptables, Pierrette Dozois et Lise Nault, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "J. A. St-Jacques Limitée — J. A. St-Jacques Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13714-59)

J. I. Cadieux, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1959, constituant en corporation: Joseph-Irénée Cadieux, rentier, Jean-Pierre Cadieux, marchand, et Georgette Bertrand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Pierre Cadieux, et dûment autorisée aux fins des présentes, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes chaussures, souliers, bottes,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13500-59)

Island Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Leslie Caplan, realtor, Claude Morin, Shirley Simon, both secretaries, filles majeures, and Ellen Haggemueller, clerk, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate firm, and also of an investment company, under the name of "Island Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1410 Stanley Street, Room 620, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13785-59)

**J. A. St-Jacques Limitée
J. A. St-Jacques Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1959, incorporating: Rhéal Gagné, Marcel Gagné, accountants, Pierrette Dozois and Lise Nault, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors; to operate a real estate business under the name of "J. A. St-Jacques Limitée — J. A. St-Jacques Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13714-59)

J. I. Cadieux, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1959, incorporating: Joseph-Irénée Cadieux, annuitant, Jean-Pierre Cadieux, merchant, and Georgette Bertrand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Pierre Cadieux, and duly authorized for these present purposes, all of Mont-Laurier, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import and export any footwear, shoes, boots, half-boots,

bottines, pantoufles, sacoches, gants et tous autres articles dans la composition desquelles entre le cuir, ses sous-produits ou substitués, sous le nom de "J. I. Cadieux, Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13473-59)

Jo-Mar Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, William I. Miller, et Alexander I. Popliger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Jo-Mar Investment Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13174-59)

Jurie Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1959, constituant en corporation: George Beverly Puddicombe, conseil en loi de la Reine, John Richard Hyde et Bernard Tellier, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, vendre, aliéner et louer des propriétés mobilières et immobilières à des fins de placements, sous le nom de "Jurie Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13526-59)

Kildare Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, comptable agréé, Mortimer Dolman, notaire, et Jeanine-L. Fobert, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de

slippers, handbags, gloves, and all other articles into the composition of which enters leather, its by-products or substitutes, under the name of "J. I. Cadieux, Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mount-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13473-59)

Jo-Mar Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, William I. Miller and Alexander I. Popliger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Jo-Mar Investment Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13174-59)

Jurie Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1959, incorporating: George Beverly Puddicombe, Queen's Counsel, John Richard Hyde and Bernard Tellier, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, sell, alienate and lease moveable and immoveable property for the purpose of investment, under the name of "Jurie Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 214 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13526-59)

Kildare Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, chartered accountant, Mortimer Dolman, notary, and Jeanine-L. Fobert, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Kil-

"Kildare Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 353 rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13439-59)

Kingsbury Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: André Gagnon, de Québec, Jacques de Billy, Gilles de Billy, Claude Gagnon et René W. Dionne, tous quatre de Sillery, tous avocats et conseils en Loi de la Reine, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Kingsbury Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 430, 100 Carré d'Youville, Québec district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 14005-59)

Kotnor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1959, constituant en corporation: Guy Dorion, conseil en loi de la Reine, Gilles LaHaye, tous deux avocats, et Huguette Cabana, secrétaire, célibataire majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de marchands de bois dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Kotnor Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13056-59)

Lansdowne Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Armand Rousseau, conseil en loi de la Reine, Paul-M. Gervais, André Langlais, A.-René

dare Development Corp., with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 353 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13439-59)

Kingsbury Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: André Gagnon, of Québec, Jacques de Billy, Gilles de Billy, Claude Gagnon and René W. Dionne, all four of Sillery, all advocates and Queen's Counsels, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Kingsbury Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Room 430, 100 d'Youville Square, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14005-59)

Kotnor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of July, 1959, incorporating: Guy Dorion, Queen's Counsel, Gilles LaHaye, both advocates, and Huguette Cabana, secretary, spinster of full age of majority, all of Québec, for the following purposes:

Carry on in all its branches the business of lumber merchants, under the name of "Kotnor Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13056-59)

Lansdowne Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of June, 1959, incorporating: Armand Rousseau, Queen's Counsel, Paul-M. Gervais, André Langlais, A.-René Monty, all four advocates, and

Monty, tous quatre avocats, et Octave Leblanc, gérant, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer en général, le commerce d'entreposage, camionnage et transport des marchandises, articles et effets, sous le nom de "Lansdowne Storage Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 14,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 85 nord, rue Wellington, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13159-59)

La Société Le Page Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté et Charles Tremblay, tous deux de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder et détenir des débiteures, billets, actions, obligations et autres valeurs mobilières, des hypothèques, des contrats et reconnaissances de dettes de tous individus, compagnies, corporations ou associations, états, gouvernements, municipalités ou corps politiques; acheter ou autrement acquérir, posséder, exploiter et mettre en valeur tous biens immobiliers, sous le nom de "La Société Le Page Inc.", avec un capital total de \$251,500, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1330, rue De Repentigny, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13791-59)

Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1959, constituant en corporation: Marc Dufour, avocat, Henri-Paul Dufour, aviculteur, et Paul Chaperon, huissier, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Aménagement et exploitation d'une piste de courses, sous le nom de "Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Clermont, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

Octave Leblanc, manager, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on generally the business of warehousing, trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Lansdowne Storage Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 14,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 85 Wellington Street North, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13159-59)

La Société Le Page Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Pierre Côté and Charles Tremblay, both of Québec, all advocates, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, own and hold debentures, notes, shares, bonds and other transferable securities, mortgages, contracts and promissory notes of persons, companies, corporations or associations, states, governments, municipalities or bodies politic; buy or otherwise acquire, hold, operate and develop any immoveable property, under the name of "La Société Le Page Inc.", with a total capital stock of \$251,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$1 each, 1,500 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and 1,000 preferred shares class "B" of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1330 De Repentigny Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13791-59)

Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1959, incorporating: Marc Dufour, advocate, Henri-Paul Dufour, poultryman, and Paul Chaperon, bailiff, all of La Malbaie, for the following purposes:

The equipment and operation of racecourses under the name of "Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Clermont, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13784-59)

Les Immeubles C. J. L. R. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1959, constituant en corporation: Jacques LaRoche, impressario, de Sillery, Odilon Crevier, industriel, et Raymond LaRoche, comptable agréé, tous deux de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Immeubles C. J. L. R. Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500 actions communes de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1300, boulevard Laurier, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13784-59)

Les Immeubles C. J. L. R. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1959, incorporating: Jacques LaRoche, impressario, of Sillery, Odilon Crevier, industrialist, and Raymond LaRoche, chartered accountant, both of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and to operate as builders and general building contractors, under the name of "Les Immeubles C. J. L. R. Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1300 Laurier Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13137-59)

Les Immeubles Lachapelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1959, constituant en corporation: Armand Lachapelle, courtier en immeubles, Lucie Grandchamp, ménagère, épouse séparée de biens dudit Armand Lachapelle, tous deux de Montréal, et Albert Lachapelle, soudeur, de Lachenaie, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Lachapelle Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13137-59)

Les Immeubles Lachapelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1959, incorporating: Armand Lachapelle, real estate broker, Lucie Grandchamp, housewife, wife separate as to property of the said Armand Lachapelle, both of Montreal, and Albert Lachapelle, welder, of Lachenaie, for the following purposes:

The business of real estate and building, under the name of "Les Immeubles Lachapelle Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13782-59)

Les Jardins Napierville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1959, constituant en corporation: Raymond Lachapelle, avocat, Bernade Charette et Huguette Lessard, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Jardins Napierville Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13782-59)

Les Jardins Napierville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1959, incorporating: Raymond Lachapelle, advocate, Bernade Charette and Huguette Lessard, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Les Jardins Napierville Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1959, constituant en corporation "Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Sherbrooke.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze septembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51503-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13954-59)

Loranger Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1959, constituant en corporation: Jean Perron, avocat, Jacques-R. Langevin, comptable agréé, tous deux des Trois-Rivières, et Marie-Ange Doyon, secrétaire, célibataire majeure, du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Loranger Électrique Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 93, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13491-59)

Mimosa Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Mimosa Investments Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13937-59)

**Morin Mining Exploration Ltd.
(Libre de Responsabilité Personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date of the eighteenth day of August, 1959, incorporating "Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke".

The head office of the abovementioned corporation is situated in the city of Sherbrooke.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourteenth day of September, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51503 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13954-59)

Loranger Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1959, incorporating: Jean Perron, advocate, Jacques R. Langevin, chartered accountant, both of Trois-Rivières, and Marie Ange Doyon, secretary, spinster of full age of majority, of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in radio and televisions sets, electrical appliances, musical instruments, furniture and novelties of all kinds, under the name of "Loranger Électrique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 93 Fusey Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13491-59)

Mimosa Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Mimosa Investments Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13937-59)

**Morin Mining Exploration Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-

des lettres patentes, en date du deux juillet 1959, constituant en corporation: J.-E. Fernando Morin, industriel, de Lauzon, Félix Saulnier, prospecteur, et J.-Raoul Bérubé, courtier en assurance, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Morin Mining Exploration Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 actions communes de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera Édifice Granger & Frère, 210, boulevard Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13623-59)

Mutual Land Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1959, constituant en corporation: Paul-Eugène Verreault, industriel, Madeleine Barry Verreault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul-Eugène Verreault, et dûment autorisée aux fins des présentes, tous deux de Ste-Foy, et Mlle Louise Martel, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Mutual Land Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1655, rue d'Assise, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13499-59)

Nadmar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1959, constituant en corporation: Gregory Sharlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers d'immeubles et agents à commission, sous le nom de "Nadmar Corp.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 415, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec bearing date the second day of July, 1959, incorporating: J.-E. Fernando Morin, industrialist, of Lauzon, Félix Saulnier, prospector, and J.-Raoul Bérubé, insurance broker, both of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Morin Mining Exploration Ltd.", (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Granger & Frère Building, 210 Crémazie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13623-59)

Mutual Land Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1959, incorporating: Paul-Eugène Verreault, industrialist, Madeleine Barry Verreault, housewife, wife separate as to property of the said Paul-Eugène Verreault, and duly authorized for these present purposes, both of Ste-Foy, and Miss Louise Martel, secretary, of Québec, for the following purposes:

To operate a business dealing in real estate, under the name of "Mutual Land Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1655 d'Assise Street, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13499-59)

Nadmar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and commission agents, under the name of "Nadmar Corp.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Room 415, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10788-59)

O. R. Products (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1959, constituant en corporation: John Miner, Kazamiercz Leopold Lubecki, tous deux de Granby, Russell W. Price, fils, Russell Price, père, tous deux de Newton, Mass. E.U.A., tous industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général, faire le commerce d'accessoires d'hôpitaux, produits connexes, chaussures de confection spécialisée pour hôpitaux et autres sortes de chaussures et marchandises en cuir, sous le nom de "O. R. Products (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 10788-59)

O. R. Products (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1959, incorporating: John Miner, Kazamiercz Leopold Lubecki, both of Granby, Russell W. Price Jr. and Russell Price Sr., both of Newton, Mass. U.S.A., all industrials, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in hospital supplies, allied products, specialized footwear for hospital and other types of shoes and leather goods, under the name of "O. R. Products (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13520-59)

Paul & Robert, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1959, constituant en corporation: Robert Nadeau, marchand, Louis Paradis, avocat, et Julienne Bélanger, secrétaire, célibataire, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de la toile, du coton, de la laine et autres substances fibreuses, sous le nom de "Paul & Robert, Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 503, avenue Arnaud, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(A.G. 13520-59)

Paul & Robert, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1959, incorporating: Robert Nadeau, merchant, Louis Paradis, advocate, and Julienne Bélanger, secretary, spinster, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in linen, cotton, wool and in other fibrous substances, under the name of "Paul & Robert, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 503 Arnaud Avenue, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13407-59)

Pelduc Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, de Montréal, Hyman Solomon, de ville Mont-Royal, Louis Feigenbaum, de St-Laurent, et Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Pelduc Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13407-59)

Pelduc Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, Louis Feigenbaum, of St. Laurent, and Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, of Montreal, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Pelduc Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13175-59)

Pelnar Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, immeubles, construction et développement général, en toutes et aucune de ses spécialités, sous le nom de "Pelnar Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune 3,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 14038-59)

Pension du Nord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1959, constituant en corporation: François Francœur, Raymond Boucher, avocats, et Micheline B. Fréris, secrétaire, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtelier, sous le nom de "Pension du Nord Limitée", avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13462-59)

Philippe Gignac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Philippe Gignac, entrepreneur briqueteur, William I. Miller, avocat, tous deux de Montréal, et Alexander I. Popliger, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, briqueteurs, importateurs, marchands et fabricants de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour les toits et autres matériaux utilisés directement ou indirectement par les entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "Philippe Gignac Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5873 rue Chabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13175-59)

Pelnar Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company in any and all its branches, under the name of "Pelnar Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of a par value of \$10 each and 3,200 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14038-59)

Pension du Nord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1959, incorporating: François Francœur, Raymond Boucher, advocates, and Micheline B. Fréris, secretary, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate a business as hotel-keeper, under the name of "Pension du Nord Limitée", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations is \$2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13462-59)

Philippe Gignac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Philippe Gignac, bricklayer contractor, William I. Miller, advocate, both of Montreal, and Alexander I. Popliger, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, bricklayers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations, and other materials used directly or indirectly by contractors, builders or roofers, under the name of "Philippe Gignac Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5873 Chabot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 12380-59)

Pyromors of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, procureur, Olga Pope, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope et Micheline Tabacman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, administrer, réparer ou contribuer aux réparations d'immeubles de toutes sortes et vendre, hypothéquer ou autrement disposer de ces biens immobiliers, sous le nom de "Pyromors of Canada Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 900 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13711-59)

Roléon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1959, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, Micheline Corbeil, avocate, célibataire, de Montréal, et Léon Giguère, agent d'immeubles, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Roléon Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 274, rue des Écores, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13129-59)

Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1959, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, de Montréal, Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entretien domestique, sous le nom de "Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 60 actions privilégiées de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12380-59)

Pyromors of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, attorney, Olga Pope, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, and Micheline Tabacman, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, rent or otherwise acquire, own, administrate, repair or contribute to the repairs of immovables of all kinds, and sell, mortgage or otherwise dispose of these immovables, under the name of "Pyromors of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 900 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13711-59)

Roléon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1959, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, Micheline Corbeil, advocate, spinster, of Montreal, and Léon Giguère, real estate agent, of Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Roléon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 274 des Écores Street, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13129-59)

Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1959, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, of Montreal, Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St. Bruno, for the following purposes:

To carry on generally the business of domestic maintenance, under the name of "Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 60 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13613-59)

Ste-Geneviève Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1959, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, Mlles Jacqueline Matte et Monique Duquette, sténographes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Ste-Geneviève Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3988, montée St-Jean, municipalité de Dollard des Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13844-59)

St. George Motor Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1959, constituant en corporation: Guillaume-Guy Daneau, entrepreneur, Adrien Cinq-Mars, comptable agréé, tous deux de Montréal, et Jean-Paul Gagné, avocat et conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction et faire affaires comme hôteliers, sous le nom de "St. George Motor Hotel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 12767-59)

St. Jérôme County Realty (Que.) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, Claire Lubin, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir et exercer le commerce comme une compagnie d'habitations à dividende limité, tel que défini par la Loi de l'Habitation nationale 1954, et amendements (2-3) Elizabeth II, chapitre 23, sous le nom de "St. Jérôme County Realty (Que.) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13613-59)

Ste-Geneviève Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1959, incorporating: Armand Poupart, junior, advocate, Misses Jacqueline Matte and Monique Duquette, stenographers, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Ste-Geneviève Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3988 Montée St. Jean, municipality of Dollard des Ormeaux, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13844-59)

St. George Motor Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1959, incorporating: Guillaume-Guy Daneau, contractor, Adrien Cinq-Mars, chartered accountant, both of Montreal, and Jean-Paul Gagné, advocate and Queen's Counsel, of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on a real estate and construction business and to operate as hotel-keepers, under the name of "St. George Motor Hotel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12767-59)

St. Jérôme County Realty (Que.) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, Claire Lubin and Katherine Ingledew, Stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To act and carry on business as a limited dividend housing company as defined by the National Housing Act 1954, and amendments (2-3) Elizabeth II, Ch. 23, under the name of "St. Jérôme County Realty (Que.) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13411-59)

St. Philippe Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "St. Philippe Realty Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13412-59)

St. Raphaël Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "St. Raphaël Enterprises Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13410-59)

St. Raphaël Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "St. Raphaël Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint Luc, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13411-59)

St. Philippe Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, both of Montreal, Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "St. Philippe Realty Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13412-59)

St. Raphaël Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, both of Montreal, Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "St. Raphaël Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13410-59)

St. Raphaël Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, both of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "St. Raphaël Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint Luc, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13406-59)

St. Raphaël Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "St. Raphaël Realty Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 14036-59)

**Sept-Iles Masonry Ltd.
Maçonnerie Sept-Iles Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1959, constituant en corporation: Joseph Vézina, gérant, Charles-A. Bigonnesse, comptable, et François Francoeur, avocat, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Sept-Iles Masonry Ltd. — Maçonnerie Sept-Iles Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13697-59)

Sholem Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1959, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et améliorations, sous le nom de "Sholem Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13406-59)

St. Raphaël Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, both of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "St. Raphaël Realty Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14036-59)

**Sept-Iles Masonry Ltd.
Maçonnerie Sept-Iles Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July 1959, incorporating: Joseph Vézina, manager, Charles-A. Bigonnesse, accountant, and François Francoeur, advocate, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials, under the name of "Sept-Iles Masonry Ltd. — Maçonnerie Sept-Iles Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13697-59)

Sholem Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1959, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Sholem Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13536-59)

Sidepal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1959, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, tous deux avocats, et conseils en loi de la Reine, de Westmount, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Sidepal Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13536-59)

Sidepal Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1959, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, both advocates and Queen's Counsels, of Westmount, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Sidepal Corp.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13595-59)

Tareen Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi de Ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, tous deux teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, immeubles, construction et développement en général, sous le nom de "Tareen Development Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13595-59)

Tareen Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, of St. Bruno, both bookkeepers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Tareen Development Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13403-59)

The Killarney Club of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation sans capital-actions: James Halpin, pharmacien, Majella Haberlin, administratrice, Edward P. Walsh, C. Stuart MacKay, ingénieurs, Thomas W. Brown, avocat, J. Larkin Kerwin, professeur, tous les six de Sillery, Maurice Edwards, Austin Edwards, tous deux photographes, de Ste-Foy, et William Delaney, médecin, de Québec, pour les objets suivants:

Organiser, construire et gérer un camp d'été pour les garçons catholiques, de langue anglaise de la cité de Québec et de la région, sous le nom de "The Killarney Club of Quebec Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$150,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

(A.G. 13403-59)

The Killarney Club of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: James Halpin, pharmacist, Majella Haberlin, executive, Edward P. Walsh, C. Stuart MacKay, engineers, Thomas W. Brown, advocate, J. Larkin Kerwin, professor, all six of Sillery, Maurice Edwards, Austin Edwards, both photographers, of Ste. Foy, and William Delaney, medical doctor, of Quebec, for the following purposes:

To organize, construct and operate a summer camp for English speaking Catholic boys of Quebec City and region, under the name of "The Killarney Club of Quebec Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at Sainte Foy, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13320-59)

The Naftali Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de "The Naftali Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 380 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5757 avenue Decelles, chambre 415, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13553-59)

Turin Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Turin Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue University, suite 1612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13405-59)

Valduc Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, conseil en loi de la Reine, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de ville Mont-Royal, et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Valduc Development Corp.", avec un capital total

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13320-59)

The Naftali Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and commission agents, under the name of "The Naftali Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 Class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 380 Class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Room 415, Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13553-59)

Turin Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, Samuel Chait, Maxwell Shenker, both advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Turin Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, suite 1612, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13405-59)

Valduc Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Perry Meyer, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, both of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, all attorneys, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Valduc Development Corp.", with a total capital stock

de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12487-59)

Verdun Business College Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Kenneth Wright Williamson, professeur, de Ville Brossard, Gordon Earl Buchner, professeur et Marie-Yvonne Williamson Buchner, professeur épouse séparée de biens dudit Gordon Earl Buchner, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Ville LaSalle, pour les objets suivants:

Acheter, posséder, conduire et exploiter une école ou des écoles à des fins d'instruction se rapportant aux affaires, sténographie, travail de secrétaire, tenue de livres, comptabilité et en général, procédures commerciales et administration, sujets techniques et autres sujets connexes et objets relatifs aux affaires, sous le nom de "Verdun Business College Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 12487-59)

Verdun Business College Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Kenneth Wright Williamson, teacher, of Ville de Brossard, Gordon Earl Buchner, teacher, and Marie-Yvonne Williamson Buchner, teacher, wife separate as to property of the said Gordon Earl Buchner, and duly authorized by him for these presents, both of Ville LaSalle, for the following purposes:

To purchase, own, conduct and operate a school or schools for instructional purposes in connection with business, stenography, secretarial work, bookkeeping, accounting and general business procedure and administration, technical subjects, and other ancillary subjects and objects in relation to business, under the name of "Verdun Business College Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13426-59)

Westmore Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de la ville Côte St-Luc, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Westmore Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(A.G. 13426-59)

Westmore Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of the town of Côte St. Luc, and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Westmore Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13764-59)

Wilfrid Chapdelaine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1959, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, J.-Clovis Dagenais, avo-

(A.G. 13764-59)

Wilfrid Chapdelaine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1959, incorporating: Lucien Roux, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, J.-Clovis Dagenais, advocate and Queen's

cat et conseil en loi de la Reine, Jules Couture, courtier, Lorraine Côté et Claire Couture, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et raffineurs d'huile, graisse, pétrole et leurs sous-produits, et en faire le commerce, sous le nom de "Wilfrid Chapdelaine Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13629-59)

Willowdale Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, avocat et conseil en loi de la Reine, Benjamin J. Greenberg, étudiant, Mary Watt et Gabrielle Martin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Willowdale Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13077-59)

Woodhaven Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1959, constituant en corporation: Jacques Sinay, bijoutier, Seymour Machlovitch et Morris Chaikelson, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Woodhaven Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

(P.G. 13453-59)

World Wide Fabrics Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1959, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B.

Counsel, Jules Couture, broker, Lorraine Côté and Claire Couture, secretaries, spinsters, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry as manufacturers and refiners in oil, grease, petrol and their by-products, and to deal in same under the name of "Wilfrid Chapdelaine Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13629-59)

Willowdale Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1959, incorporating: Louis H. Rohrliek, advocate and Queen's Counsel, Benjamin J. Greenberg, student, Mary Watt and Gabrielle Martin, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Willowdale Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13077-59)

Woodhaven Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1959, incorporating: Jacques Sinay, jeweller, Seymour Machlovitch and Morris Chaikelson, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and construction company, under the name of "Woodhaven Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13453-59)

World Wide Fabrics Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1959, incorporating: Samuel H. Shriar, of St. Laurent, Murray B. Spiegel, of

Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, Margaret Johnson, de Montréal, et Mollie Schwartz, d'Outremont, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "World Wide Fabrics Company Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471 P. FRENETTE.

Montreal-West, both advocates, Margaret Johnson, of Montreal, and Mollie Schwartz, of Outremont, both secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "World Wide Fabrics Company Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 8,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
51471-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13153-59)

CORRECTION

Valleyfield Motor Sales Ltd.

Dans le titre de l'avis de lettres patentes publié dans le numéro 36 de la *Gazette officielle de Québec* du 5 septembre 1959, à la page 3557, prière de lire "Valleyfield Motor Sales Ltd." au lieu de Valleyfield Motors Sales Ltd.
51471-o

(A.G. 13153-59)

CORRECTION

Valleyfield Motor Sales Ltd.

In the title of the notice of letters patent published in number 36 of the *Quebec Official Gazette*, dated September 5, 1959, on page 3557, kindly read "Valleyfield Motor Sales Ltd." in lieu of Valleyfield Motors Sales Ltd.
51471

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure: Dame Marie Jeanne Huon, épouse commune en biens de Louis Mary Joseph Tavan, domiciliée à Ste-Marguerite, district de Terrebonne, demanderesse vs Louis Mary Joseph Tavan des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Montréal, 10 septembre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,
51488-o PIERRE TREMBLAY.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court: Dame Marie Jeanne Huon, wife common as to property of Louis Mary Joseph Tavan, domiciled at Ste. Marguerite, district of Terrebonne, plaintiff vs Louis Mary Joseph Tavan of the same places, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Montreal, September 10, 1959.

PIERRE TREMBLAY,
51488 Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 748 (C) du 5 août 1959, publié dans l'édition du 15 août 1959 de la *Gazette officielle de Québec*, concernant des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, est corrigée comme suit:

A la page 3266, les mots "one and a half hours" apparaissant au paragraphe "g" de l'article III, doivent se lire "one and a quarter hours".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 septembre 1959. 51489-o

Order in Council

ERRATUM

The English version of Order-in-Council No. 748 (C) of August 5, 1959, published in the issue of August 15, 1959 of the *Quebec Official Gazette*, concerning amendments to the decree relating to the Food Products Retail Trade in the Region of Quebec, is corrected as follows:

On page 3266, the words "one and a half hours" appearing in paragraph "g" of article III, shall read "one and a quarter hours."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 19, 1959.

Avis divers

LA SARRE POWER COMPANY LIMITED

Loi du régime des eaux courantes, Statuts
refondus, 1941, chapitre 98.

Formule 1

1.— (Article 8)

Avis de dépôt des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "La Sarre Power Company Limited" de La Sarre dans le comté d'Abitibi-Ouest se propose de demander l'autorisation de remplacer un barrage en bois existant par un barrage de béton sur la rivière La Sarre au lot N° 22, du rang IX du canton La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages a été transmise au ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté d'Abitibi-Ouest à Amos.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Requérent,

PIERRE LANGLAIS, Ing. P.,

51455-37-4-o LA SARRE POWER CO. LTD.

(P.G. 9043-50)

NOË BOURASSA, LIMITÉE

Règlement N° 8 B

Augmentant le nombre des directeurs de cinq à huit.

"À l'avenir, les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de huit directeurs qui seront élus pour une année et qui seront toujours ré-éligibles".

Daté à Ville Mont-Royal, ce 10 juillet 1959.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

L. TESSIER.

51473-o

(P.G. 10372-57)

DAVID & FRÈRE, LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires, catégorie "B" de "David & Frère, Limitée" tenue le 3 juillet 1959.

Règlement N° 114

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de sept à huit; et que le règlement N° 111 soit abrogé.

Vraie copie certifiée.

(Signé) Le Secrétaire,

RODIER MERRILL.

51474

(P.G. 13760-57)

CENTRAL TRUCK LINES LTD.

Règlement N° 6

Que le nombre des directeurs soit diminué de six à trois directeurs, de sorte que le bureau de direction sera composé à l'avenir de trois directeurs.

Miscellaneous notices

LA SARRE POWER COMPANY LIMITED

Water-Course Act, Revised Statutes, 1941,
chapter 98.

Form 1

1.— (Section 8)

Notice of deposit of plans and specifications.

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that "La Sarre Power Company Limited", of La Sarre in the county of Abitibi-West, intends to apply for authorization to replace an existing wooden dam by a concrete dam on the river La Sarre bordering lot No. 22, range IX of the township of La Sarre, county of Abitibi-West.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site chosen for the construction thereof, has been forwarded to the Minister of hydraulic resources and that a duplicate of said plans and specifications has been deposited at the registry office of the county of Abitibi-West, at Amos.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

PIERRE LANGLAIS, P. Eng.,

Petitioner,

51455-37-4

LA SARRE POWER CO. LTD.

(A.G. 9043-50)

NOË BOURASSA, LIMITÉE

By-Law No. 8 B

Increasing the number of directors from five to eight.

Hereafter, the affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of eight directors, elected for one year, and they shall always be re-eligible".

Dated at the town of Mount Royal, this July 10, 1959.

Certified true copy.

L. TESSIER,

Secretary.

51473

(A.G. 10372-57)

DAVID & FRÈRE, LIMITÉE

Extract of the minutes of a special general meeting of shareholders class "B" of "David & Frère, Limitée" held on July 3rd, 1959.

By-law No. 114

"That the number of the company's directors be hereby increased from seven to eight; and that by-law No. 111 be rescinded.

Certified true copy.

(Signed) RODIER MERRILL.

Secretary.

51474-o

(A.G. 13760-57)

CENTRAL TRUCK LINES LTD.

By-law No. 6

That the number of the directors be decreased from six to three directors in order that the board of directors be composed, in future, of three directors.

Que le règlement N° 3 de notre compagnie en date du 4 juin 1952, lequel avait changé le nombre de directeurs de trois à six, soit résilié.

Que l'article 9 du règlement N° 1, soit en conséquence remis en force tel qu'il existait à l'origine.

Vraie copie certifiée du règlement N° 6 de "Central Truck Lines Ltd.", adopté à une assemblée des directeurs de ladite compagnie, tenue le 12 février 1959, à 10.00 a.m., ratifié, confirmé et sanctionné lors d'une assemblée des actionnaires de la même compagnie tenue le même jour et auxquelles assemblées tous les directeurs et actionnaires de la compagnie ont accepté.

Donné à Val d'Or, ce 12 février 1959.

Le Secrétaire,

51475-o FERNAND LAROCQUE.

(P.G. 10829-55)

CONSOLIDATED HALLIWELL LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 16

pour augmenter le nombre des directeurs et fixer le quorum.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 16 de "Consolidated Halliwell Limited" (No Personal Liability), que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de cinq à neuf;

2° Quatre (4) directeurs formeront quorum;

3° Les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés en conséquence.

Passé et décrété par le bureau de direction, ce 10e jour d'avril 1959.

Témoin: Le sceau corporatif.

Vraie copie certifiée.

(S. C.)

Le Président,

W. PLEXMAN,

Le Secrétaire,

G. D. PATTISON.

51485

(P.G. 10047-59)

FOUNDATION STEEL SPECIALTIES INC.

Règlement N° XIV

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4) directeurs.

Montréal, le 22 juillet 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,

51486-o (S) GUY R. SAUCIER.

(P.G. 11017-58)

MARCHÉ UNION INC.

Extrait du règlement N° 24

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Marché Union Inc.", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

Je, le soussigné, Hyman Wienstein, Président de "Marché Union Inc.", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable et conforme du règlement N° 24 décrété à une assemblée du bureau de direction de cette compagnie tenue à Montréal, le 26e jour de juin 1959 et sanctionné et approuvé par les actionnaires à leur assemblée générale, spéciale tenue

That by-law No. 3 of our company dated June 4, 1952, by which the number of directors was changed from three to six, be cancelled.

That article 9 of by-law No. 1, therefore be restored and put into force as it was originally.

True certified copy of by-law No. 6 of "Central Truck Lines Ltd.", adopted at a meeting of the directors of the said company, held on February 12, 1959 at 10.00 a.m., ratified, confirmed and sanctioned at a meeting of the shareholders of the same company held on the same day and at which meetings, all the directors and shareholders of the company, duly accepted.

Given at Val d'Or, this 12th day of February, 1959.

FERNAND LAROCQUE,

Secretary.

51475

(A.G. 10829-55)

CONSOLIDATED HALLIWELL LIMITED
(No Personal Liability)

By-law No. 16

to increase the number of directors and fix the quorum.

Be it and it is hereby enacted as by-law No. 16 of "Consolidated Halliwell Limited" (No Personal Liability), that:

1. The number of directors of the company be increased from five to nine;

2. Four (4) directors shall constitute a quorum; and

3. The by-laws of the company be and they are hereby amended accordingly.

Passed and enacted by the board of directors this 10th day of April, 1959.

As witness: The corporate seal.

Certified a true copy.

(C. S.)

W. PLEXMAN,

President.

G. D. PATTISON,

Secretary.

51485-o

(A.G. 10047-59)

FOUNDATION STEEL SPECIALTIES INC.

By-Law No. XIV

That the number of the directors of the company be increased from three (3) to four (4) directors.

Montreal, July 22, 1959.

(Seal)

(S)

GUY R. SAUCIER,

Secretary.

(A.G. 11017-58)

MARCHÉ UNION INC.

Extract from by-law No. 24

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Marché Union Inc.", as follows:

1. That the number of directors of the company be and the same are hereby increased from four to five, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

I, the undersigned, Hyman Wienstein, President of "Marché Union Inc.", do hereby certify that the foregoing is a true and correct extract of by-law No. 24 enacted at a meeting of the board of directors of this company held at Montreal on the 26th day of June 1959 and sanctioned and approved by the shareholders at their special general meeting held on the 26th day of

le 26e jour de juin 1959, dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement, et à laquelle, il y eût vote en faveur dudit règlement par les actionnaires représentant toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie.

(Sceau)
51500

Le Président,
H. WIENSTEIN.

June 1959, duly called for considering the said by-law, at which meeting there voted in favour of the said by-law shareholders representing all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the company.

(Seal)
51500-0

H. WIENSTEIN,
President.

(P.G. 3673-51)

ED. ARCHAMBAULT, INCORPORÉE

Règlement spécial "A"

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété et adopté comme règlement spécial "A" de la compagnie:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes réduit de cinq (5) à quatre (4), de façon à ce que le Bureau de direction soit, à compter de l'approbation du présent règlement par les actionnaires de la Compagnie, et de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*, formé de quatre (4) directeurs:

2° Que le quorum aux assemblées des directeurs de la compagnie soit fixé à trois (3) directeurs;

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles avec le présent règlement et plus particulièrement l'article 8 des règlements généraux de la compagnie, soient et ils sont par les présentes amendés, modifiés et abrogés en autant qu'il est nécessaire pour donner plein effet au présent règlement.

Certifié vraie copie du règlement spécial "A", décrété par les directeurs de "Ed. Archambault, Incorporée", à une assemblée dûment tenue à Montréal, le 20 mars 1959, et subséquemment approuvé et ratifié à l'unanimité par tous les actionnaires présents et formant quorum à une assemblée générale spéciale de ceux-ci dûment convoquée et tenue à Montréal, le 15 mai 1959.

Le Secrétaire,
51501-0 ROSAIRE ARCHAMBAULT.

(A.G. 3673-51)

ED. ARCHAMBAULT, INCORPORÉE

Special by-law "A"

Be it enacted and it is hereby enacted and adopted as Company's Special By-law "A":

1. That the number of directors of the company be decreased and the same is hereby decreased from five (5) to four (4), in order that the board of directors be, from and after confirmation of this by-law by the shareholders of the company, and the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*, formed of four (4) directors;

2. That quorum at meetings of directors of the company be fixed at three (3) directors;

3. That all the by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent therewith and more particularly article 8 of the company's general by-laws, be and they are hereby amended, modified, repealed insofar as it is necessary to give full effect to this by-law.

Certified true copy of special by-law "A", enacted by the directors of "Ed. Archambault, Incorporée", at a meeting duly held at Montreal, March 20, 1959, and subsequently unanimously approved and confirmed by the shareholders present and forming quorum at a special general meeting of the latter duly called and held at Montreal, May 15, 1959.

51501 ROSAIRE ARCHAMBAULT,
Secretary.

(P.G. 8479-41)

LA LAITERIE PARFONDEVAL, LIMITÉE

Règlement N° 4

(Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre)

Qu'il soit et il est par les présentes adopté comme règlement N° 4 de "La Laiterie Parfondeval, Limitée":

Que le bureau de direction sera composé de quatre actionnaires à compter de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Vraie copie certifiée du règlement N° 4 de "La Laiterie Parfondeval Ltée", adopté à l'unanimité lors d'une assemblée des actionnaires de ladite compagnie le 24 décembre 1958 et à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Le Secrétaire,
51504-0 ARMAND GILBERT.

(A.G. 8479-41)

LA LAITERIE PARFONDEVAL, LIMITÉE

By-law No. 4

(Concerning an increase in the number of directors from three to four)

Be it enacted and the same is hereby enacted as by-law No. 4 of "La Laiterie Parfondeval, Limitée":

That the board of directors shall be composed of four shareholders as from the date of the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified true copy of by-law No. 4 of "La Laiterie Parfondeval Ltée", unanimously adopted at a meeting of shareholders of said company December 24, 1958 and at which all the shareholders were present.

51504 ARMAND GILBERT,
Secretary.

(P.G. 47683-53)

QUICK FLAME GAS LTD.

Règlement spécial "A" (1959)

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à sept (7).

2° Lorsque le présent règlement sera devenu valide, les directeurs en fonctions à cette époque

(A.G. 47683-53)

QUICK FLAME GAS LTD.

Special By-law "A" (1959)

1. The number of the directors of the company is increased from three (3) to seven (7).

2. When this by-law shall have become valid, the directors then in office may appoint from

pourront nommer parmi les actionnaires qualifiés quatre autres directeurs pour demeurer en fonctions jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Vraie copie du règlement spécial "A" (1959) ci-dessus, adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 3 septembre 1959, et approuvé unanimement par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin le 4 septembre 1959.

Montréal, le 4 septembre 1959.

(Signé) Le Secrétaire,
51505-o RAYMOND MARTIN.

(P.G. 15131-59)

CHARLES E. FROSST & CO.

Règlement spécial "H"

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de sept à huit.

2° Les directeurs peuvent en aucun temps antérieur à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie nommer d'entre les actionnaires qualifiés de la compagnie, un ou des directeurs additionnels, jusqu'à ce qu'il y ait élection, en surplus aux directeurs alors en fonction, un nombre suffisant pour compléter entièrement le bureau de huit directeurs.

Montréal, P.Q. 14 septembre 1959.

Certifié vraie copie.

(Seau) Le Président,
51515 JOHN B. FROSST,
Le Secrétaire,
CHARLES E. FROSST.

(P.G. 13858-59)

CLINIQUE MÉTROPOLITAINE INC.
METROPOLITAN CLINIC INC.

Règlement "H"

1° Le nombre des directeurs de "Clinique Métropolitaine Inc.", est augmenté de quatorze (14) à seize (16) directeurs;

2° Il y aura quorum à une assemblée des directeurs lorsqu'il y aura neuf (9) directeurs réunis;

3° Les règlements généraux de la compagnie sont modifiés en conséquence.

51522-o Le Secrétaire,
JACQUES SIMARD.

(P.G. 12188-54)

LA CORPORATION DES ADMINISTRATEURS PROFESSIONNELS
THE CORPORATION OF PROFESSIONAL ADMINISTRATORS

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le neuf septembre 1959, approuvé les modifications apportées aux articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23 et 24 du règlement général N° 1, et les règlements Nos 2 et 3 de "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze septembre 1959.

51528-o Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

amongst the duly qualified shareholders four other directors to hold office until the next annual general meeting or the election of their successors.

True copy of the above special by-law "A" (1959) enacted by the directors at a meeting held on September 3, 1959 and approved by the unanimous vote of the shareholders at a special general meeting held on September 4, 1959.

Montreal, September 4th, 1959.

(Signed) RAYMOND MARTIN,
51505-o Secretary.

(A.G. 15131-59)

CHARLES E. FROSST & CO.

Special by-law "H"

Be and it is hereby enacted as follows:

1. The number of directors of the company is hereby increased from seven to eight.

2. The directors may at any time prior to the next annual meeting of the shareholders of the company elect from amongst the qualified shareholders of the company an additional director or directors until there shall have been elected, in addition to the directors then in office, a sufficient number to complete the full board of eight directors.

Montreal, P.Q., September 14, 1959.

Certified true copy.

(Seal) JOHN B. FROSST,
51515-o President,
CHARLES E. FROSST,
Secretary.

(A.G. 13858-59)

CLINIQUE MÉTROPOLITAINE INC.
METROPOLITAN CLINIC INC.

By-law "H"

1. The number of directors of "Metropolitan Clinic Inc.", is increased from fourteen (14) to sixteen (16) directors;

2. There will be quorum at a meeting of directors when nine (9) directors meet;

3. The general by-laws of the company are modified accordingly.

51522 JACQUES SIMARD,
Secretary.

(A.G. 12188-54)

LA CORPORATION DES ADMINISTRATEURS PROFESSIONNELS
THE CORPORATION OF PROFESSIONAL ADMINISTRATORS

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, the ninth day of September 1959, approved the amendments to articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 23 and 24 of general by-law No. 1, and by-laws 2 and 3 of "La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourteenth day of September, 1959.

51528 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

SYNDICAT IMMOBILIER DE MARIA

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Immobilier de Maria", en date du 1er septembre 1959, dont le siège social est situé à Maria, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze septembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51534-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12420-59)

GAGNON FRÈRES "EXÉCUTIF" LTÉE

Règlement N° 3

Il est résolu à l'unanimité d'adopter le règlement N° 3 à l'effet d'augmenter le nombre des directeurs de trois à quatre.

Vraie copie d'un règlement adopté par les directeurs de "Gagnon Frères "Exécutif" Ltée", le 30 juin 1959 et ratifié par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

Le Secrétaire,
51535-o L. G. GAGNON.

(P.G. 11876-59)

SHORECREST DEVELOPMENT INC.

Règlement N° 25

(qui augmente le nombre des directeurs de trois à cinq)

"Les directeurs de la compagnie seront au nombre de cinq.

Sur proposition dûment présentée et secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu que les officiers de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, autorisés et dirigés à entreprendre toutes les démarches nécessaires afin de donner un effet légal au règlement N° 25."

Vraie copie certifiée du règlement N° 25 tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires, le 10 août 1959.

Le Secrétaire,
51536 FRED KOTEX.

(P.G. 12284-56)

LEMOYNE OIL CO. LTD.
LA CIE D'HUILE LEMOYNE LTÉE

Règlement A

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois à cinq et les règlements de la compagnie sont amendés en conséquence.

Vraie copie certifiée du règlement A de la compagnie, tel qu'adopté par les directeurs, et approuvé par les actionnaires, le 18 août 1959.

Le Secrétaire,
51537 FERNAND BOUCHARD.

(P.G. 12670-59)

ARTISTS AND PHOTOGRAPHERS INC.

Règlement N° 49

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Artists and Photographers Inc.", ce qui suit:

SYNDICAT IMMOBILIER DE MARIA

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Immobilier de Maria", under date of September 1st, 1959, whereof the head office is at Maria, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of September 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51534 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12420-59)

GAGNON FRÈRES "EXÉCUTIF" LTÉE

By-law No. 3

It is unanimously resolved to adopt by-law No. 3 for the purpose of increasing the number of directors from three to four.

True copy of a by-law adopted by the directors of "Gagnon Frères "Exécutif" Ltée", June 30, 1959 and confirmed by all the shareholders at a special general meeting held the same day.

L. G. GAGNON,
51535 Secretary.

(A.G. 11876-59)

SHORECREST DEVELOPMENT INC.

By-law No. 25

(increasing the number of directors from three to five)

"The directors of the company shall be five in number.

Upon motion duly made and seconded and unanimously adopted, it was resolved that the officers of the company be and hereby are authorized and instructed to take all necessary steps to give legal effect to by-law No. 25."

Certified true copy of by-law No. 25, as adopted by the directors and approved by the shareholders on August 10th, 1959.

FRED KOTEX,
51536-o Secretary.

(A.G. 12284-56)

LEMOYNE OIL CO. LTD.
LA CIE D'HUILE LEMOYNE LTÉE

By-law A

A by-law to increase the number of directors.

The number of directors of the company is increased from three to five and the by-laws of the company are amended accordingly.

Certified true copy of by-law A of the company, as adopted by the directors and approved by the shareholders on August 18th, 1959.

FERNAND BOUCHARD,
51537-o Secretary.

(A.G. 12670-59)

ARTISTS AND PHOTOGRAPHERS INC.

By-law No. 49

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Artists and Photographers Inc.", as follows:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4) de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs;

2° Quatre (4) directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à celui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Vraie copie certifiée du règlement N° 49 de "Artists and Photographers Inc.", lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie, dûment tenue le 12e jour d'août 1959, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie, présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires, le 12e jour d'août 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
51538 (Signé) SOL LITMAN.

(P.G. 1888-50)

SHERATON HOTELS LIMITED

Règlement 11-D

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs de la compagnie de huit à neuf.

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de huit à neuf et que le règlement N° 11 des règlements généraux de la compagnie tel qu'amendé par le règlement N° 11-C soit de nouveau amendé en conséquence.

Vraie copie certifiée du règlement 11-D de la compagnie "Sheraton Hotels Limited", lequel a été décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le 14e jour de juillet 1959, et a été sanctionné subséquemment par au moins les deux tiers du vote des actionnaires de la compagnie déposé à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement, et tenue le même jour.

Daté ce 25e jour d'août 1959.
L'Assistant-secrétaire de
(Sceau) Sheraton Hotels Limited,
51539 R. E. PARSONS.

AVIS PUBLIC

Province de Québec — District de Joliette
Cour Supérieure, N° 8358

Je, soussigné, donne avis que conformément à une ordonnance de la Cour supérieure du district de Joliette, rendue le 28 août 1959 par l'honorable C. E. Ferland, J.C.S. la terre de Paul Masse, cultivateur, de la paroisse de St-Thomas, comté de Joliette, sera vendue à l'enchère publique par Me J. D. Giroux, notaire préposé à la vente, à la porte de l'église de St-Thomas, comté de Joliette, SAMEDI le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1959, à ONZE heures de l'avant-midi, savoir:

"Une terre située en la paroisse de St-Thomas, comté de Joliette et se composant des lots numéros 440, 441, 443 et 446 du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas et des lots numéros 167A, 168A, 169A et 170A du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Elisabeth. A distraire la partie appartenant à Hildège Masse acquise suivant acte enregistré à Joliette sous le numéro

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors;

2. Four (4) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. 49 of "Artists and Photographers Inc.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 12th day of August, 1959, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present at a special general meeting of shareholders on the 12th day of August, 1959.

(Seal) (Signed) SOL LITMAN,
51538-o Secretary.

(A.G. 1888-50)

SHERATON HOTELS LIMITED

By-law 11-D

A by-law to increase the number of the company's directors from eight to nine.

That the number of the company's directors be and the same is hereby increased from eight to nine and that by-law 11 of the general by-laws of the company as amended by by-law 11-C be further amended accordingly.

Certified to be a true copy of by-law 11-D of "Sheraton Hotels Limited" which was enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 14th day of July, 1959, and was subsequently sanctioned by at least two-thirds of the votes of the shareholders of the company cast at a special general meeting of the shareholders duly called for the purpose of considering such by-law held the same day.

Dated this 25th day of August, 1959.
R. E. PARSONS,
(Seal) Assistant Secretary of
51539-o Sheraton Hotels Limited.

PUBLIC NOTICE

Province of Quebec — District of Joliette
Superior Court, No. 8358

I, the undersigned, give notice that pursuant to an order of the Superior Court of the district of Joliette, rendered August 28, 1959 by the Honourable C. E. Ferland, J.S.C. the farm of Paul Masse, farmer, of the parish of St-Thomas, county of Joliette, shall be sold at public auction by Me J. D. Giroux, notary in charge of the sale, at the door of the church of St-Thomas, county of Joliette, SATURDAY the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to wit:

"A farm situate in the parish of St-Thomas, county of Joliette and composed of lots number 440, 441, 443 and 446 of the official cadastre of the parish of St-Thomas and lots numbers 167A, 168A, 169A and 170A of the official cadastre of the parish of Ste-Elisabeth. Save and except that part belonging to Hildège Masse acquired according to deed registered at Joliette

74082. Cette terre est bâtie de maison et dépendances mesure environ 213 arpents en superficie."

Donné à St-Thomas ce quinze septembre 1959.

Berthierville, P.Q. J. D. GIROUX,
notaire.
51541-38-2-o

under number 74082. This farm includes a house and dependencies, and measures some 213 arpents in area."

Given at St-Thomas this fifteenth day of September, 1959.

Berthierville, P.Q. J. D. GIROUX,
Notary.
51541-38-2

Bills — Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1959 et présentés avant le 9 décembre 1959, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 novembre 1959 et reçues avant le 3 décembre 1959, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 décembre 1959.

Québec, le 16 septembre 1959.
Le Greffier de l'Assemblée législative,
51506-38-9-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills — Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 28, 1959 and introduced before December 9, 1959, petitions for private bills shall be presented prior to November 28, 1959, and received prior to December 3, 1959, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 23, 1959.

Quebec, September 16, 1959.
ANTOINE LEMIEUX,
51506-38-9 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

VINYL LINENS (CANADA) LTD.

Avis est, par les présentes, donné que "Vinyl Linens (Canada) Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'août 1959.

51476 Le Secrétaire,
M. T. STARK.

INTERNATIONAL FABRICS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "International Fabrics Inc.", constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de septembre 1959.

51487 Le Secrétaire,
SARAH MILLER.

LIDO DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est par les présentes donné que "Lido Development Corporation", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 14 septembre 1959.

Le Secrétaire,
PASCAL MOTAFFERI.
Cerini & Jamieson, avocats & solliciteurs,
Montréal, P.Q. 51502-o

Charters — Surrender of

VINYL LINENS (CANADA) LTD.

Notice is hereby given that "Vinyl Linens (Canada) Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 14th day of August, 1959.

51476-o M. T. STARK,
Secretary.

INTERNATIONAL FABRICS INC.

Notice is hereby given that "International Fabrics Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1959.

51487-o SARAH MILLER,
Secretary.

LIDO DEVELOPMENT CORPORATION

Take notice that "Lido Development Corporation", with head office in Montreal, Quebec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montréal, P.Q., September 14, 1959.

PASCAL MOTAFFERI,
Secretary.
Cerini & Jamieson, barristers & solicitors,
Montréal, P.Q. 51502-o

CHAUSSURE LACASSE LIMITÉE

Prenez avis que la compagnie "Chaussure Lacasse Limitée" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
51514-o Me MAURICE MARTEL.

MITCHELL HOLDINGS (1937) LIMITED

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Mitchell Holdings (1937) Limited", s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, en la province de Québec, ce 11e jour de septembre 1959.

Le Secrétaire,
51529 I. YOUNG.

ALMONI LIMITED

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Almoni Limited", s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, en la province de Québec, ce 11e jour de septembre 1959.

Le Secrétaire,
51530 I. YOUNG.

CHAUSSURE LACASSE LIMITÉE

Take notice that the company "Chaussure Lacasse Limitée", shall apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Me MAURICE MARTEL,
51514-o Attorney for the Company.

MITCHELL HOLDINGS (1937) LIMITED

Notice is hereby given that "Mitchell Holdings (1937) Limited", in accordance with the Quebec Companies' Act, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 11th day of September 1959.

I. YOUNG,
51529-o Secretary.

ALMOMI LIMITED

Notice is hereby given that "Almomi Limited," in accordance with the Quebec Companies' Act, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 11th day of September 1959.

I. YOUNG,
51530-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 537-59)

ATLANTIC AIRLINE AND ELECTRONIC SCHOOLS, LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Atlantic Airline and Electronic Schools, Ltd.", une corporation à fonds social étrangère constituée en vertu de "The General and Business Corporation Act, Missouri 1943", ayant siège social en la cité de Kansas, état du Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à l'Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Jerome C. Smyth, avocat et solliciteur, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51471 RAYMOND DOUVILLE.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 537-59)

ATLANTIC AIRLINE AND ELECTRONIC SCHOOLS, LTD.

Notice is hereby given that "Atlantic Airline and Electronic Schools, Ltd.", an extra-provincial corporation incorporated in virtue of "The General and Business Corporation Act, Missouri 1943", with head office at the city of Kansas, State of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Jerome C. Smyth, barrister and solicitor, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51471-o Assistant-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11514-59)

BELLE FLEUR CONSTRUCTION CORP.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Belle Fleur Construction Corp.",

Companies Dissolved

(A.G. 11514-59)

BELLE FLEUR CONSTRUCTION CORP.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Belle Fleur Construction Corp.", incorporated under

constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 novembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13560-59)

QUEBEC COAL & OIL LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Coal & Oil Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 mai 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13321-57)

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DU VILLAGE DE LOTBINIÈRE

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 127, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 128 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie d'Aqueduc du Village de Lotbinière", constituée en corporation le 28 septembre 1911; en vertu des dispositions de la section septième du chapitre troisième du Titre onzième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les compagnies pour le gaz et l'eau.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

(P.G. 13180-58)

ÉDIFICE DU DÉPÔT DENTAIRE DE MONTRÉAL INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Édifice du Dépôt Dentaire de Montréal Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un août 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51471-o P. FRENETTE.

said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 18, 1955.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13560-59)

QUEBEC COAL & OIL LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Coal & Oil Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 27, 1931.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of August, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13321-57)

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DU VILLAGE DE LOTBINIÈRE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 127, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 128 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie d'Aqueduc du Village de Lotbinière", incorporated September 28, 1911, under the provisions of section seven, chapter third of Title eleven of the Revised Statutes of Quebec, 1909, concerning gas and water companies.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13180-58)

ÉDIFICE DU DÉPÔT DENTAIRE DE MONTRÉAL INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Édifice du Dépôt Dentaire de Montréal Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 30, 1946.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
51471 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

CONGREGATION SHOMRIM LABOKER-BETH YEHUDAH AND AFFILIATED CONGREGATION SHAAARE TEFILLAH

CONGREGATION SHOMRIM LABOKER-BETH YEHUDAH AND AFFILIATED CONGREGATION SHAAARE TEFILLAH

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Robert Brettschneider, manufacturier, Phil Fainer, manufacturier, Ben Roehman, entrepreneur de transports, Sam Eisman, marchand, David Phillips, opérateur, Louis Eisman, marchand, Moses Lewis, manufacturier, Larry Silverman, comptable, Moses Labensohn, contremaître, Louis Bistrisky, manufacturier, Ben Feldman, épicier, Hyman Fleisher, boucher, Samuel Labensohn, secrétaire, Joseph A. Mendelsohn, avocat, Abe Zimman, fourreur, Solomon Giltitz, marchand, Lazarus Robin, marchand, Solomon Kaufman, marchand, Max Katz, marchand, David Kauffman, rentier, Hyman Lecker, rentier, Arthur Tabac, agent d'achats, Harry Kolber, notaire, et Nathan Nathanson, contrôleur, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi les incorporant, eux et d'autres qui, ultérieurement, pourraient en devenir membres, en une congrégation religieuse connue sous le nom de "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens immobiliers requis pour une synagogue ou maison du culte, pour une résidence de rabbin ou de ministre du culte, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; de vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner les biens de la congrégation ou toute partie de ceux-ci et d'acquérir d'autres biens immobiliers à la place de ceux-ci; de libeller, faire accepter et endosser pour les propres fins de la congrégation, lettres de change, billets promissaires et autres effets négociables, sous la signature de ses officiers, ou d'autres que pourrait désigner son conseil d'administration; de tenir des registres pour les actes de statut civil; de nommer de temps à autre un rabbin ou des rabbins ou un ministre ou des ministres du culte; de le ou les démettre et d'en nommer un ou d'autres à sa ou à leur place; ledit rabbin ou lesdits rabbins et/ou le ou les ministres du culte de la congrégation auront autorité et pouvoir de tenir des registres pour les actes de statut civil et d'exercer, relativement à cela, tous les autres pouvoirs civils pertinents aux ministres des congrégations religieuses; le ou les rabbins, le ou les ministres de culte n'ayant pas besoin d'obtenir un permis du gouverneur ou d'une personne administrant le gouvernement, tel que décrété dans la loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10, George IV, ch. 75, et possédant néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite loi sur les ministres ainsi licenciés; et de prendre l'actif et le passif des corporations "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah" et "Congregation Shaare Tefillah", toutes deux déjà dûment incorporées par loi privée, le tout avec le consentement desdites corporations.

Public notice is hereby given that Messrs. Robert Brettschneider, manufacturer, Phil Fainer, manufacturer, Ben Rockman, transporter, Sam Eisman, merchant, David Phillips, operator, Louis Eisman, merchant, Moses Lewis, manufacturer, Larry Silverman, accountant, Moses Labensohn, foreman, Louis Bistrisky, manufacturer, Ben Feldman, grocer, Hyman Fleisher, butcher, Samuel Labensohn, secretary, Joseph A. Mendelsohn, lawyer, Abe Zimman, furrier, Solomon Giltitz, merchant, Lazarus Robin, merchant, Solomon Kaufman, merchant, Max Katz, merchant, David Kauffman, retired, Hyman Lecker, retired, Arthur Tabac, purchasing agent, Harry Kilber, notary, and Nathan Nathanson, comptroller, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious Congregation under the name of "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a Synagogue or place of worship, for a residence for a Rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of Civil Statute; to appoint from time to time, a Rabbi or Rabbis or officiating Minister or Ministers, and to remove him or them, and appoint another or others in his or their place, the said Rabbi or Rabbis and/or officiating Minister or Ministers of the Congregation to have authority and power to keep registers for acts of Civil Status, and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such Rabbi or Rabbis and/or officiating Minister or Ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said act on Ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporations of the "Congregation Shomrim-Laboker-Beth Yehudah" and "Congregation Shaare Tefillah", both already duly incorporated by private act, the whole with consent of the said corporations.

Montréal, 6 août 1959.

Montreal, August 6, 1959.

Le Procureur pour les requérants.

ISIDORE POPLIGER, Q.C.,

51332-35-4-o ISIDORE POPLIGER, C.R.

51332-35-4-o Attorney for the petitioners.

THE STEEL COMPANY OF CANADA, LIMITED

THE STEEL COMPANY OF CANADA, LIMITED

Avis public est par les présentes donné que "The Steel Company of Canada, Limited", se présentera à la législature de la province de

Public notice is hereby given that "The Steel Company of Canada, Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its

Québec lors de sa prochaine session afin de faire passer une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière et ratifiant des conventions entre ladite compagnie et la corporation de la paroisse de Contrecoeur ainsi que Les commissaires d'écoles de la municipalité de Contrecoeur, du comté de Verchères.

Les Procureurs de la requérante,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.

51405-36-4-o

GAZ NATIONAL INC.
NATIONAL GAS INC.

Avis est par les présentes donné que "Gaz National Inc.—National Gas Inc." s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° A acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipelines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans les comtés de: Napierville-Laprairie, St-Jean, Iberville, Rouville, Missisquoi, Shefford, St-Hyacinthe, Richelieu, Drummond, Richmond, Sherbrooke, Compton, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice, Laviolette, moins le territoire déjà prévu dans le chapitre 157 des Statuts refondus de la province de Québec 4-5 Elizabeth II, tel que modifié;

2° A acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz avec toutes franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant et à les exercer; et

3° A exercer dans les limites du territoire susdit les pouvoirs énoncés dans les articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de Gaz et d'Eau (S.R.Q. 1941, ch. 294).

Montréal, P.Q., le 9 septembre 1959.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,

51454-37-4-o PORTEOUS & HANSARD.

LA MUTUELLE DES COMMISSIONS
SCOLAIRES, COMPAGNIES
D'ASSURANCES GÉNÉRALES

Avis est par les présentes donné que: MM. Paul Desrochers, Gérard Ampleman, Albert Morissette, Auguste Scott, Roland Théorêt, Léonard Morin, Gabriel Lemire, Roland Leroux, Wilbrod Dufour, Albert Ouellet et Camille Lavoie, tous membres de commissions scolaires faisant partie de la Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une société mutuelle d'assurances générales soit incorporée, ayant pour objet la réalisation d'opérations d'assurance et de réassurance mutuelles, sous le nom de, en français, "La Mutuelle des Commissions Scolaires, Compagnie d'Assurances Générales" et, en anglais, "The School Commissions Mutual General Insurance Company".

Montréal, ce 8 septembre 1959.

JEAN-PAUL VERSCHULDEN C.R.,

515 avenue Viger, ch. 401.

51456-37-4-o Montréal, Que.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LES MÉCHINS

Avis public est par les présentes donné que les "Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de

next session for the passing of an Act to declare valid and legal certain titles of immoveable properties and to ratify agreements passed by the said company with the corporation of the parish of Contrecoeur and The school commissioners for the municipality of Contrecoeur, in the county of Verchères.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,
Attorneys for Petitioner.

51405-36-4-o

GAZ NATIONAL INC.
NATIONAL GAS INC.

Notice is hereby given that "Gaz National Inc.—National Gas Inc." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act authorizing it:

1. To acquire by mutual agreement or by expropriation rights-of-way, servitudes and lands necessary for the construction of pipelines for the transmission and distribution of natural gas in the counties of: Napierville-Laprairie, St. John, Iberville, Rouville, Missisquoi, Shefford, St. Hyacinthe, Richelieu, Drummond, Richmond, Sherbrooke, Compton, Nicolet, Three Rivers, Champlain, St. Maurice, Laviolette, less any part of said counties which may be included in the territory referred to in chapter 157 of the Statutes of Quebec 4-5 Elizabeth II, as amended;

2. To acquire by mutual agreement any system of gas distribution with all franchises, rights-of-way and servitudes connected therewith and to exercise the same; and

3. To exercise in the aforesaid territory the powers specified in sections 63 to 71 and 73 to 76 inclusive of the Gas and Water Companies' Act (R.S.Q. 1941, ch. 294).

Montreal, P.Q., September 9th, 1959.

COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,

51454-37-4-o Attorneys for Petitioner.

THE SCHOOL COMMISSIONS
MUTUAL GENERAL
INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that: M. Paul Desrochers, Gérard Ampleman, Albert Morissette, Auguste Scott, Roland Théorêt, Léonard Morin, Gabriel Lemire, Roland Leroux, Wilbrod Dufour, Albert Ouellet et Camille Lavoie, all of them members of School Commissions affiliated to the Federation of Catholic School Commissions of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at its next ensuing session, for the incorporation of a mutual association of general insurance, its purpose being the carrying out of a mutual insurance and reinsurance business, under the corporate name of, in french, "La Mutuelle des Commissions Scolaires, Compagnie d'Assurances Générales" and, in English, "The School Commissions Mutual General Insurance Company".

Montreal, this 8th day of September, 1959.

JEAN-PAUL VERSCHULDEN, Q.C.,

515 Viger Street, Room 401,

51456-37-4-o Montréal, Que.

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF LES MÉCHINS

Public notice is hereby given that the "School Commissioners for the Municipality of Les Mé-

Les Méchins", dans le comté de Matane, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, lors de la prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs d'imposer et prélever une taxe de vente, dite taxe d'éducation, de 2%, dans les limites de ladite municipalité.

chins", in the county of Matane, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of an act granting them the power to impose and levy a sale tax, called education tax, of 2%, within the limits of said municipality.

Rimouski, le 8 septembre 1959.
Les Procureurs des Commissaires.
51497-38-4-o GAGNON & GAGNON.

Rimouski, September 8, 1959.
GAGNON & GAGNON,
51497-38-4 Attorneys for Commissioners.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 875-59.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-MONTRÉAL-SUD

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Jean-Baptiste-de-Montréal-Sud, dans le comté de Chambly, en celui de Montréal-Sud, même comté.

Québec, le 14 septembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
51525-38-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 875-59.
SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-JEAN-BAPTISTE-DE-MONTRÉAL-SUD

Application is made to change the name of the School Municipality of St-Jean-Baptiste-de-Montréal-Sud, in the county of Chambly, to that of Montreal-South, same county.

Québec, September 14, 1959.
O. J. DÉSAULNIERS,
51525-38-2 Superintendent of Education.

N° 722-59.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LES SAULES

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil N° 858 en date du premier septembre 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Monique-des-Saules, dans le comté de Québec en celui de Les Saules, même comté.

Ce changement prendra effet le 27 septembre 1959.

Québec, le 16 septembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
51527-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 722-59.
SCHOOL MUNICIPALITY OF LES SAULES

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council No. 858 under date of the first day of September, 1959, to change the name of the School Municipality of Ste. Monique-des-Saules, in the county of Quebec to that of Les Saules, same county.

This change shall take effect September 27, 1959.

Québec, September 16, 1959.
O. J. DÉSAULNIERS,
51527 Superintendent of Education.

N° 348-58.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE GRACEFIELD

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du premier septembre 1959, d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Northfield, dans le comté de Gatineau à celle du village de Gracefield, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de "La municipalité scolaire de Gracefield, dans le comté de Gatineau."

Ces changements prendront effet au premier juillet 1960.

Québec, le 16 septembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
51527-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 348-58.
SCHOOL MUNICIPALITY OF GRACEFIELD

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council, dated the first day of September 1959, to annex, for Catholic ratepayers only, the present territory of the School Municipality of Northfield, in the county of Gatineau to that of the Village of Gracefield, same county, and to change the name of the latter to that of "School Municipality of Gracefield, in the county of Gatineau."

These changes shall take effect on the first day of July 1960.

Québec, September 16, 1959.
O. J. DÉSAULNIERS,
51527 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Land and Forest

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton de Letellier (municipalité de ville des Sept-Iles) division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of township of Letellier (municipality of town of Sept-Iles) registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 494, 497, 498 et 499 du rang II, village

Notice is hereby given that a part of lots 494, 497, 498 and 499, range II, village des Sept-Iles,

des Sept-Iles est annulée et les lots 2140 à 2351 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

has been cancelled and lots 2140 to 2351 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 14, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

51472-o

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire (municipalité de cité de Lévis, quartier Villemay), division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 257-3 à 257-24 et qu'une partie des lots 257-25, 257-26, 257-29, 257, 330, 331, 598 et une partie de la rue St-Édouard sont annulés et le lot 603 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 août 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire (municipality of City of Lévis, Villemay Ward) registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 257-3 to 257-24 and a part of lots 257-25, 257-26, 257-29, 257, 330, 331, 598 and a part of St-Édouard Street are cancelled and lot 603 has been added in virtue of Article 2174A of the civil code.

Quebec, August 24, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

51472-o

Cadastre officiel d'une partie du canton de Aulneau division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les blocs A-1 et A-2 sont annulés et les blocs A, C, D sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastre of a part of township of Aulneau registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that blocks A-1 and A-2 are cancelled and blocks A, C, D are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Cadastre officiel du canton de Bégin division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le bloc "A" est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastre of township of Bégin registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that block "A" has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Cadastre officiel du canton de Dalmas (municipalité de Péribonca) division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que les blocs A et B sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastre of township of Dalmas (municipality of Péribonca) registration division of Lac St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that blocks A and B are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Cadastre officiel du canton de Garnier division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que les blocs A, B et C sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastre of township of Garnier registration division of Lac St-Jean-Est.

Notice is hereby given that blocks A, B and C are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Cadastré officiel du canton de Labrecque, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 34-a, 34-b, 35-a, 35-b, 36-a, 36-b, 36-c, 37-a, 37-b, 37-c, 38-a, 38-b, 38-c, 38-d, 39-a, 39-b, 39-c, 40-a, 40-b, 40-c, 41-a, 41-b, 41-c, 42-a, 42-b, 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46-a, 46-b, 47-a, 47-b, du rang VIII, les lots 32-a, 32-b, 33-a, 33-b, 34, 35, 36 du rang IX, les lots 32-a, 32-b, 33-a, 33-b du rang X et le bloc "A" sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastré of township of Labrecque, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 34-a, 34-b, 35-a, 35-b, 36-a, 36-b, 36-c, 37-a, 37-b, 37-c, 38-a, 38-b, 38-c, 38-d, 39-a, 39-b, 39-c, 40-a, 40-b, 40-c, 41-a, 41-b, 41-c, 42-a, 42-b, 43-a, 43-b, 44-a, 44-b, 45-a, 45-b, 46-a, 46-b, 47-a, 47-b, range VIII, lots 32-a, 32-b, 33-a, 33-b, 34, 35, 36, range IX, lots 32-a, 32-b, 33-a, 33-b, range X and block "A" are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

51472-o

Cadastré officiel d'une partie du canton de Rouleau, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les blocs E, F, G, H et J sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastré a part of township of Rouleau, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that blocks E, F, G, H and J are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Cadastré officiel du canton de Taillon, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que le Bloc A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51472-o

Official cadastré of township of Taillon, registration division of Lac St-Jean-Est.

Notice is hereby given that Block A has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51472-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "B" du décret numéro 314 du 27 mars 1957 relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lequel fut remplacé par le décret numéro 309-A du 8 avril 1959, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer ladite section "B" par la suivante:

PARTIE "B"

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MÉCANICIENS EN ISOLEMENT D'AMIANTE

I. *Jurisdiction professionnelle*: Cette section "B" s'applique à tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de la main-d'oeuvre pour l'isolement de toute tuyauterie au gaz, à l'huile, à la gazoline, hydraulique, à l'eau chaude, à l'eau froide, à l'ammoniaque, à la vapeur, ainsi que de toute installation de tuyauterie pour l'industrie et maisons d'habitation fixe ou mobile, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "B" of the decree number 314 of March 27, 1957, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, which was replaced by the decree number 309-A of April 8, 1959, have petitioned him to replace the said section "B" by the following:

SECTION "B"

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING THE INSULATION TRADE

I. *Professional jurisdiction*: This section "B" applies to all work executed by the supplying of materials and labour for the insulation of gas, oil, gasoline, hydraulic, hot water, cold water, ammonia, steam, and all industrial and residential insulation, whether moveable or immovable, within or outside a building for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing, heating, refrigeration, air conditioning or ventilation

soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, de chauffage, de réfrigération, d'air climatisé ou de ventilation, y compris tous les finis protecteurs.

Elle régit aussi l'isolement des fournaies, bouilloires, réservoirs et appareils connexes. Cependant, elle ne s'applique pas au montage de parois de bouilloires en briques mais régit l'isolement de toute tuyauterie connexe.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de cette section comprend:

- a) L'île de Montréal et un rayon de quinze milles des limites de la cité;
- b) La cité de Salaberry de Valleyfield.

III. *Taux de salaires*: Les taux horaires minimums de salaires sont les suivants:

Métier:	A compter		
	du 1 avril 1960	du 1 juillet 1960	
Mécanicien en isolement...	\$2.40	\$2.50	\$2.55
Apprenti:			
4e année...	1.86	1.96	2.01
3e année...	1.64	1.74	1.79
2e année...	1.42	1.52	1.57
1re année...	1.20	1.30	1.35

Contremaîtres: Ils ont droit au taux de salaire de base des mécaniciens plus un montant de dix cents l'heure si en charge de cinq hommes et un montant additionnel de cinq cents l'heure pour chaque autre groupe de cinq hommes sous leurs ordres jusqu'à un maximum de vingt-cinq cents l'heure en sus dudit taux de base.

IV. *Heures de travail*: a) *Heures régulières*: La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 4.30 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, formant quarante (40) heures par semaine;

b) *Travail supplémentaire*: Le travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi. Il en sera ainsi pour tout travail accompli en dehors des heures régulières ou en sus des heures maximums par jour ou par semaine;

c) *Salaires double*: Il doit être payé pour le travail supplémentaire entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m.; également pour le travail accompli les samedis, les dimanches et les jours de fête légale;

d) *Jours de fête légale*: Pour les fins de cette section, les jours de fête sont les suivants: le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, le jour d'Action-de-Grâces, la fête du Travail et Noël;

e) *Période d'attente*: La durée de travail des salariés compte de l'heure à laquelle ils sont requis de se présenter, qu'il y ait ou non du travail à exécuter et doit se continuer jusqu'à ce que l'employeur en avise autrement, un minimum de deux heures plus le temps pris pour le déplacement si tel est le cas. Tout arrêt de travail dont l'employeur ne peut être tenu responsable, doit être porté à sa connaissance sans délai par le salarié, sinon l'employeur n'est pas tenu de rémunérer la période d'attente qui en découle;

f) *Travaux exécutés en dehors des limites de Montréal*: Les limites de Montréal sont les endroits extrêmes que l'on peut atteindre au moyen d'un billet ordinaire d'autobus de la Commission de Transport de Montréal. Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, tel que décrit ci-haut, doivent se rendre au lieu des travaux et en repartir aux heures régulières.

system insulations, including all protection finishes.

It also applies to the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus in connection with same. However, it does not apply to the erection of boiler brick walls, but it covers the insulation of all pipes in connection therewith.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises:

- a) The Island of Montreal and a radius of fifteen miles from the city limits;
- b) The city of Salaberry de Valleyfield.

III. *Wage rates*: The following minimum hourly wage rates shall be payable:

Trade:	From		
	April 1, 1960	July 1, 1960	
Insulation mechanic.....	\$2.40	\$2.50	\$2.55
Apprentice:			
4th year....	1.86	1.96	2.01
3rd year....	1.64	1.74	1.79
2nd year....	1.42	1.52	1.57
1st year....	1.20	1.30	1.35

Foremen: They are entitled to the basic wage rates of mechanics plus an amount of ten cents per hour if in charge of five men and an additional amount of five cents per hour for each additional group of five men under them, up to a maximum of twenty-five cents per hour over the said basic rate.

IV. *Hours of work*: a) *Regular hours*: The regular hours of work shall be eight (8) hours per day, between 8.00 a.m. and 4.30 p.m. Monday of Friday inclusive, constituting forty (40) hours per week;

b) *Overtime*: Overtime shall be paid at the rate of time and one half. It shall be paid for all work performed outside the regular hours or in excess of the maximum hours per day or per week;

c) *Double time*: It shall be paid for overtime work from 10.00 p.m. to 8.00 a.m.; it shall also be paid for work performed on Saturdays and Sundays and legal holidays;

d) *Legal holidays*: For the purpose of this section the legal holidays shall be the following: New Years Day, Good Friday, Victoria Day, St.-John the Baptist Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, and Christmas Day;

e) *Waiting time*: Employees time shall be counted from the hour at which they are instructed to report whether work is ready or not and shall continue until otherwise advised by the employer, a minimum of two hours plus travelling time if any. Should work be stopped by any cause beyond the employer's control it shall be the duty of the employee to report such work stoppage without delay, and the employer shall not be liable for such waiting time unless so advised;

f) *Operations outside limits of Montreal*: The limits of Montreal shall be those extreme places that can be reached with an ordinary bus fare of Montreal Transportation Commission. Employees working outside the city limits, as above described, shall get to and leave work at the regular hours.

1° *Déplacement quotidien des salariés*: Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, un minimum d'une demi-heure de déplacement est accordée par jour au taux régulier et une compensation est payée pour tout billet de transport supplémentaire.

Les heures de commencement et de cessation de travail peuvent être modifiées en vue de les adapter aux heures d'aller et de retour du service de transport public en autant que ce changement n'entraîne pas une augmentation de la durée hebdomadaire de quarante (40) heures de travail.

2° *Déplacement non quotidien des salariés*: Lorsque la période de déplacement entre les limites de Montréal et le lieu des travaux dépasse une heure, il est loisible à l'employeur de se conformer aux dispositions de l'alinéa précédent ou de payer les frais de transport au travail et le coût des repas et du logement en plus de huit (8) heures de travail aux taux réguliers, et ce, pour chaque jour de travail dans ces conditions. Les mêmes dispositions s'appliquent au voyage du retour. Les conditions de travail à l'endroit de l'ouvrage sont celles prévues ci-haut quant au travail dans les limites de Montréal.

3° Si les travaux durent plus de six (6) mois, l'employeur doit payer à son salarié un voyage à son domicile à chaque telle période.

4° Les salariés ne sont pas tenus d'enregistrer leur temps à l'horloge. Toutefois, lorsqu'un tel système est en vigueur dans un établissement où des travaux d'isolement sont exécutés, les salariés doivent alors coopérer en s'y conformant.

V. *Vacances*: Les vacances sont payées au taux de 4% au moyen de timbres de vacance apposés dans des livrets de timbres de congés tel que défini par la Commission du Salaire Minimum.

Tout salarié doit s'entendre avec son employeur au moins quatre semaines à l'avance sur la date de ses vacances afin que le travail ne soit pas interrompu.

VI. *Apprentissage*: La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une (1) année d'apprentissage consiste en 2,000 heures de travail accompli.

À l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention de son certificat de qualification de mécanicien en isolement d'amiante.

L'employeur a le droit d'employer un apprenti pour deux mécaniciens dans chaque atelier. Quand des mécaniciens sont disponibles, aucun apprenti ne doit exécuter le travail si ce n'est accompagné d'un mécanicien.

S'il n'y a pas suffisamment de mécaniciens pour respecter cette proportion, l'employeur peut, après avis au Comité Conjoint par les deux parties contractantes, employer la main-d'oeuvre disponible pour le temps de la pénurie.

VII. Les salariés seront munis d'outils sur tous les chantiers où on emploie du verre moussé (Foamglass) ou une compensation sera versée par les employeurs afin de remplacer les outils usés par leur usage sur du verre moussé (Foamglass).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

1. *Where workmen return home daily*: For work performed outside the city limits, a half hour minimum travelling time per day at single time and compensation for the extra transportation fare shall be paid.

Starting and finishing times may be changed to adapt them to the times of leaving and returning of public transportation, providing the change does not entail working more than forty (40) hours in one week.

2. *Where workmen are not to return home daily*: Where employees work outside the limits of Montreal and their travelling from limits to job requires more than an hour, the employer shall have the option of either paying on the basis outlined in the preceding paragraph or paying transportation to the place of work plus cost of meals and sleeping accommodation plus eight (8) hours pay at prorata rates for each day while travelling to work. The same provisions apply to the return voyage. Working conditions at the site of the job shall be those provided for above for work within limits of Montreal.

3. If the work lasts more than six (6) months, the employee shall have his fare paid home once every six months by the employer.

4. Employees shall not be compelled to punch the clock. However, if the procedure is usual in any establishment, then the insulation workers shall cooperate by conforming with such procedure as established in any plan where insulation work is performed.

V. *Vacations*: Holiday pay shall be paid at the rate of 4% by the use of vacation stamps inserted in vacation with pay books as governed by the Minimum Wage Commission.

Every employee shall agree with his employer at least four weeks in advance upon the date of his holidays in order that work shall not be interrupted.

VI. *Apprenticeship*: The full period of apprenticeship for this trade shall be four (4) years. One (1) year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

At the end of such apprenticeship term, the employees shall be eligible to sit for an examination before an Examination Board for the purpose of obtaining his competency card as an insulation Mechanic.

The employer has the right to employ one apprentice to two mechanics in each shop. When mechanics are available, no apprentice shall execute work unless accompanied by a mechanic.

Should sufficient mechanics not be available to maintain this ratio, the employer may, after notification by both contracting parties to the Joint Committee, use whatever labour is available for the time of the shortage.

VII. Employees shall be furnished with tools on all jobs where Foamglass is used or compensation shall be paid by employers to replace worn tools from operations on Foamglass work.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 septembre 1959. 51489-0

Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 19, 1959. 51489-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 122 du 29 février 1956, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est:

L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article VI:

"Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation ni limites journalières d'heures de travail, sont de cinquante (50) heures par semaine dans toute la juridiction territoriale, pour les salariés affectés aux travaux suivants: égouts, conduites d'eau, trottoirs, routes, chemins, pavage et travaux publics d'excavation."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 septembre 1959. 51489-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret N° 3088 du 7 août 1946, dans sa teneur modifiée, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, comme suit:

Les sous-paragraphes 11, 12, 13 et 14 du paragraphe a de l'article XXIII seront remplacés par les suivants:

11. i. La Commission d'Apprentissage peut exiger que les apprentis et/ou les stagiaires, après une période probatoire de six mois d'apprentissage dans leur métier, et jusqu'à ce qu'ils aient complété leur troisième année d'apprentissage, fréquentent les cours du soir (un soir par semaine, d'octobre à mai) et les cours du jour (d'une durée de deux semaines, soit dix jours pleins, du lundi au vendredi, pendant deux semaines consécutives, en mai ou juin de chaque année) dispensés à de tels apprentis, à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec, sous les auspices de la Commission d'Apprentissage. Un apprenti et/ou un stagiaire qui

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 122 of February 29, 1956, relating to the construction industry and trades in the Eastern townships district:

The following sub-paragraph will be added to paragraph "a" of article VI:

"The maximum hours of work, extending from Monday to Saturday included, but without any specified starting or finishing hours, or any limit of the number of hours per day, shall be fifty (50) hours per week in the entire territorial jurisdiction, for all employees whose work is concerned with the following: sewers, water mains, sidewalks, roads, paving and public excavating operations."

The publication of the present notice does not render obligatory, the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 19, 1959. 51489-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district has petitioned him to amend the decree No. 3088 of August 7, 1946, as amended, relating to the printing trades in the region of Montreal as follows:

Sub-paragraphs 11, 12, 13 and 14 of paragraph a of article XXIII will be replaced by the following:

11. i. The Apprenticeship Commission may require apprentices and/or starting press apprentices from the time they complete a probationary period of six months in the printing industry until they complete the third year of their apprenticeship, to attend all evening courses (one evening a week October through May) as well as all day courses (two full weeks — ten working days Monday through Friday in two consecutive weeks in May or June of each year) given for such apprentices at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission. An apprentice and/or starting press apprentice

termine sa période probatoire d'apprentissage ne sera pas tenu de fréquenter les cours mentionnés plus haut qui seraient alors en marche, mais commencera à fréquenter les cours du soir qui débiteront en octobre suivant. Quant à l'apprenti et/ou au stagiaire qui complète le deuxième semestre de sa troisième année d'apprentissage alors qu'il suit les cours du soir ou les cours du jour d'une durée de deux semaines, il doit continuer à fréquenter ces cours à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec jusqu'à ce que lesdits cours soient terminés.

ii. Tout employé embauché comme apprenti doit, quelle que soit sa classification, fréquenter durant trois années complètes les cours du soir et les deux semaines de cours du jour dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec sous les auspices de la Commission d'Apprentissage pour les apprentis qui sont dans leurs trois premières années d'apprentissage. Cette disposition ne s'applique pas aux apprentis régis par le paragraphe 16 du présent article.

iii. Lorsqu'un apprenti et/ou un stagiaire fréquente les deux semaines de cours du jour à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec, son employeur peut, après en avoir obtenu l'autorisation de la Commission d'Apprentissage, le remplacer durant son absence par un élève régulier de l'Institut. Le temps passé à l'atelier d'imprimerie par un élève régulier de l'Institut est considéré comme faisant partie du programme d'études de l'Institut, et tel élève n'est pas considéré comme un employé assujéti au présent décret.

iv. Les apprentis et/ou les stagiaires des trois premières années qui travaillent sur une équipe de nuit doivent être libérés de tout travail par leurs employeurs pendant une période de temps suffisante pour leur permettre d'assister aux cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec. Lorsqu'un apprenti d'une équipe de nuit s'absente de son travail pour assister aux cours du soir, il doit recevoir de son employeur l'équivalent de quatre heures et demie de salaire au taux régulier du travail de nuit.

Un apprenti qui est employé sur une équipe dont les heures ne viennent pas en conflit avec celles des cours du soir, et qui est avisé de suivre lesdits cours du soir, doit y assister, à défaut de quoi il est passible d'être retardé dans sa classification à raison d'une semaine pour chaque soir d'absence aux cours. Quant à l'apprenti qui travaille sur une équipe de nuit dont les heures viennent en conflit avec celles des cours du soir dispensés à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec et qui néglige de suivre les cours auxquels il est requis d'assister, il est passible d'une déduction sur son salaire équivalente à deux (2) heures de salaire pour chaque heure d'absence auxdits cours.

12. Lorsque la Commission d'Apprentissage avise un apprenti d'avoir à se rapporter à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec pour y assister aux cours du soir et aux deux semaines de cours du jour, l'employeur doit libérer cet apprenti, qu'il soit sur une équipe de jour ou sur une équipe de nuit, et ne lui confier aucun travail à l'atelier au moment où il est tenu de fréquenter l'école.

13. Les deux semaines de cours du jour à l'Institut des Arts Graphiques de la Province de Québec ne doivent pas tenir lieu de vacances, mais sont équivalentes à dix (10) jours de travail régulier et l'apprenti doit être rémunéré par l'employeur pour chacun de ces jours sur la même base qu'une journée complète de travail à

completing his probationary period of apprenticeship will not be required to attend the courses referred to above which may then be in progress but will commence attending evening courses which start in October; an apprentice and/or starting press apprentice who completes the second six months of his third year of apprenticeship while the evening courses or the two-week day courses are in progress must continue to attend such courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec until the completion of the course then in progress.

ii. Any employee hired as an apprentice, irrespective of his stage of apprenticeship must for three full years attend the evening courses and the two-week day courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec under the auspices of the Apprenticeship Commission for apprentices in the first three years of apprenticeship. This provision shall not apply to apprentices covered by paragraph sixteen (16) of the present section.

iii. Where an apprentice and/or a starting press apprentice attends the two-week day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec his employer may, subject to the prior approval of the Apprenticeship Commission, use the services of a full-time student of the said Institute to replace him in his absence. The time so spent by the student in the shop shall be considered part of his school Curriculum and while in the shop he will not be considered as an employee covered by the jurisdiction of the present decree.

iv. Apprentices and/or starting press apprentices in their first three years of apprenticeship who work on night shifts must be excused from work by their employers for the time necessary for them to attend evening courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec. Where an apprentice loses time from his regular night shift by reason of attending evening courses, he shall receive from his employer the equivalent of four and a half hours pay at his regular night shift rate of pay.

An apprentice working on a shift which does not conflict with the hours of evening courses, who is notified to attend evening classes must do so or he will be penalized to the extent of having one week deducted from his classification for each night of absence from such classes. An apprentice working on a night shift which conflicts with the hours of evening courses given at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec who fails to attend an evening course when required to do so shall be penalized two (2) hours' pay for each hour's absence from such course.

12. When the apprenticeship Commission has notified an apprentice to attend the evening courses and the two-week day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec for instructional training, the employer must not require the apprentice, whether working on day or night shifts to work in the plant during the period the apprentice is required to attend the said Institute.

13. The two weeks spent attending the day courses at the Graphic Arts Institute of the Province of Quebec shall not be considered as vacation but shall be considered as ten (10) regular working days and the apprentice shall be remunerated for each such day by the employer on exactly the same basis as for a full

l'atelier à son taux de salaire régulier. Par contre, un montant équivalent à deux (2) heures de travail est déduit pour chaque heure d'absence aux cours.

14. La Commission d'Apprentissage peut recommander aux apprentis des quatrième, cinquième et sixième années de suivre des cours du soir additionnels, afin de leur permettre d'acquies un supplément de formation professionnelle.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 septembre 1959. 51489-0

day's work in the shop at his regular rate of pay. Contrariwise two (2) hours' pay shall be deducted for each hour's absence from the courses.

14. The Apprenticeship Commission may recommend 4th, 5th and 6th year apprentices to follow additional evening courses, in order to permit them to acquire supplementary technical training.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, September 19, 1959. 51489-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles, dans l'île de Montréal, et un rayon de 15 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 827 du 14 août 1958 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les mots "(y compris les brûleurs)" seront ajoutés avec le mot "désigné" apparaissant aux sous-paragraphes 1, 2 et 3 du paragraphe "c" de l'article I.

2° Au sous-paragraphe 3 du paragraphe "c" de l'article I, les mots "et qui est promu" seront remplacés par les mots "et qui peut être promu".

3° Le paragraphe "r" suivant sera ajouté à l'article I:

"r) Le terme "polisseur classe "B", désigne un salarié capable d'exécuter les opérations selon les instructions et occupé à un travail ne requérant pas un polisseur de classe "A". Tout salarié occupé à du travail de polissage doit être payé au moins le taux d'un polisseur classe "B"."

4° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Juridiction industrielle et professionnelle:* a) La convention s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille, y compris les opérations s'y rapportant. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce, et dont la fabrication ou le travail se fait généralement dans un atelier de métal en feuille. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage, soit en ruban, soit en feuille ou sous toute autre forme.

b) Le décret ne s'applique pas à la fabrication de poêles et fournaies par des fonderies reconnues comme telles, ni à la construction de navires, d'avions ou à la fabrication des produits

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, rendered obligatory by the decree No. 827 of August 14, 1958 and amendment, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The words "(including burners)" will be added before the words "shall be a workman" appearing in sub-paragraphs 1, 2 and 3 of paragraph "c" of article I.

2. In sub-paragraph 3 of paragraph "c" of article I, the words "and who shall" will be replaced by the words "and who may".

3. The following paragraph "r" will be added to article I.

"r) Class "B" buffer and polisher shall be a workman who is competent to carry out operations according to instructions and engaged in work not requiring a Class "A" buffer and polisher. Any employee engaged in buffing work must be paid at the least the rate of a Class "B" buffer and polisher."

4. Article III will be replaced by the following:

"III. *Industrial and professional jurisdiction:* a) The decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products and shall include, but not necessarily be restricted to all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch, including all operations incidental thereto which are generally made in sheet metal fabrication shops. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys or any other substitute material whether in strips, sheets, extrusions or any other form.

b) The decree shall not apply to the manufacturing or fabrication of stoves or furnaces by foundries, the construction of ships, aircraft or the manufacture and fabrication of the following

suivants: canettes en métal et ustensiles, chauffettes et radiateurs électriques, réfrigérateurs et humidificateurs électriques pour usage domestique, lampes et appareils électriques."

5° Le paragraphe "b" de l'article V sera remplacé par les suivants:

"b) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté en plus de douze (12) heures de travail du lundi au vendredi inclusivement et en plus de huit (8) heures le samedi ainsi que pour tout travail exécuté le dimanche.

c) Toutefois, à la demande de la majorité des salariés dans tout établissement et après entente avec l'employeur concerné, il est permis, lorsqu'un desdits jours de fête tombe un mardi, mercredi ou jeudi, de le remplacer par un lundi ou un vendredi. Les dispositions des articles V b) et VI s'appliqueront à ces jours substitués.

d) De plus, si l'employeur décide de fermer son établissement le jour précédent ou suivant l'un des jours de fête statutaire précités, il est permis à la demande de la majorité des salariés, de remplacer le temps perdu à cause de telles fêtes par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier au cours d'un ou plusieurs jours convenus mutuellement tombant dans les 30 jours précédents ou suivants ledit jour de fête pourvu que l'on obtienne l'approbation préalable du Comité Paritaire concerné."

6° Les paragraphes "b" et "d" de l'article VI seront remplacés par les suivants:

"b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours. Cependant si un employé est congédié (mais non si il est renvoyé pour cause ou laisse son emploi de son propre gré) et a rempli les conditions requises, il aura droit à la rémunération pour tout congé tombant avant les prochains 30 jours."

"d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'un desdits jours doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé."

7° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. Salaires minima: Les minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérés. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications :	De la publication du décret	1 an après publication du décret
a) Compagnons:		
Mécanicien en métal en feuille.....	\$2.03	\$2.10
Chef d'équipe.....	2.08	2.15
Compagnon soudeur.....	2.03	2.10
Soudeur spécialiste.....	1.78	1.84
Soudeur en série:		
1ère année.....	1.57	1.63
2ième année.....	1.68	1.74
Polisseur classe "A".....	1.86	1.93
Polisseur classe "B".....	1.66	1.72
Machiniste-spécialiste.....	1.78	1.84
Compagnon machiniste.....	2.03	2.10

products: cans and utensils; electric radiators and heaters; domestic electric refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and accessories."

5. Paragraph "b" of article V will be replaced by the following:

"b) Overtime shall be paid at the rate of double time for all work performed after twelve (12) hours of work, Mondays to Fridays inclusively, and after eight (8) hours on Saturdays and all time worked on Sundays".

c) However, if requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute a Monday or a Friday for such holidays as occur on Tuesday, Wednesday or Thursday. The provisions of article V b) and article VI shall apply to such substitute days.

d) Further, if the employer decides to close his establishment for the working day preceding or following any of the foregoing statutory holidays, it shall be permissible, if requested by the majority of the employees, to make up time lost on account of such extra day's holiday by working an equivalent number of hours at regular rates on some other mutually agreed day or days falling within the 30 days preceding or following the said extra day, provided approval in advance of the Joint Committee has been obtained."

6. Paragraphs "b" and "d" of article VI will be replaced by the following:

"b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify for payment; however if an employee is laid off (but not if he is dismissed for cause or leaves of his own accord) and has fulfilled the above requirement he shall be entitled to payment for any holiday occurring within the next 30 days."

"d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays or any day designated by statute or decree to be observed as one of these holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed."

7. Article VII will be replaced by the following:

"VII. Minimum wage rates: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. None of the provisions of the decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classification:	On Publication of Decree	One year after Publication of Decree
a) Companions:		
Sheet Metal Mechanic.....	\$2.03	\$2.10
Charge Hand.....	2.08	2.15
Journeyman Welder.....	2.03	2.10
Welder Specialists.....	1.78	1.84
Production Welder:		
First year.....	1.57	1.63
Second year.....	1.68	1.74
Buffer and Polisher Class "A".....	1.86	1.93
Buffer and Polisher Class "B".....	1.66	1.72
Machinist Specialist.....	1.78	1.84
Machinist Journeyman.....	2.03	2.10

Outilleur	\$2.08	\$2.15	Toolmaker	\$2.08	\$2.15
Peintre	1.91	1.98	Painter	1.91	1.98
Peintre au pistolet	1.69	1.75	Spray Painter	1.69	1.75
b) Forgeron	1.93	2.00	b) Blacksmith	1.93	2.00
c) Préposé au fonctionne- ment des machines	1.68	1.74	c) Machine Operator	1.68	1.74
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.78	1.84	d) Assemble and Speci- alist	1.78	1.84
e) Ouvrier de production 1ère année	1.51	1.56	e) Production Worker (1st year)	1.51	1.56
Après un an de service chez le même em- ployeur	1.57	1.63	Production Worker (af- ter 1 yr.) service with same employer	1.57	1.63
Après 3 ans de service chez le même em- ployeur	1.63	1.69	Production Worker (af- ter 3 yrs.) service with same employer	1.63	1.69
f) Aide	1.45	1.50	f) Helper	1.45	1.50
*g) Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt préposé à l'expédition et à la réception des mar- chandises	1.51	1.56	g) Truck driver, stock and store keeper, warehou- seman, shipping and receiving	1.51	1.56

h) Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$1.51 l'heure (\$1.56 l'heure à la seconde année du décret) peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de production" si l'employeur peut le faire.

i) Les garçons de 16 à 18 ans commencent à \$0.98 l'heure (\$1.02 l'heure durant la 2^{ème} année du décret) et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19^{ème} année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tel.

j) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

Première année: 50% du taux du mécanicien;

Deuxième année: 60% du taux du mécanicien;

Troisième année: 70% du taux du mécanicien;

Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

k) Les salariés faisant partie d'équipes de nuit doivent recevoir sept cents (\$0.07) de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

8° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

"XVI. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période de deux années après cette date, sans reconduction."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 septembre 1959. 51489-0

h) Leading hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$1.51 an hour (\$1.56 an hour in the second year of the decree) may be employed regularly as production workers if the employer can arrange accordingly.

i) Boys from 16 to 18 years of age, shall start at 98c an hour (\$1.02 an hour in the second year of the decree) with increases of five (5) cents an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) Apprentice sheet metal mechanics shall be paid on the following basis:

First year: 50% of the sheet metal mechanic's rate;

Second year: 60% of the sheet metal mechanic's rate;

Third year: 70% of the sheet metal mechanic's rate;

Fourth year: 85% of the sheet metal mechanic's rate.

k) Employees working on night shifts shall be paid seven cents (\$0.07) an hour in excess of the above rates."

8. Article XVI will be replaced by the following:

"XVI. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force upon the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall remain effective for a period of two years thereafter without reopening."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 19, 1959. 51489-0

Examens du Barreau

Bar Examinations

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Fournier.....	Pierre.....	23	Montréal.....	Université d'Ottawa.

Sherbrooke, 9 septembre 1959. — Sherbrooke, September 9th, 1959.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
GEORGES SAVOIE,
Secretary of the Bar of St. Francis.

51526-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Harvey.....	Réal.....	28	8 St-Aimé, Alma, P. Q.
Tremblay.....	André.....	22	28 rue Brassard, Roberval, P.Q.

Chicoutimi, le 11 septembre 1959 — Chicoutimi, September 11, 1959.

Le Secrétaire-Trésorier du Barreau du Saguenay,
CLAUDE RUELLAND,
Secretary-Treasurer of Saguenay Bar.

51526-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1959 — Examinations of October, 1959

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Forest.....	Réal.....	22	Rousseau St-Pierre, Joliette.	Collège de St-Laurent.
L'Allier.....	Jean-Paul.....	21	Ste-Scholastique...	Séminaire de Ste-Thérèse.

Joliette, 14 septembre 1959. — Joliette, September 14th, 1959.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

51526-o

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

**L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DES
POMPIERS DE MONTRÉAL**

Avis est donné que le 1er septembre 1959, le soussigné, Lactance Roberge, directeur des finances de la cité de Montréal, Hôtel de ville, Montréal, a été nommé par résolution de l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal, liquidateur aux biens de telle association en vue d'effectuer la liquidation volontaire de l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal en conformité des dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances. Les réclamations de tous créanciers attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Montréal, le 11 septembre 1959.
51490-o LACTANCE ROBERGE, C.A.

**L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DES
POMPIERS DE MONTRÉAL**

Notice is given that on September 1st, 1959, the undersigned, Lactance Roberge, Finance Director of the city of Montreal, City Hall, Montreal, has been appointed by resolution of the "Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal", liquidator of the assets of said Association in order to carry out the winding-up of the "Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal" pursuant to the provisions of section 276 of the Insurance Act. Creditors' claims, certified under oath, must be handed to me within thirty days of this notice.

Montreal, September 11, 1959.
51490 LACTANCE ROBERGE, C.A.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } **A**TTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit à la municipalité de Moffet, dans le comté municipal de Témiscamingue;

ATTENDU QUE ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 12 août 1959, portant le numéro 776, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire non organisé pour les fins municipales, situé dans le canton de Brodeur, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, cours d'eau, lacs ou partie d'iceux et les îles qui s'y trouvent, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs II et III avec la rive Sud-Est du lac des Quinze; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le prolongement de ladite ligne séparative des rangs II et III jusqu'à un point dans le lac des Quinze à mi-distance entre les deux rives; une ligne brisée dans le lac des Quinze joignant des points à mi-distance entre les deux rives dudit lac sur le prolongement des lignes séparatives de lots suivants: entre les lots 38 et 39 et les lots 45 et 46, rang I, du canton de Bauneville; la ligne séparative des lots 36 et 37, rang VI, canton de Bauneville; un point à mi-distance entre la pointe la plus au sud du lot 38, rang VI, canton de Bauneville, et la pointe la plus au Nord du lot 23, rang I, canton de Brodeur; une ligne brisée dans le lac Grassy joignant des points à mi-distance entre les deux rives sur le prolongement des lignes séparatives suivantes: entre les lots 39 et 40, les lots 50 et 51, rang VI, canton de Bauneville; une ligne brisée joignant les points suivants dans le lac Simard (Lac Expençe); un point à mi-distance entre les deux rives sur le prolongement de la ligne séparative des lots 53 et 54, rang VI, canton de Bauneville; le point d'intersection de la ligne séparative des

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.* } **W**HEREAS We have been requested to annex the territory hereinafter described to the municipality of Moffet, in the municipal county of Témiscamingue;

WHEREAS said territory is not presently organized as a municipality;

WHEREAS all formalities prescribed by law have been complied with;

WHEREAS it is deemed advisable to grant this request;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree, dated August 12, 1959, bearing number 776, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact,

THAT the following territory, to wit:

"A territory unorganized as to municipal purposes, situated in the township of Brodeur, comprising, with reference to the official cadastre of said township, the lots and present and future subdivisions thereof, as well as roads, rivers, streams, lakes or parts thereof and the islands thereon, all of which included within the following boundaries, to wit: commencing at the point of intersection of the dividing line of ranges II and III and the southeast shore of Lake des Quinze; thence, successively, the following lines and demarcations: the prolongation of the said dividing line of ranges II and III as far as a point in Lake des Quinze half-way between the two shores; a broken line in lake des Quinze reaching points half-way between the two of said lake along the prolongation of the dividing lines of the following lots: between lots 38 and 39 and lots 45 and 46, range I, of the township of Bauneville; the dividing line of lots 36 and 37, range VI, township of Bauneville; a point half-way between the Southernmost point of lot 38, range VI, township of Bauneville, and the northernmost point of lot 23, range I, township of Brodeur; a broken line in Grassy Lake reaching points half-way between the two shores along the prolongation of the following dividing lines: between lots 39 and 40, lots 50 and 51, range VI, township of Bauneville; a broken line reaching the following points in Lake Simard (Lac Expençe); a point half-way between the two shores along the prolongation of the dividing line of lots 53 and 54, range VI, township of Bauneville; the point of

rangs VI et VII et des lots 58 et 59, rang VII du canton de Bauneville; un point d'une distance de 15 chaînes mesurée de l'extrémité Nord de l'Île Bryson dans la direction Nord astronomique: le point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des rangs VI et VII du canton de Bauneville avec le prolongement de la ligne séparative des cantons de Brodeur et de Devlin; ledit prolongement de ladite ligne séparative desdits cantons, dans la direction Sud astronomique jusqu'à une ligne de direction N. 45° 00' E.—originant au point d'intersection de la ligne séparative des rangs V et VI avec la rive de la Baie Blanchard; ladite ligne de direction N. 45° 00' E.—en la suivant vers le Sud-Ouest jusqu'à la rive de la Baie Blanchard; puis, dans le canton de Brodeur, ladite rive de la Baie Blanchard en allant vers le Nord jusqu'à la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Brodeur; ladite ligne séparative desdits rangs IV et V jusqu'à la ligne Est du lot 35, rang IV; cette dernière ligne et la ligne Est du lot 35, rang III; et, enfin, la ligne séparative des rangs II et III en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ", lequel territoire, non organisé pour les fins municipales, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, annexé à la municipalité de Moffet, dans le comté municipal de Témiscamingue;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÈSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
51471-0 RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'en vertu du chapitre 19 de la loi 11 George VI, les jours fériés dans notre

intersection of the dividing line of ranges VI and VII and lots 58 and 59, range VII of the township of Bauneville; a point of a distance of 15 chains measured from the north end of Bryson Island in a north astronomical direction; the point of intersection of the prolongation of the dividing line of ranges VI and VII of the township of Bauneville and the prolongation of the dividing line of the township of Brodeur and Devlin; the said prolongation of the said dividing line of said townships, in a south astronomical direction as far as a line of direction N. 45° 00' E.—originating at the point of intersection of the dividing line of ranges V and VI and the shore of Blanchard Bay; the said line of direction N. 45° 00' E.—along a southwesterly direction as far as the shore of Blanchard Bay; then, in the township of Brodeur, the said shore of Blanchard Bay in a northerly direction as far as the dividing line of ranges IV and V of the township of Brodeur; the said dividing line of said ranges IV and V as far as the easterly line of lot 35, range IV; this latter line and the easterly line of lot 35, range III; and, finally, the dividing line of ranges II and III in a westerly direction as far as the point of commencement"; which territory, unorganized as to municipal purposes shall, from and after the first day of January following the date of the publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be annexed to the municipality of Moffet, in the municipal county of Témiscamingue;

THAT this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÈSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
51471 Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS in virtue of chapter 19, of the act 11 George VI, holidays were established in Our Province,

province ont été établis et que le pouvoir a été donné au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, par proclamation, tout jour d'actions de grâces;

ATTENDU QU'au cours de la présente année, la population de la province de Québec a bénéficié de nombreux bienfaits et s'est enrichie de féconds et durables progrès;

ATTENDU QUE notre province est fermement et irrévocablement attachée à ses traditions religieuses;

ATTENDU QU'il convient de remercier le Bon Dieu d'une manière publique et solennelle;

ATTENDU QU'il est à propos de déclarer jour férié et jour d'actions de grâces le 12 octobre 1959.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 847, en date du 1er septembre 1959, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que le 12 octobre 1959 soit, pour la province de Québec, jour férié et jour d'actions de grâces.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
51471-o RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huitième jour de novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

and that the power was conferred on the Lieutenant-Governor in Council to fix, by proclamation any day of thanksgiving:

WHEREAS during the course of the present year the population of the Province of Quebec has been blessed with many favours and has been enriched by abundant and lasting progress;

WHEREAS our Province is firmly and irrevocably bound to its religious traditions;

WHEREAS it is proper to thank Almighty God in a public and solemn manner;

WHEREAS it is expedient to declare October 12th, 1959 a holiday and day of thanksgiving:

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the Order in Council number 847 dated September 1st, 1959, We have enacted and ordained and to hereby enact and ordain that October 12th, 1959 be, for the Province of Quebec, a holiday and day of thanksgiving.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
51471 Assistant-Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le onzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-neuf et de Notre règne le huitième.

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
51506-38-9-o ANTOINE LEMIEUX.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the eleventh day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-ninth and eighth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
51506-38-9 at Québec.

Sièges sociaux

DELNOR DEVELOPMENT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Delnor Development Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, le 15e jour de juin 1959, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 372 ouest, rue Ste Catherine.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 15e jour de juillet 1959.

Le Président,
51477 JOSEF SLYOMOVICS.

LE CLUB BONAVENTURE INC. BONAVENTURE CLUB INC.

Avis est donné par les présentes que "Le Club Bonaventure Inc. — Bonaventure Club Inc.", corps politique légalement constituée suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 23 mars 1959, a établi son bureau au numéro 3,474 de la rue Stanley à Montréal.

Ce bureau à compter de la date du présent avis est, et sera considéré par la compagnie comme étant sa principale place d'affaires.

Donné à Montréal, ce 25 août 1959.
Le Secrétaire,
51478-o PHILIPPE GÉLINAS.

LEESAM HOLDINGS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Leesam Holdings Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 26e jour de mars 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3,485 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 26e jour de mars 1959.

Le Secrétaire,
51479 LEO KOLBER.

PELNAR CONSTRUCTION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pelnar Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes datées du 12e jour de juin 1959, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 372 ouest, rue Ste-Catherine.

Head Offices

DELNOR DEVELOPMENT INC.

Notice is hereby given that "Delnor Development Inc.", incorporated by letters patent, on the 15th day of June 1959, and having its head office in Montreal has established its office at 372 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 15th day of July 1959.

JOSEF SLYOMOVICS,
51477-o President.

LE CLUB BONAVENTURE INC. BONAVENTURE CLUB INC.

Notice is hereby given that "Le Club Bonaventure Inc. — Bonaventure Club Inc.", a body legally constituted under the first part of the Quebec Companies' Act on the 23rd of March 1959, has established its principal place of business at civic number 3,474 Stanley Street, in Montreal.

From the date of this notice, the said office is and shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 25th of August 1959.
PHILIPPE GÉLINAS,
51478-o Secretary.

LEESAM HOLDINGS LTD.

Notice is hereby given that "Leesam Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 26th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3,485 Van Horne Ave.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 26th day of March, 1959.

LEO KOLBER,
51479-o Secretary.

PELNAR CONSTRUCTION INC.

Notice is hereby given that "Pelnar Construction Inc.", incorporated by letters patent, on the 12th day of June, 1959, and having its head office in Montreal has established its office at 372 St. Catherine Street West.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 9e jour de juillet 1959.

51480

JOSEF SLYOMOVICS.

SPARTA DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sparta Development Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour de mars 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 103, 5,950 Côte des Neiges, Montréal, Qué.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1959.

51481

Le Secrétaire,
DAVE WHITE.

SIDEPAL CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sidepal Corp.", constituée en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9e jour de juin 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2,425 Lafortune Circle, St-Laurent, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 10e jour de septembre 1959.

51482

Le Président,
MYER LAPEDIS.

(P.G. 10770-59)

CUSSON FRÈRES GENERAL
CONTRACTORS LTD.

Règlement N° 24

"Qu'il soit décrété que la situation du bureau chef de la compagnie soit changée du numéro civique 6608 rue Jeanne Mance, en la cité de Montréal, son adresse antérieure, au numéro civique 454 Boulevard Beaconsfield, en la ville de Beaconsfield, province de Québec."

Certifié vraie copie du règlement N° 24 de la compagnie "Cusson Frères General Contractors Ltd.", qui a été adopté par son bureau de direction à une assemblée tenue le 6 avril 1959 et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale et spéciale tenue à la même date.

Beaconsfield, le 8 avril 1959.

51483-o

Le Secrétaire,
R. CUSSON.

WASYLYKS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de "Wasylyks Ltd.", une compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 mai 1955, est situé à 105 avenue Carter, en la cité de Noranda, province de Québec.

Daté à Noranda, P.Q., le 4 septembre 1959.

51484

Le Président,
PETER WASYLYK.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 9th day of July, 1959.

51480-o

JOSEF SLYOMOVICS.

SPARTA DEVELOPMENT CORPORATION

Notice is hereby given that "Sparta Development Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 1st day of March, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 103, 5,950 Côte des Neiges, Montreal, Que.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1959.

51481-o

DAVE WHITE,
Secretary.

SIDEPAL CORP.

Notice is hereby given that "Sidepal Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 9th day of June, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 2,425 Lafortune Circle, St. Laurent, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of September, 1959.

51482-o

MYER LAPEDIS,
President.

(A.G. 10770-59)

CUSSON FRÈRES GENERAL
CONTRACTORS LTD.

By-law No. 24

"Be it enacted that the location of the head office of the company be moved from civic number 6608 of Jeanne Mance Street, in the city of Montreal, were it formerly was, to civic number 454 of Beaconsfield Boulevard, in the town of Beaconsfield, Province of Quebec."

Certified to be a true copy of by-law No. 24 of "Cusson Frères General Contractors Ltd.", which was adopted by its board of directors at a meeting held on the 6th day of April, 1959, and approved by all the shareholders of the company at a general and special meeting held on the same date.

Beaconsfield, the 8th April, 1959.

51483-o

R. CUSSON,
Secretary.

WASYLYKS LTD.

Notice is hereby given that the head office of "Wasylyks Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies' Act, Part I, by letters patent dated May 10th, 1955, is situate at 105 Carter Avenue, in the city of Noranda, Province of Quebec.

Dated at Noranda, P.Q., on September 4th, 1959.

51484-o

PETER WASYLYK,
President.

(P.G. 15131-59)

CHARLES E. FROSST & CO.

Règlement spécial "G"

Qu'il soit, et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

Le siège social et principale place d'affaires de la compagnie est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal à la cité de Westmount, en la province de Québec.

Vraie copie certifiée.

Montréal, P.Q., 14 septembre 1959.

(Sceau)

Le Président,
JOHN B. FROSST.

Le Secrétaire,

CHARLES E. FROSST.

51515

MARSH INVESTMENTS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Marsh Investments Ltd." constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 30e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5400 rue Hochelaga, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 16e jour de septembre 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,
SYDNEY CAPLAN.

51516

MAJESTIC INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Majestic Investment Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de juin 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,
KHEDOURI LAWEE.

51517-0

GLADIOLI INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Gladioli Investment Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de juin 1959.

(Sceau)

Le Secrétaire,
KHEDOURI LAWEE.

51518

GARLAND INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Garland Investment Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la

(A.G. 15131-59)

CHARLES E. FROSST & CO.

Special by-law "G"

Be and it is hereby enacted as follows:

The head office and chief place of business of the company is hereby changed from the city of Montreal to the city of Westmount, in the Province of Quebec.

Certified true copy.

Montreal, P.Q., September 14, 1959.

(Seal)

JOHN B. FROSST,
President.

CHARLES E. FROSST,

Secretary.

51515-0

MARSH INVESTMENTS LTD.

Notice is hereby given that "Marsh Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the 30th day of December 1958 and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 5400 Hochelaga Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 16th day of September, 1959.

(Seal)

SYDNEY CAPLAN,
Secretary.

51516-0

MAJESTIC INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Majestic Investment Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 12th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montréal, in the said Province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of June, 1959.

(Seal)

KHEDOURI LAWEE,
Secretary.

51517-0

GLADIOLI INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Gladioli Investment Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 12th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of June, 1959.

(Seal)

KHEDOURI LAWEE,
Secretary.

51518-0

GARLAND INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Garland Investment Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the

première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de juin 1959.

(Sceau)
51519

Le Secrétaire,
KHEDOURI LAWEE.

12th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of June, 1959.

(Seal)
51519-o

KHEDOURI LAWEE,
Secretary.

DORLY INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dorly Investment Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de juin 1959.

(Sceau)
51520-o

Le Secrétaire,
KHEDOURI LAWEE.

DORLY INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Dorly Investment Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 12th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of June, 1959.

(Seal)
51520-o

KHEDOURI LAWEE,
Secretary.

SANS SOUCI INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sans Souci Investment Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600 avenue Van Horne.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 17e jour de juin 1959.

(Sceau)
51521

Le Secrétaire,
KHEDOURI LAWEE.

SANS SOUCI INVESTMENT LTD.

Notice is hereby given that "Sans Souci Investment Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 12th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 17th day of June, 1959.

(Seal)
51521-o

KHEDOURI LAWEE,
Secretary.

EASTERN MILK CONCENTRATES LTD.

Avis est donné que la compagnie "Eastern Milk Concentrates Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 18 mars 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3 est, rue Notre-Dame.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 27 juillet 1959.

(Sceau)
51540-o

Le Secrétaire,
VIOLETTE ALLIE.

EASTERN MILK CONCENTRATES LTD.

Notice is given that the company "Eastern Milk Concentrates Ltd.", constituted as a corporation under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, under date of March 18, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 3 Notre-Dame Street, East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, July 27, 1959.

(Seal)
51540

VIOLETTE ALLIE,
Secretary.

Soumissions

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BELOEIL
(Comté de Verchères)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-

Tenders

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BELOEIL
(County of Verchères)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Daniel Beauregard, Secre-

signé Daniel Beauregard, secrétaire-trésorier, 740 rue Laurier, Beloeil, comté de Verchères, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 8 octobre 1959, pour l'achat de \$410,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil, comté de Verchères, datées du 1er septembre 1959 et remboursables par séries du 1er septembre 1960 au 1er septembre 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 juin 1959 — construction d'une annexe à l'école secondaire St-Mathieu.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$410,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1960	x\$48,500.00
1er septembre 1961	x 51,000.00
1er septembre 1962	x 54,000.00
1er septembre 1963	x 57,000.00
1er septembre 1964	x 60,000.00
1er septembre 1965	11,000.00
1er septembre 1966	11,500.00
1er septembre 1967	12,000.00
1er septembre 1968	12,500.00
1er septembre 1969	13,500.00
1er septembre 1970	14,000.00
1er septembre 1971	15,000.00
1er septembre 1972	16,000.00
1er septembre 1973	16,500.00
1er septembre 1974	17,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$262,400.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$52,480.00 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, ou avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

tary-Treasurer, 740 Laurier Street, Beloeil, county of Verchères, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday October 8, 1959, for the purchase of \$410,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of Beloeil, county of Verchères, dated September 1st, 1959, and redeemable serially from September 1st 1960 to September 1st, 1974 inclusively, at a rate of not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually, on March 1st, and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated June 17, 1959 — erection of an annex to the St. Mathieu school for secondary studies.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$410,000.00 — 15 years

Year	Capital
September 1st, 1960	x\$48,500.00
September 1st, 1961	x 51,000.00
September 1st, 1962	x 54,000.00
September 1st, 1963	x 57,000.00
September 1st, 1964	x 60,000.00
September 1st, 1965	11,000.00
September 1st, 1966	11,500.00
September 1st, 1967	12,000.00
September 1st, 1968	12,500.00
September 1st, 1969	13,500.00
September 1st, 1970	14,000.00
September 1st, 1971	15,000.00
September 1st, 1972	16,000.00
September 1st, 1973	16,500.00
September 1st, 1974	17,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$262,400.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$52,480.00 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil, County of Verchères.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 8 octobre 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, (Comté de Verchères), ce 15 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
DANIEL BEAUREGARD.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C. P. 500,

Beloeil, (Verchères), P.Q.

Téléphone: FORêt 7-4669.

51507-0

VILLE DE PLESSISVILLE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gilles Chabot, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1760 rue St-Calixte, Plessisville, comté de Mégantic, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 6 octobre 1959, pour l'achat de \$250,000.00 d'obligations de la ville de Plessisville, comté de Mégantic, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 315-V — construction d'une usine d'épuration pour les égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$250,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1960.....	\$ 2,000.00
1er août 1961.....	2,000.00
1er août 1962.....	2,000.00
1er août 1963.....	2,000.00
1er août 1964.....	2,000.00
1er août 1965.....	2,500.00
1er août 1966.....	2,500.00
1er août 1967.....	2,500.00
1er août 1968.....	3,000.00
1er août 1969.....	3,000.00
1er août 1970.....	3,000.00
1er août 1971.....	3,500.00
1er août 1972.....	3,500.00
1er août 1973.....	3,500.00
1er août 1974.....	4,000.00
1er août 1975.....	4,000.00
1er août 1976.....	4,500.00
1er août 1977.....	4,500.00
1er août 1978.....	5,000.00
1er août 1979.....	191,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Plessisville, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on October 8, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Beloeil, County of Verchères.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, (County of Verchères), this September 15, 1959.

DANIEL BEAUREGARD,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: City Hall, P.B. 500.

Beloeil, (Verchères), P.Q.

Telephone: FORêt 7-4669.

51507

TOWN OF PLESSISVILLE
(County of Mégantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Gilles Chabot, Secretary-Treasurer, City Hall, 1760 St. Calixte Street, Plessisville, county of Mégantic, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, October 6, 1959, for the purchase of \$250,000.00 of bonds of the town of Plessisville, county of Mégantic, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% or more than 6% per annum, payable semi-annually, on February 1st and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 315-V — building of a filtration plant for sewers.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$250,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....	\$ 2,000.00
August 1st, 1961.....	2,000.00
August 1st, 1962.....	2,000.00
August 1st, 1963.....	2,000.00
August 1st, 1964.....	2,000.00
August 1st, 1965.....	2,500.00
August 1st, 1966.....	2,500.00
August 1st, 1967.....	2,500.00
August 1st, 1968.....	3,000.00
August 1st, 1969.....	3,000.00
August 1st, 1970.....	3,000.00
August 1st, 1971.....	3,500.00
August 1st, 1972.....	3,500.00
August 1st, 1973.....	3,500.00
August 1st, 1974.....	4,000.00
August 1st, 1975.....	4,000.00
August 1st, 1976.....	4,500.00
August 1st, 1977.....	4,500.00
August 1st, 1978.....	5,000.00
August 1st, 1979.....	191,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Plessisville, county of Mégantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank

de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 6 octobre 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1760 rue St-Calixte, Plessisville, comté de Mégantic.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, (Comté de Mégantic), ce 15 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES CHABOT.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 163,
1760 rue St-Calixte, Plessisville.

Téléphone: 155. 51508-0

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA VILLE DE LA TUQUE
(Comté de Laviolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Henri Légaré, secrétaire-trésorier, 376 rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 6 octobre 1959, pour l'achat de \$185,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er septembre 1959 et remboursables par séries du 1er septembre 1960 au 1er septembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 juillet 1959, telle que modifiée — agrandissement de l'école centrale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$185,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1960.....x	\$15,500.00
1er septembre 1961.....x	16,500.00
1er septembre 1962.....x	17,500.00
1er septembre 1963.....x	18,500.00
1er septembre 1964.....x	19,500.00
1er septembre 1965.....x	4,500.00
1er septembre 1966.....x	4,500.00
1er septembre 1967.....x	5,000.00
1er septembre 1968.....x	5,000.00

mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 6, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 1760 St. Calixte Street, Plessisville, county of Mégantic.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville, (County of Mégantic), this September 15, 1959.

GILLES CHABOT,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: City Hall, P.B. 163,
1760 Calixte Street, Plessisville.

Telephone: 155. 51508

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY
OF THE TOWN OF LA TUQUE
(County of Laviolette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Légaré, Secretary-Treasurer, 376 St. Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, October 6, 1959, for the purchase of \$185,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of La Tuque, county of Laviolette, dated September 1st, 1959 and redeemable serially from September 1st, 1960 to September 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually, on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 13, 1959, as modified — extension to the central school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$185,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1960.....x	\$15,500.00
September 1st, 1961.....x	16,500.00
September 1st, 1962.....x	17,500.00
September 1st, 1963.....x	18,500.00
September 1st, 1964.....x	19,500.00
September 1st, 1965.....x	4,500.00
September 1st, 1966.....x	4,500.00
September 1st, 1967.....x	5,000.00
September 1st, 1968.....x	5,000.00

1er septembre 1969.....	5,500.00	September 1st, 1969.....	5,500.00
1er septembre 1970.....	5,500.00	September 1st, 1970.....	5,500.00
1er septembre 1971.....	6,000.00	September 1st, 1971.....	6,000.00
1er septembre 1972.....	6,500.00	September 1st, 1972.....	6,500.00
1er septembre 1973.....	6,500.00	September 1st, 1973.....	6,500.00
1er septembre 1974.....	7,000.00	September 1st, 1974.....	7,000.00
1er septembre 1975.....	7,500.00	September 1st, 1975.....	7,500.00
1er septembre 1976.....	8,000.00	September 1st, 1976.....	8,000.00
1er septembre 1977.....	8,500.00	September 1st, 1977.....	8,500.00
1er septembre 1978.....	8,500.00	September 1st, 1978.....	8,500.00
1er septembre 1979.....	9,000.00	September 1st, 1979.....	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$80,048.10, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$16,009.62 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque, comté de Laviolette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 6 octobre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école centrale, 376 rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 16 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI LÉGARÉ.

Adresse postale: C.P. 367,

La Tuque, (Laviolette), P.Q.,

Téléphone: LA-3-2555. 51531-o

VILLAGE DE LAC CARRÉ

(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lionel DeSerres, secrétaire-trésorier, Lac Carré, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures du

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$80,048.10 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,009.62 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque, county of Laviolette.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 6, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Central School, 376 St. Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette.

The School Commissioners do not bind themselves, to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (County of Laviolette), this September 16, 1959.

HENRI LÉGARÉ,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: P.B. 367,

La Tuque, (Laviolette), P.Q.

Telephone: LA 3-2555. 51531

VILLAGE OF LAC CARRÉ

(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lionel DeSerres, Secretary-Treasurer, Lac Carré, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m., Monday.

soir, lundi, le 5 octobre 1959, pour l'achat de \$160,000.00 d'obligations du village de Lac Carré, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1959 et remboursables par séries du 1er octobre 1960 au 1er octobre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 86 — construction d'un système d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$160,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1960.....	\$ 3,000.00
1er octobre 1961.....	3,500.00
1er octobre 1962.....	3,500.00
1er octobre 1963.....	3,500.00
1er octobre 1964.....	4,000.00
1er octobre 1965.....	4,000.00
1er octobre 1966.....	4,500.00
1er octobre 1967.....	4,500.00
1er octobre 1968.....	5,000.00
1er octobre 1969.....	5,000.00
1er octobre 1970.....	5,500.00
1er octobre 1971.....	5,500.00
1er octobre 1972.....	6,000.00
1er octobre 1973.....	6,500.00
1er octobre 1974.....	6,500.00
1er octobre 1975.....	7,000.00
1er octobre 1976.....	7,500.00
1er octobre 1977.....	8,000.00
1er octobre 1978.....	8,000.00
1er octobre 1979.....	59,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Lac Carré, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 octobre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école du Lac Carré, Lac Carré, comté de Terrebonne.

October 5, 1959, for the purchase of \$160,000.00 of bonds of the Village of Lac Carré, county of Terrebonne, dated October 1st, 1959 and redeemable serially from October 1st, 1960 to October 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 5% or more than 6% per annum, payable semi-annually, on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 86 — erection of a sewage system.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$160,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1960.....	\$ 3,000.00
October 1st, 1961.....	3,500.00
October 1st, 1962.....	3,500.00
October 1st, 1963.....	3,500.00
October 1st, 1964.....	4,000.00
October 1st, 1965.....	4,000.00
October 1st, 1966.....	4,500.00
October 1st, 1967.....	4,500.00
October 1st, 1968.....	5,000.00
October 1st, 1969.....	5,000.00
October 1st, 1970.....	5,500.00
October 1st, 1971.....	5,500.00
October 1st, 1972.....	6,000.00
October 1st, 1973.....	6,500.00
October 1st, 1974.....	6,500.00
October 1st, 1975.....	7,000.00
October 1st, 1976.....	7,500.00
October 1st, 1977.....	8,000.00
October 1st, 1978.....	8,000.00
October 1st, 1979.....	59,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac Carré, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 5, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at Lac Carré School, Lac Carré, county of Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Carré, (Comté de Terrebonne), ce 16 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
LIONEL DESERRRES.

Lac Carré, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 165-W à St-Jovite.

51532-o

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac Carré, (County of Terrebonne), this September 16, 1959.

LIONEL DESERRRES,
Secretary-Treasurer.

Lac Carré, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 165-W at St. Jovite.

51532

VILLE DE VILLENEUVE

(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Georges Latouche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 5 rue Tanguay, Villeneuve, comté de Québec, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 5 octobre 1959, pour l'achat de \$171,000.00 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1er octobre 1959 et remboursables par séries du 1er octobre 1960 au 1er octobre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: 103 — \$70,000.00, prolongement d'aqueduc et d'égouts; 104 — \$32,000.00, confection de rues, travaux d'aqueduc et d'égouts, achat de terrain et d'outillage; et 107 — \$69,000.00, construction d'un garage municipal, achat de camion, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$171,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er octobre 1960.....	\$13,500.00
1er octobre 1961.....	14,000.00
1er octobre 1962.....	15,000.00
1er octobre 1963.....	16,000.00
1er octobre 1964.....	16,500.00
1er octobre 1965.....	17,000.00
1er octobre 1966.....	18,500.00
1er octobre 1967.....	19,500.00
1er octobre 1968.....	20,000.00
1er octobre 1969.....	21,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

TOWN OF VILLENEUVE

(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Latouche, Secretary-Treasurer, City Hall, 5 Tanguay Street, Villeneuve, county of Quebec, until 8.00 o'clock, p.m., Monday, October 5, 1959, for the purchase of \$171,000.00 of bonds of the town of Villeneuve, county of Quebec, dated October 1st, 1959 and redeemable serially from October 1st, 1960 to October 1st, 1969 inclusively, at a rate of not less than 5% or more than 6% per annum, payable semi-annually, on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos: 103 — \$70,000.00, extension to waterworks and sewage systems; 104 — \$32,000.00, building of streets, waterworks and sewage operations, purchasing of land and equipment; and 107 — \$69,000.00, building of a municipal garage, purchasing of truck, waterworks and sewage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$171,000.00 — 10 years

Year	Capital
October 1st, 1960.....	\$13,500.00
October 1st, 1961.....	14,000.00
October 1st, 1962.....	15,000.00
October 1st, 1963.....	16,000.00
October 1st, 1964.....	16,500.00
October 1st, 1965.....	17,000.00
October 1st, 1966.....	18,500.00
October 1st, 1967.....	19,500.00
October 1st, 1968.....	20,000.00
October 1st, 1969.....	21,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1966 inclusively; after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 octobre 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, Hôtel de Ville, 5, rue Tanguay, Villeneuve, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 15 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LATOUCHE.

Hôtel de Ville, 5 rue Tanguay,
Villeneuve, (Québec), P.Q.
Téléphone: LA 2-4018 ou
MO 3-6987.

51533-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 5, 1959, at 8.00 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, City Hall, 5 Tanguay Street, Villeneuve, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Quebec), this September 15, 1959.

GEORGES LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 5 Tanguay Street,
Villeneuve, (Quebec), P.Q.
Telephone: La 2-4018 or
MO 3-6987.

51533

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district No 4, St-François, Cour Supérieure, No 2497 (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: LÉON LAMONTAGNE, garagiste et marchand, 1000 rue King est, Sherbrooke, Qué., failli et LUCIEN MONTFILS, comptable agréé, de Granby, Qué., syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure (en matière de faillite) district de St-François, rendu en date du trois septembre 1959, les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Cœur Immaculée de Marie de Sherbrooke, LUNDI, le DIX-NEUF OCTOBRE 1959, à ONZE heures du matin.

"1° La subdivision 15 du lot originaire 20A, sixième rang, dans le canton d'Ascot, étant de forme irrégulière, et mesurant 150' sur ses lignes nord et sud, 97.4' sur sa ligne est et 98.8' sur sa ligne ouest, contenant une superficie de 14,715 pieds carrés et étant bornée au nord par la subdivision 59 du lot originaire 20B, sixième rang, canton d'Ascot, à l'est par la subdivision 14 dudit lot 20A, au sud et à l'ouest par d'autres parties subdivisées du lot 20A."

"2° La subdivision 59 du lot originaire 20B, sixième rang, dans le canton d'Ascot, mesurant 150' sur ses lignes nord et sud, 22.6' sur sa ligne est et 21.2' sur sa ligne ouest, et contenant une superficie de 3,285 pieds carrés, et bornée au nord par la rue King, à l'est par les subdivisions 57 et 58 dudit lot originaire 20B, au sud par la subdivision 15 du lot originaire 20A, ci-dessus mentionné, et à l'ouest par une autre partie subdivisée dudit lot originaire 20B."

"3° La subdivision 57 du lot originaire 20B, étant de forme triangulaire et mesurant 50' sur sa ligne nord, 51.5' sur sa ligne sud-est et 15' sur sa ligne ouest, et contenant une superficie de 375 pieds carrés, étant bornée au nord par la rue King, au sud-est par la subdivision 58 dudit lot originaire 20B, à l'ouest par la subdivision 59 du lot originaire 20B."

"Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins. Avec toutes les constructions et améliorations dessus érigées ou devant l'être."

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONTFILS, C.A.

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district No. 4, St. Francis, Superior Court, No. 2497, (In Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: LÉON LAMONTAGNE, garagist and dealer, 1000 King East, Sherbrooke, Que., bankrupt; and LUCIEN MONTFILS, C.A., Granby, Que., trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of St. Francis, rendered under date of september third, 1959, will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Cœur Immaculée de Marie of Sherbrooke, on MONDAY, OCTOBER NINETEENTH, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designed:

"1. Subdivision 15 of original lot 20A, sixth range, in the township of Ascot, being of irregular form, measuring 150' in this north and south lines, 97.4' on its eastern line and 98.8' on its western line, containing and area of 14,715 square feet, and being bounded to the north by subdivision 59 of original lot 20B, sixth range, township of Ascot, to the east by subdivision 14 of the said lot 20A, to the south and west by other subdivided parts of lot 20A."

"2. Subdivision 59 of original lot 20B, sixth range, in the township of Ascot, measuring 150' on its north and south lines, 22.6' on its eastern line and 21.2' on its western line and containing an area of 3,285 square feet, and bounded to the north by King Street, to the east by subdivision 57 and 58 of the said original lot 20B, to the south by subdivision 15 of the original lot 20A above mentioned, and to the west by another subdivided part of the said original lot 20B."

"3. Subdivision 57 of original lot 20B, being of triangular form and measuring 50' on its north line, 51.5' on its south-easterly line and 15' on its west line and containing an area of 375 square feet, being bounded to the north by King Street, to the south east by subdivision 58 of original said lot 20B, to the west by subdivision 59 of original lot 20B."

"All the above measurements are English measure and are more or less. With all the buildings and improvements thereon erected or to be erected."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONTFILS, C.A.,
Trustee.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 67 (1957), "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: HENRI LOUIS DOSTIE 10238, rue Odinot, Rivière des Prairies, Qué., débiteur et J. ALEXANDRE DANSE-REAU, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement situé à Rivière des Prairies, comté de Laval, connu et désigné comme étant les lots deux cent quatre-vingt-dix-huit et deux cent quatre-vingt-dix-neuf du lot originaire quatre-vingt-quatorze (Nos 94-298 et 299) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière des Prairies; avec toutes les bâtisses dessus construites."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 8 septembre 1959, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, 100 rue Notre Dame Est, chambre 219, Montréal, JEUDI, le VINGT-NEUF OCTOBRE 1959 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J. Alexandre Dansereau, syndic.

Daté à Montréal, le 15 septembre 1959.

Le Syndic,

J. ALEXANDRE DANSÉREAU.

Bureau à:

265, rue Craig, Ouest,

Montréal UN-1. 9214.

51513-38-2-0

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 67 (1957), "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: HENRI LOUIS DOSTIE, 10238 Odinot Street, Rivière des Prairies, Que., debtor and J. ALEXANDRE DANSE-REAU, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: An emplacement situate at Rivière des Prairies, county of Laval, known and designated as being lots two hundred and ninety-eight and two hundred and ninety-nine of original lot ninety-four (Nos 94-298 and 299) of the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies; with all the buildings thereon erected.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered September 8, 1959, by public auction according to Law, and the said sale to have the effect of a sale by Sheriff, in the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, at the Court House, 100 Notre Dame Street, East, Room 219, Montreal, THURSDAY the TWENTY-NINTH day of OCTOBER 1959 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law. The upset price shall be \$1,000.00.

For other information and the list of charges, apply to J. Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal, September 15, 1959.

J. ALEXANDRE DANSÉREAU,

Trustee.

Office at:

265 Craig Street, West,

Montreal ONE-1. 9214.

51513-38-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure N° 11099. DAME DELIMA BRODEUR, veuve d'Edmour Patenaude, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; et GERMAIN PATENAUDE, dy village La Providence, district de St-Hyacinthe, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur, de la substitution du testament de feu Edmour Patenaude, demandeurs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, de St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, épouse d'Ovide Cadotte et ce dernier pour autoriser son épouse des cité et district de St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, épouse, d'Albert Leclerc, de St-Valérien, district de Bedford et ce dernier pour autoriser son épouse: Mlle Thérèse Patenaude, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; le curateur public de la province de Québec, représentant Émilien Patenaude, actuellement interné à l'Hôpital de Bordeaux, à Montréal; Noël Brodeur, en sa qualité de curateur *ad hoc*, de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, Louis Patenaude de la Providence, district de St-Hyacinthe, défendeurs.

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court No. 11099. DAME DELIMA BRODEUR, widow of Edmour Patenaude of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe and GERMAIN PATENAUDE, of the village of La Providence, district of St-Hyacinthe, as much personally as in his quality of curator, in the substitution of the testament of the late Edmour Patenaude, plaintiffs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, of St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, wife of Ovide Cadotte and the latter to authorize his wife of the city and district of St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, wife of Albert Leclerc, of St-Valérien, district of Bedford and the latter to authorize his wife; Miss Thérèse Patenaude, spinster of full age and in use of his rights, of the parish Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; the public curator of the Province of Quebec representing Émilien Patenaude, presently interned at the Bordeaux Hospital, at Montreal; Noël Brodeur, in his quality of curator *ad hoc* of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, Louis Patenaude, de La Providence, district of St-Hyacinthe, defendants.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, du district de St-Hyacinthe, sise au Palais de Justice, dans la cité de St-Hyacinthe, en exécution d'un jugement rendu par la Cour Supérieure le 16 janvier 1959, dans l'instance engagée entre Dame Delima Brodeur, veuve d'Edmour Patenaude, de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, et GERMAIN PATENAUDE, du village La Providence, district de St-Hyacinthe, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur, de la substitution du testament de feu Edmour Patenaude, demandeurs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, de St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, épouse d'Ovide Cadotte et ce dernier pour autoriser son épouse des cité et district de St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, épouse d'Albert Leclerc, de St-Valérien, district de Bedford et ce dernier pour autoriser son épouse; Mlle Thérèse Patenaude, fille majeure et usant de ses droits de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; le curateur public de la province de Québec représentant Émilien Patenaude, actuellement interné à l'Hôpital de Bordeaux, à Montréal; Noël Brodeur, en sa qualité de curateur ad hoc de la paroisse de Notre-Dame de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe; Louis Patenaude de la Providence, district de St-Hyacinthe, défendeurs.

"Une terre de un arpent et demi sur trente arpents de profondeur, plus ou moins étant partie du lot N° quatre-vingt-six, P. 86, du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, à distraire une lisière de dix pieds par trente arpents et une largeur de quinze pieds par un arpent et demi vendu au Ministère de la Voirie de la province de Québec".

La vente de cet immeuble sera sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de la Cour Supérieure, du district de St-Hyacinthe et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire, de ladie Cour au moins douze jours, avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, ce 27 août 1959.

Le Procureur des demandeurs,

51406-36-2-o EUGÈNE TOUSIGNANT.

The FIFTH day of OCTOBER 1959, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of St-Hyacinthe, situated at the Court House, in the city of St-Hyacinthe, in execution of a judgment rendered by the Superior Court on January 16, 1959 in the case taken between Dame Delima Brodeur, widow of Edmour Patenaude, of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe and GERMAIN PATENAUDE of the village La Providence, district of St-Hyacinthe, as much personally as in his quality of Curator, in the substitution of the testament of the late Edmour Patenaude, plaintiffs; vs PAUL-ÉMILE PATENAUDE, of St-Joseph sur Yamaska; Dame Floriane Patenaude, wife of Ovide Cadotte and the latter to authorize his wife of the city district of St-Hyacinthe; Dame Réjeanne Patenaude, wife of Albert Leclerc, of St-Valérien, district of Bedford and the latter to authorize his wife; Miss Thérèse Patenaude, spinster and in use of her rights of the parish Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; the public curator of the Province of Quebec, representing Émilien Patenaude, presently interned at the Bordeaux Hospital, at Montreal; Noël Brodeur, in his quality of curator ad hoc, of the parish of Notre-Dame de Notre-Dame de St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe; Louis Patenaude, de La Providence, district of St-Hyacinthe, defendants.

"A farm of one arpent and one half by thirty arpents in depth, more or less, being part of lot No. eighty-six, Pt. 86, of the cadaster for the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, to withdraw a strip of ten feet by thirty arpents and a width of fifteen feet by an arpent and one-half sold to the Department of Roads of the Province of Québec".

The sale of this immoveable shall be subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the clerk of the Superior Court, of the district of St-Hyacinthe, and any opposition to annul, to secure or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary, of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Saint-Hyacinthe, this 27th day of August, 1959.

EUGÈNE TOUSIGNANT,

51406-36-2 Attorney for the plaintiffs.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Province of Quebec
District of Abitibi

Cour Supérieure, { ZÉPHIRIN BIGAOUET-
N° V-3982. TE, contracteur, domicilié à Val d'Or, district

Superior Court, { ZÉPHIRIN BIGAOUET-
No. V-3982. TE, contractor, domiciled at Val d'Or, district of

d'Abitibi, saisissant, vs GAUDREAU & FRÈRES LTÉE, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Val d'Or, district d'Abitibi, saisie.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 43 de la subdivision du lot originaire numéro 59 du rang 8, aux plan et livre de renvoi officiel pour le canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de Fatima, à Val d'Or, le VINGT et UNIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif d'Abitibi,
Amos, Qué., J. A. GAUTHIER.
ce 14 septembre 1959. 51492-38-2-o

Abitibi, garnisher, vs GAUDREAU & FRÈRES LTÉE, body politic and corporate, having its place of business at Val d'Or, district of Abitibi, garnishee.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being lot number 43 of the subdivision of original lot number 59 of range 8, of the official plan and book of reference for the township of Dubuisson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Notre-Dame de Fatima, at Val d'Or, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. GAUTHIER,
Amos, Que., Sheriff for Abitibi.
this September 14, 1959. 51492-38-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { GÉRARD BLANCHARD,
N° 13 713. { marchand général de
Upton, comté de Bagot, district
de St-Hyacinthe, demandeur, vs OLIVIER
LEMOYNE, R. R. N° 4, Drummondville, district
d'Arthabaska, défendeur, et JÉRÔME
BLANCHETTE, 152, 9me avenue, Drummondville,
mis-en-cause.

Un terrain sis et situé au rang un du canton de Grantham, connu et désigné comme étant le lot portant le numéro sept (ptie 7) du cadastre dudit canton de Grantham, avec bâtisses y dessus construites.

A distraire du susdit lot la partie vendue à Southern Canada Power Co. Ltd., le 10 octobre 1927, par contrat enregistré sous le numéro B 83-65701 et les autres parties de terrain qui pourront avoir été vendues de ce même lot et enregistrées avant le premier août 1952.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Frédéric de Drummondville, MERCREDI le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1959 à TROIS heures de l'après-midi. (heure avancée)

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, ce 24 août 1959. FÉLIX HOULE.
51353-35-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { GÉRARD BLANCHARD,
No. 13 713. { general merchant of Upton,
county of Bagot, district
of St. Hyacinthe, plaintiff, vs OLIVIER LEMOYNE,
R. R. No. 4, Drummondville, district
of Arthabaska, defendant, and JÉRÔME BLANCHETTE,
152, 9th. Avenue, Drummondville,
mis-en-cause.

A piece of land lying and situated in range one of the township of Grantham, known and designated as being lot bearing number seven (P. 7) of the cadastre of said township of Grantham, with buildings thereon erected.

To be excluded from the above mentioned lot, that part sold to Southern Canada Power Co. Ltd., October 10, 1927, by contract registered under number B 83-65701 and the other pieces of land of the same lot which may have been sold and registered prior to August first, 1952.

To be sold at the door of the parochial church of St. Frédéric de Drummondville, WEDNESDAY the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1959, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, this August 24, 1959. Sheriff.
51353-35-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { TRADERS FINANCE
N° 4215. { CORPORATION LTD.
un corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires, pour la province
de Québec, en les cité et district de Montréal,
demandeur contre DELVIDA LEGROS, du district
de Beauharnois, résidant à Valleyfield, défendeur.

A savoir: "1° Le lot de terre désigné au cadastre officiel de la paroisse Ste-Cécile, sous le numéro un, de la subdivision du lot numéro cent soixante-trois (163-1) mesurant cinquante pieds de largeur, sur cent vingt et un pieds de profondeur dans sa limite sud-ouest, et cent vingt-sept pieds dans sa limite nord-ouest.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { TRADERS FINANCE
No. 4215. { CORPORATION LTD.
a body politic and corporate
having its principal place of business for the Province
of Quebec, in the city and district of Montreal,
plaintiff versus DELVIDA LEGROS, of the district
of Beauharnois, residing in Valleyfield, defendant.

To wit: "1. Lot of land designated on the official cadastre of the parish of Ste. Cécile, under number one, of the subdivision of lot number one hundred and sixty-three (163-1), measuring fifty feet in width by one hundred and twenty-one feet in depth within its southwesterly boundary, and one hundred and twenty-seven feet within its northwesterly boundary.

2° Le lot de terre désigné au susdit cadastre officiel sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro cent soixante-trois, (163-2), mesurant cinquante pieds de largeur sur cent vingt et un pieds de profondeur dans la ligne nord-est, et cent dix-neuf pieds dans la ligne sud-ouest. Toutes les mesures ci-dessus sont plus ou moins et mesure anglaise. Avec toutes bâtisses y érigées, et en particulier, la maison à deux logements se trouvant sur le lot N° 163-1.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, JEU-
DI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1959, à
DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ERNEST POIRIER.
ce 24ième d'août 1959. 51338-35-2-o
[Première publication: le 29 août 1959]

2° Lot of land designated on the abovementioned official cadastre under number two of the subdivision of lot number one hundred and sixty-three (163-2), measuring fifty feet in width by one hundred and twenty-one feet in depth within its northeasterly line, and one hundred and nineteen feet within its southwesterly line. All the above measurements are more or less and in English measure. With all the buildings thereon erected, and more particularly, the two-tenement house located on lot No. 163-1.

To be sold at the Sheriff's Office, THURSDAY
the FIRST day of OCTOBER, 1959, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Salaberry de Valleyfield, Sheriff.
this August 24th, 1959. 51338-35-2
[First publication: August 29, 1959]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { ROUVILLE MASSE, cul-
N° 8834. { tivateur, résidant et do-
micilié en la ville de St-
Césaire, district de St-Hyacinthe, demandeur,
vs JOSEPH ROY, cultivateur, résidant et
domicilié à Valcourt, district de Bedford, dé-
fendeur, et MONTY & LEFEBVRE, en leur
qualité de régistateurs pour la division d'enre-
gistrement de Shefford, mis-en-cause.

"Une ferme connue et désignée aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre du canton
d'Ély, comté de Shefford, comme étant les lots
numéros cinq cent trente-cinq, cinq cent trente-
six et cinq cent trente-sept (Nos. 535, 536, 537)
ayant respectivement en superficie: trente-trois
acres et sept centièmes, trente-six acres et
soixante-quinze centièmes et soixante-neuf acres
et quatre-vingt-deux centièmes. Avec toutes
les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église
paroissiale de St-Joseph d'Ély de Valcourt, dans
le comté de Shefford, district de Bedford, le
JEUDI, premier jour d'OCTOBRE 1959, à
DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député Shérif,
Sweetsburg, Qué., ANTOINE BOURASSA.
Ce 24 août 1959. 51337-35-2-o

CHICOUTIMI

Canada — Province de Québec
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { FREDDY JEAN, mar-
N° 11,872. { chand, de Ste-Anne, dis-
trict de Chicoutimi, P.Q.,
demandeur; vs LUDGER SASSEVILLE, autre-
fois des cité et district de Chicoutimi, mainte-
nant de St-Léon de Labrecque, P.Q., défendeur.
Contre le défendeur:

La demi-sud des lots 16 et 17, dans le rang 4,
au cadastre officiel du canton Labrecque, avec
toutes les bâtisses dessus construites, circonstan-
ces et dépendances.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de
l'église paroissiale de St-Léon de Labrecque, le

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { ROUVILLE MASSE, far-
No. 8834. { mer, residing and do-
micated in the town of St-
Césaire, district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs
JOSEPH ROY, farmer, residing and domiciled
at Valcourt, district of Bedford, plaintiff, and
MONTY & LEFEBVRE, in their quality of
registrars for the registration division of Shefford,
mis-en-cause.

"A farm known and designated on the official
plan and in the book of reference of the cadaster
of the township of Ély, county of Shefford,
as being lots numbers five hundred and thirty-
five, five hundred and thirty-six and five hundred
and thirty-seven (Nos. 535, 536, 537) having
respectfully and area of: thirty-three acres and
seven/one hundredths, thirty-six acres and
seventy-five/one hundredths and sixty-nine
acres and eighty-two/one hundredths. With
all the buildings thereon erected."

To be sold in block at the parochial church
door of St-Joseph d'Ély de Valcourt, in the
county of Shefford, district of Bedford, on
THURSDAY, the FIRST day of OCTOBER,
1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTOINE BOURASSA,
Sweetsburg, Que., Deputy Sheriff.
August 24, 1959. 51337-35-2

CHICOUTIMI

Canada — Province of Quebec
District of Chicoutimi

Superior Court, { FREDDY JEAN, mer-
No. 11,872. { chant, of Ste. Anne, dis-
trict of Chicoutimi, P.Q.,
plaintiff, vs LUDGER SASSEVILLE, formerly
of the city and district of Chicoutimi, presently
of St. Léon de Labrecque, P.Q., defendant.

Against the defendant:
The southerly half of lots 16 and 17, in range
4, of the official cadastre of the township of
Labrecque, with all the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the door of the
parochial church of St. Léon de Labrecque, the

VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 14 septembre 1959. Le Shérif, RENÉ DELISLE, 51499-38-2-o

TWENTY-SECOND day of the month of OCTOBER, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, September 14, 1959. RENÉ DELISLE, Sheriff, 51499-38-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 37.142, 38.909. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE CAP-AU-RENARD, corps poli-

tique incorporé ayant un bureau d'affaires dans la municipalité de Cap-au-Renard, demandeur, vs ACHILLE VALLÉE, Cap-au-Renard, comté de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une terre étant partie du lot N° 22-B, 1er rang, canton Christie, bornée au nord au fleuve St-Laurent, à l'est par le N° 23-A, au sud au 2ième rang à l'ouest à Octave Vallée, contenant en superficie 69 acres, avec bâtisses dessus construites. A distraire un emplacement donné à Valmont Vallée, faisant partie dudit lot 22-B".

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la Rivière à Martre, le 4 août 1959, à 2.00 heures de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église de Ste-Anne-des-Monts, MARDI, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 15 septembre 1959. Le Shérif, J. F. MEAGHER, 51509-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 37,142, 38,909. THE SCHOOL COMMISSIONERS OF CAP-AU-RENARD, body

politic and corporate having its business office in the municipality of Cap-au-Renard, plaintiff vs ACHILLE VALLÉE, Cap-au-Renard, county of Gaspé, defendant.

The property to be sold is the following:

"A farm being part of lot No. 22-B, range one, township Christie, bounded northerly by the St. Lawrence River, easterly by No. 23-A, southerly by range two, westerly by Octave Vallée, containing an area of 69 acres, with buildings thereon erected. Save and except an emplacement given to Valmont Vallée, forming part of said lot 22-B".

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, which was to have been held at Rivière à Martre, August 4, 1959, at 2.00 o'clock in the afternoon, shall be held at the door of the Church of Ste. Anne-des-Monts, TUESDAY, the TWENTIETH day of OCTOBER 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, September 15, 1959. J. F. MEAGHER, Sheriff, 51509-o

Fieri Facias de Bonis

Cour Supérieure, Rimouski, N° 20.255. DAME VEUVE ODILON SERVANT, marchande publique de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, P.Q., demanderesse, vs GERMAIN VALLÉE de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, Gaspé Nord, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une maison d'habitation appartenant au débiteur Germain Vallée sise sur un certain terrain, propriété de Dame Alphonsine Therrien, vve de feu Émile Vallée, ledit terrain faisant partie des lots 16-B et 16-C du cadastre officiel pour le premier rang du canton Tourelle, et mesurant quatre cent vingt pieds (420') de largeur par cinq cent vingt pieds (520') de profondeur moyenne, le tout plus ou moins, borné vers le nord-ouest par le Boulevard Perron, vers le nord-est par le lot 16-D de Lionel Vallée, vers le sud-est par le résidu des lots 16-B et 16-C de Lionel Vallée et vers le sud-ouest par le lot 16-A appartenant pour partie à Charles Labire et pour partie à Edmond Brisebois."

Pour être vendu à la porte de St-Joachim de Tourelle, MARDI le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé 14 septembre 1959. Le Shérif, J. F. MEAGHER, 51510-38-2-o

Fieri Facias de Bonis

Superior Court, Rimouski, No. 20,255. DAME ODILON SERVANT, widow, public merchant of the place called St. Joachim de Tourelle, district of Gaspé P.Q., plaintiff, vs GERMAIN VALLÉE of the place called St. Joachim de Tourelle, Gaspé North, P.Q., defendant.

The property to be sold is the following:

"A dwelling-house belonging to the debtor Germain Vallée situate on a certain piece of land, property of Dame Alphonsine Therrien, widow of the late Émile Vallée, the said land forming part of lots 16-B and 16-C of the official cadastre for range one of the township of Tourelle, and measuring four hundred and twenty feet (420') in width by five hundred and twenty feet (520') of average depth, all of which more or less, bounded northwesterly by the Perron Boulevard, northeasterly by lot 16-D of Lionel Vallée, southeasterly by the residue of lots 16-B and 16-C of Lionel Vallée, southwesterly by lot 16-A belonging partly to Charles Labire and partly to Edmond Brisebois."

To be sold at the door of the Church of St. Joachim de Tourelle, TUESDAY the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER 1959, at TEN o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Percé, September 14, 1959. J. F. MEAGHER, Sheriff, 51510-38-2

Fieri Facias de Bonis

Cour de Magistrat, Gaspé, N° 13102. SYNDICS DE LA PAROISSE DE ST-MAR-TIN DE RIVIÈRE AU RENARD, comté de Gas-

Fieri Facias de Bonis

Magistrate's Court, Gaspé, No. 13102. THE TRUSTEES OF THE PARISH OF ST. MARTIN DE RIVIÈRE AU RENARD,

pé, P.Q., demandeur, vs FERNAND RIOUX, Rivière au Renard, comté de Gaspé, P.Q., défendeur.

county of Gaspé, P.Q., plaintiff, vs FERNAND RIOUX, Rivière au Renard, county of Gaspé, P.Q., defendant.

La propriété à vendre est la suivante:
 "Lot N° 77-6 du rang sud de la rivière, canton de Fox, borné au nord par le Boulevard Perron, au nord-est par le lot 77-8 propriété de la Fabrique de Rivière au Renard, au sud-est par le lot 77-7 chemin propriété de Elzéar Boulay et Albert Morris et par le lot 77-8, propriété de la Fabrique de Rivière au Renard, et au sud-ouest par le lot 102-1 propriété de Uldège Dufresne, par le lot 102-2, un chemin privé et par le lot 103-1, un chemin privé contenant une superficie totale de 18900 pieds carrés."

The property to be sold is the following:
 "Lot No. 77-6 of range south of the river, township of Fox, bounded northerly by the Perron Boulevard, northeasterly by lot 77-8, the property of the Fabrique of Rivière au Renard, southeasterly by lot 77-7 road, property of Elzéar Boulay and Albert Morris and by lot 77-8, property of the Fabrique of Rivière au Renard, and southwesterly by lot 102-1, property of Uldège Dufresne, by lot 102-2, a private road and by lot 103-1, a private road containing a total area of 18900 square feet."

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière au Renard, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the door of the church of Rivière au Renard, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
 Percé, 14 septembre 1959. 51511-38-2-o

Sheriff's Office,
 Percé, September 14, 1959. J. F. MEAGHER, Sheriff. 51511-38-2

HULL

HULL

Canada — Province de Québec
 District de Hull

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL
 N° 6539. BUILDING CRE-
 DITS LTD., un corps

Canada — Province of Quebec
 District of Hull

Superior Court, { INTERPROVINCIAL
 No. 6539. BUILDING CRE-
 DITS LTD., a body

politique et corporatif, ayant son siège social en la cité de Toronto, en la province d'Ontario et une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs MARCEL LÉGARÉ, du canton de Hull sud, dans le district de Hull, défendeur.

politic and corporate having its head office at the city of Toronto, in the Province of Ontario and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs MARCEL LÉGARÉ, of the township of South Hull, in the district of Hull, defendant.

"La subdivision numéro quatre cent vingt-neuf du lot numéro cinq du cinquième rang (R. V 5-429) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull. Ensemble avec les constructions dessus érigées et les améliorations qui y furent exécutées et tous droits, membres et dépendances y appartenant."

"Subdivision number four hundred and twenty-nine of lot number five in the fifth range (R. V 5-429) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging"

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at my office, at the Court House in the city of Hull, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
 Hull, le 1er septembre 1959. 51491-38-2

Sheriff's Office,
 Hull, September 1st, 1959. R. ST-PIERRE, Sheriff. 51491-38-2-o

Canada — Province de Québec
 District de Hull

Cour Supérieure { INTERPROVINCIAL
 N° 2734. BUILDING CREDITS
 LTD., un corps politique et

Canada — Province of Quebec
 District of Hull

Superior Court, { INTERPROVINCIAL
 No. 2734. BUILDING CREDITS
 LTD., a body politic and

corporatif, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et une place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs EDGAR CONSTANTINEAU, des cité et district de Hull, défendeur.

corporate having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs EDGAR CONSTANTINEAU, of the city and district of Hull, defendant.

"La subdivision 99 du lot numéro 5 du cinquième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull. Ensemble avec toutes les constructions dessus érigées et les améliorations qui y furent exécutées et tous droits membres et dépendances y appartenant."

"Subdivision 99 of lot 5 in the fifth range on the official plan and in the book of reference for the township of Hull. Together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging."

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Hull, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
 Hull, le 1er septembre 1959. 51493-38-2

Sheriff's Office,
 Hull, September 1st, 1959. R. ST-PIERRE, Sheriff. 51493-38-2-o

JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, N° 95,786. { **R**OSAIRE VACHON, des cité et district de Québec y faisant affaire seul, sous les nom et raison sociale de "Admiral Stainless Steel Reg'd", demandeur, vs CLAIRE FERLAND, épouse de Lucien Arcouette, tous deux de lieux inconnus faisant ci-devant affaires seule tant à Trois-Rivières, Québec et Montréal sous les nom et raison sociale de "Claire Ferland Fina Ware Enrg." comme marchande publique avec le consentement de son mari et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

"Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot cinq cent trente-A-douze (P-530-A-12) du cadastre officiel du village de St-Gabriel de Brandon de la contenance de tout le terrain compris entre le terrain d'Albertin Desrochers (n° 530-B-1), le terrain de Gabriel Lemire (n° 530-B-2), le terrain de la Fabrique de St-Gabriel de Brandon d'un côté (n° 530-M-1), le terrain d'Adélar Houle (n° 529) en arrière et autre partie dudit lot 530-A-12 appartenant à Hildège Desrochers de l'autre côté et borné en front par la rue St-Gabriel, et toutes les constructions dessus élevées (Hôtel et restaurant), circonstances et dépendances, sujet aux servitudes existantes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, JEUDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 24 août 1959. 51341-35-2-o

JOLIETTE

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 95,786. { **R**OSAIRE VACHON, of the city and district of Quebec, carrying on business therein alone, under the name and style of "Admiral Stainless Steel Reg'd", plaintiff vs CLAIRE FERLAND, wife of Lucien Arcouette, both of unknown whereabouts, formerly carrying on business alone in Trois-Rivières as well as in Quebec and Montreal, under the name and style of "Claire Ferland Fina Ware Enr.", as public merchant with the consent of her husband and the latter mis-en-cause in order to authorize and assist his said wife for the purposes herein, defendants.

As belonging to the defendants:

"A piece of land known and designated as being a part of lot five hundred and thirty-A-twelve (P-530-A-12) of the official cadastre of the village of St. Gabriel de Brandon containing all the land included between the land of Albertin Desrochers (No. 530-B-1), the land of Gabriel Lemire (No. 530-B-2), the land of the Fabrique of St. Gabriel de Brandon on one side (No. 530-M-1), the land of Adélar Houle (No. 529) in the rear and another part of said lot 530-A-12 belonging to Hildège Desrochers on the other side and bounded in front by St. Gabriel Street, and all the structures erected thereon (Hotel and restaurant), circumstances and dependencies, subject to the existing servitudes.

To be sold at the door of the parochial church of St. Gabriel de Brandon, THURSDAY the FIRST day of OCTOBER 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, August 24, 1959. 51341-35-2

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 21,188. { **R**AYMOND LANGLAIS, garagiste, faisant affaires à Rivière-du-Loup, sous la raison sociale de "Langlais & Bérubé Auto, Enr'g", vs PHILIAS BOUCHER, cultivateur, résidant à St-François-Xavier de Viger, défendeur.

1. Une maison situé sur le lot numéro dix-sept (17) rang cinq, Canton Hocquart, avec un terrain de cinquante pieds de front sur soixante pieds de profondeur, tel que le tout est réservé dans la vente par Réal Dumais à Joseph Paré, passée le 24 août 1954, et enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Témiscouata, sous le numéro cent vingt-trois huit cent quatre-vingt-deux (123,882).

2° Une terre contenant environ deux cents acres en superficie, connue sous les numéros dix-sept et dix-huit, (17-18) rang cinq, canton Hocquart, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire le terrain de l'école, le terrain de Hermel Rousseau, et le terrain de Réal Dumais, avec les bâtisses dessus construites sur ce terrain privé.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Cyprien, le VINGT-SIXIÈME jour

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21,188. { **R**AYMOND LANGLAIS, garage-keeper, carrying on business at Rivière-du-Loup, under the name and style of "Langlais & Bérubé Auto, Enr'g". vs PHILIAS BOUCHER, farmer, residing at St. François-Xavier de Viger, defendant.

1. A house situate on lot number seventeen (17) range five, township of Hocquart, with a piece of land of fifty feet of frontage by sixty feet of depth, all of which as reserved in the sale by Réal Dumais to Joseph Paré, passed August 24, 1954, and registered at the registry office of the division of Témiscouata, under number one hundred and twenty-three eight hundred and eighty-two (123,882).

2. A farm containing some two hundred acres in area, known under number seventeen and eighteen, (17-18) range five, township of Hocquart, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and except the land of the school and the land of Hermel Rousseau, and the land of Réal Dumais, with the buildings thereon erected on this private land.

All of which to be sold at the door of the church of St. Cyprien, the TWENTY-SIXTH day of

d'OCTOBRE 1959 (vingt-sixième jour d'octobre 1959), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER,
ce 12ème jour de septembre 1959

51494-38-2-o

[Première insertion: samedi, le 19 septembre 1959]

OCTOBER 1959 (26th day of October 1959) at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska,
this 12th day of September 1959.

51494-38-2

[First insertion: Saturday, September 19, 1959]

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { MR GÉRARD LAROSE,
N° 5387. { inspecteur domicilié à
Montréal, dans le district de
Montréal, demandeur, vs MR ALBERT PARÉ,
de L'Annonciation, district de Labelle, défendeur.

AVIS DE VENTE

“Un lopin de terre faisant partie du lot numéro trente-neuf (39) du rang nord-est, Rivière Rouge, canton Marchand, étant toute l'étendue de terrain situé entre le chemin public et la rive de la Rivière Rouge, par toute la largeur dudit lot 39 et 2- la demie sud-est du lot numéro quarante (40) du rang nord-est, Rivière Rouge, dans ledit canton Marchand.”

Pour être vendu “en bloc” à la porte de l'église paroissiale de L'Annonciation, le TRENTE et UNIÈME jour d'OCTOBRE 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Mont-Laurier, ADRIEN LAROSE.
15 septembre 1959. 51524-38-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris et de Bonis
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { PAUL ÉMILE TALON,
District de Québec, { cultivateur de l'Anse
N° 89-415. { à Gilles, comté de Mont-
magny, demandeur vs LO-
RENZO TALON, ouvrier, de 601, rue St-Joseph,
à Lauzon, défendeur.

“Un terrain au premier rang de St-Eugène, mesurant soixante-dix pieds dans la direction nord et sud, le tout à la mesure anglaise, avec les bâtiments, borné au nord, au sud et à l'est à Eugène Normand, et à l'ouest par un chemin public (ancienne route) maintenant connu comme étant une partie du lot N° 130 du cadastre officiel de St-Eugène.”

“Un terrain de figure irrégulière situé dans la paroisse de St-Eugène, et faisant partie du lot N° 130 du cadastre officiel, avec dépendances. Ce terrain mesure douze pieds de largeur depuis le terrain d'Armand Normand au nord-ouest sur une profondeur de cinquante-cinq pieds et prend ensuite quatre-vingt-deux pieds de largeur sur le reste de la profondeur, et il est borné au nord-ouest par les terrains d'Armand Normand et de Lorenzo Talon, au nord-est par ceux de Lorenzo Talon, au sud-est par celui d'Honoré Gendron et par la route, au sud-ouest par le terrain de Philibert Cloutier ou représentant. Les mesures ci-dessus données sont des mesures anglaises.”

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Eugène, comté de l'Islet, JEUDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1959 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny, le 21 août 1959. CHS. OMER BERNIER.
51340-35-2-o

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { MR GÉRARD LAROSE,
No. 5387. { inspector, domiciled in
Montreal, in the district of
Montreal, plaintiff, vs MR. ALBERT PARÉ,
of L'Annonciation, district of Labelle, defendant.

NOTICE OF SALE

“A plot of land forming part of lot number thirty-nine (39) of range north-east, Red River, township of Marchand, being the whole area of land situate between the public highway and the bank of the Red River, by the whole width of said lot 39 and 2- the southeasterly half of lot number forty (40) of range north-east, Red River, in said township of Marchand.”

To be sold “en bloc” at the door of the parochial church of L'Annonciation, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE,
Mont-Laurier, Sheriff.
September 15, 1959. 51524-38-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris et de Bonis
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { PAUL ÉMILE TALON,
District of Quebec, { farmer of Anse à
No. 89-415. { Gilles, county of Mont-
magny, plaintiff; vs LOREN-
ZO TALON, labourer, of 601 St. Joseph Street,
at Lauzon, defendant.

“A piece of land in range one of St. Eugène, measuring seventy feet in a northerly and southerly direction, all of which in English measure, with the buildings, bounded to the north, south and east, by Eugène Normand, and westerly by a public road (former route) presently known as being a part of lot No. 130 of the official cadastre of St. Eugène.”

“A piece of land of irregular shape situated in the parish of St. Eugène, and forming part of lot No. 130 of the official cadastre, with dependencies. This piece of land measures twelve feet in width as from the land of Armand Normand to the northwest by a depth of fifty-five feet thence taking eighty-two feet in width by the balance of the depth, and is bounded north-westerly by the lands of Armand Normand and Lorenzo Talon, northeasterly by those of Lorenzo Talon, southeasterly by that of Honoré Gendron and the road, southwesterly by the land of Philibert Cloutier or representative. The above measurements are in English measure.”

To be sold at the door of the church of St. Eugène, county of l'Islet, THURSDAY, the FIRST day of OCTOBER, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS. OMER BERNIER,
Montmagny, August 21, 1959. Sheriff.
51340-35-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LAVAL PETROLEUM
N° 446426. { L'ÉTÉE., demanderesse

vs DAME AMANDA

TESSIER, veuve de Wilfrid Boismenu, défenderesse.

"Un emplacement situé à St-Martin, ayant front au Boulevard Labelle mesurant cinquante pieds de largeur par cent cinquante-neuf pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quinze (Ptie N° 115) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, et plus spécialement localisé comme étant le lot numéro cent quarante-six (N° 146) sur le plan de F. Ruel, en date du 14 mars 1946, et borné comme suit: en front à l'est par le Boulevard Curé Labelle, d'un côté au nord par l'emplacement de M. Faresse, d'un autre côté au sud par M. Pilon, et en arrière vers l'ouest par une partie du lot cent quinze appartenant à M., avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse St-Martin, comté de Laval, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 25 août 1959. 51354-35-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { LAVAL PETROLEUM
No. 446426. { L'ÉTÉE., plaintiff, vs

DAME AMANDA TES-

SIER, widow of Wilfrid Boismenu, defendant.

"An emplacement situated at St-Martin, having frontage on Labelle Boulevard, measuring fifty feet in width by one hundred and fifty-nine feet and six inches in depth, English measure and more or less, known and designated as forming part of lot number one hundred and fifteen (Pt. No. 115) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, and more specifically localized as being number one hundred and forty-six (No. 146) on the plan of F. Ruel, dated from March 14, 1946, and bounded as follows: in front, on the east, by Curé Labelle Boulevard, on one side at the north, by the emplacement of Mr. Faresse, on the other side, on the south, by Mr. Pilon, and in rear, on the west, by part of lot one hundred and fifteen belonging to Mr., with the buildings thereon erected."

To be sold, at the parochial church door in the parish of St-Martin, county of Laval, on the SECOND day of OCTOBER, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 25th, 1959. 51354-35-2-0

QUÉBEC

*Fieri Facias*Québec, à savoir: { INDUSTRIAL ACCEP-
N° 97,487. { TANCE CORPORA-

TION LIMITED, corpora-

tion légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à Montréal et une place d'affaires à Québec et Lévis, P.Q., contre RÉAL JU-NEAU, domicilié à 335 rue St-Michel, La Tuque, P.Q.

Le lot numéro quarante et un-sept-dix (N° 41-7-10) rang numéro un (N° 1) du canton Mailhot, propriété du défendeur. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de La Tuque, comté de Champlain, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Dr J. R. GOBEIL.Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 24 août 1959. 51339-35-2-0

[Première insertion: 29 août 1959]

[Deuxième insertion: 19 septembre 1959]

QUEBEC

*Fieri Facias*Québec, to wit: { INDUSTRIAL ACCEP-
No. 97,487. { TANCE CORPORA-

TION LIMITED, corpora-

tion legally constituted having its business head office in Montreal and a place of business in Quebec and Lévis, P.Q., versus RÉAL JU-NEAU, domiciled at 335 St. Michel Street, La Tuque, P.Q.

Lot number forty-one-seven-ten (No. 41-7-10) range No. one (No. 1) of the township of Mailhot, the property of the defendant. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of La Tuque, county of Champlain, the SECOND day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff.Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, August 24, 1959. 51339-35-2

[First insertion: August 29, 1959]

[Second insertion: September 19, 1959]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec

District de Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, { FINANCE LOCALE INC.,
N° 21,825. { corporation légalement

constituée ayant son siège

social à Mont-Joli, district de Rimouski; vs YVON LEVESQUE, manœuvre du lieu appelé Sept-Iles, dans le district de Saguenay, défendeur.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec

Districts of Rimouski and Saguenay

Superior Court, { FINANCE LOCALE INC.,
No. 21,825. { corporation legally

constituted having its head office

at Mont-Joli, district of Rimouski; vs YVON LEVESQUE, worker of that place called Sept-Iles, in the district of Saguenay, defendant.

Le lot N° 172 cent soixante-et-douze, du rang deux (2), village de Sept-Iles, borné vers le nord-ouest par une rue transversale, vers le nord-est par la 4^{ème} rue, vers le sud-est par le lot 171 et vers le sud-ouest par le lot 87, mesurant soixante-six pieds et six-dixièmes (66.6) de largeur par cent trente pieds et six-dixièmes (130.6) de profondeur avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sept-Iles, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 15 septembre 1959. 51512-38-2-0

Lot No. 172 one hundred and seventy-two, range two (2), village of Sept-Iles, bounded northwesterly by a cross-street, northeasterly by 4th Street, southeasterly by lot 171 and southwesterly by lot 87, measuring sixty-six feet and six-tenths (66.6) in width by one hundred and thirty feet and six-tenths (130.6) in depth, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the catholic church of the parish of Sept-Iles, the TWENTY-SECOND day of OCTOBER 1959, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, September 15, 1959. 51512-38-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { PRONOVOST & CO. INC.,
N° 16 281. { corps politique légale-
ment constitué, ayant sa prin-
cipale place d'affaires à Sherbrooke, district de
Saint-François, demanderesse, vs GÉRARD
L'HEUREUX, de Windsor Mills, district de
St-François, défendeur.

"Un certain emplacement sis et situé en le canton de Melbourne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton comme étant le lot numéro vingt-sept "B" (27 B) dans le septième rang (7e) dudit canton, contenant cent quarante acres en superficie, plus ou moins, à distraire cependant dudit lot la partie vendue au Melbourne School Board en vertu d'un acte enregistré à Richmond sous le numéro 13286 en B-40.

"Le tout avec les bâtisses et dépendances dessus construites et y appartenant.

"Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement sujet à une servitude en faveur de la Southern Canada Power Company Limited, enregistrée à Richmond sous B. 36 Numéro 5775."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Grégoire-de-Greenlay, MERCREDI, le VINGT et UNIÈME jour d'OCTOBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke, ce 15 septembre 1959. 51523-38-2-0
[Première insertion le 19 septembre 1959]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { PRONOVOST & CO. INC.,
No. 16 281. { body politic legally consti-
tuted, having its principal
place of business at Sherbrooke, district of St.
Francis, plaintiff, vs GÉRARD L'HEUREUX,
of Windsor Mills, district of St. Francis, defend-
ant.

"A certain piece of ground seated and situate in the township of Melbourne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township as being lot number twenty-seven "B" (27 B) in the seventh range (7th) of said township, containing one hundred and forty acres in superficies, more or less, to distract however from said lot the part sold to Melbourne School Board by virtue of a deed registered at Richmond under the number 13286 in B-40.

"The whole with buildings and dependences thereon erected and belonging thereto.

"As the whole is presently with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveable and especially subject to a servitude in favour of the Southern Canada Power Company Limited, registered at Richmond under B. 36 number 5775."

To be sold at the door of the parochial church of St-Grégoire-de-Greenlay, WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, September 15th, 1959. 51523-38-2-0
[First insertion the 19th of September 1959]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 29365. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demandeur
vs EUGÈNE PAQUETTE, domicilié à Arundel,
comté d'Argenteuil, défendeur.

AVIS DE VENTE CORRIGÉ

Le lot de terre numéro dix-huit A (18a) du rang huit du canton Arundel, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Arundel, contenant en superficie d'environ cent vingt acres, plus ou

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 29365. { DIT BUREAU, body
politic and corporate, having
its head office in Quebec, plaintiff, vs EUGÈNE
PAQUETTE, domiciled at Arundel, county of
Argenteuil, defendant.

CORRECTED NOTICE OF SALE

Lot of land number eighteen A (18a) of range eight of the township Arundel, on the official plan and in the book of reference of the said township Arundel, containing in area about one

moins, avec maison et dépendances y érigées, moins et à distraire de ce lot l'emplacement d'école originairement vendu par acte enregistré sous le numéro 44746 et appartenant aujourd'hui à William McMahon par acte enregistré sous le numéro 6386.

2° La moitié nord du lot trente-huit ($\frac{1}{2}$ nord 38) du canton de Salaberry.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église catholique de St-Jovite, comté de Terrebonne, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jérôme, 19 août 1959. GEO. AUCLAIR.
51318-35-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { THOMAS CHARBON-
N° 29185. { NEAU, camionneur de
la municipalité de Piedmont,
comté et district de Terrebonne, demandeur vs
RÉAL TROTTIER de la paroisse de St-Sauveur
des Monts, comté et district de Terrebonne, et
JEAN PAUL ALARY du village St-Sauveur,
comté et district de Terrebonne, défendeurs.

AVIS DE VENTE

Les édifices situés sur un certain immeuble situé à Saint-Sauveur des Monts, comté de Terrebonne, pris à même le lot de terre désigné sous le numéro 250 au cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur;

L'immeuble présent vendu mesure 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, mesures anglaises.

L'immeuble présentement vendu est borné sur les quatre côtés ou d'autres parties du même lot 250 restant la propriété de la présente venderesse;

L'immeuble présentement vendu est l'emplacement où est situé la maison construite par le présent acquéreur.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Sauveur des Monts, comté de Terrebonne, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1959 à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jérôme, 10 septembre 1959. GEORGES AUCLAIR.
51495-38-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-
N° 20870. { CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé,
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demanderesse, vs ROGER LAFERRIÈRE, de
la ville de Shawinigan-Sud, district des Trois-
Rivières, défendeur.

"Un lot de terre situé à Shawinigan-Sud 2, sur la cent dix-neuvième rue, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-six, de la subdivision du lot originaire numéro neuf cent dix-neuf (919-136) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel. Mesurant cinquante-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (55.5') de

hundred and twenty acres, more or less, with house and dependencies thereon erected, less and to withdraw from this lot the school emplacement originally sold by registered deed under number 44746 and today belonging to William McMahon by registered deed number 6386.

2. The northern half of lot thirty-eight ($\frac{1}{2}$ North 38) of the township of Salaberry.

To be sold in block at the Catholic church door of St-Jovite, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, GEO. AUCLAIR,
St-Jérôme, August 19, 1959. Sheriff.
51318-35-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { THOMAS CHARBON-
No. 29185. { NEAU, trucker of the
municipality of Piedmont,
county and district of Terrebonne, plaintiff; vs
RÉAL TROTTIER, of the parish of St. Sauveur
des Monts, county and district of Terrebonne,
and JEAN PAUL ALARY, of the village of St.
Sauveur, county and district of Terrebonne,
defendants.

NOTICE OF SALE

The buildings situate on a certain immoveable situated at Saint Sauveur des Monts, county of Terrebonne, taken from lot of land designated under number 250 of the official cadastre of the parish of St. Sauveur;

The immoveable presently sold measures 100 feet in width by 100 feet in depth, English measure.

The immoveable presently sold is bounded on four sides or other parts of the same lot 250 remaining the property of the present vendor;

The immoveable presently sold is the emplacement where the house, erected by the purchaser, is situated.

To be sold at the door of the Catholic church of St. Sauveur des Monts, county of Terrebonne, THURSDAY the TWENTY-SECOND day of OCTOBER 1959 at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, GEORGES AUCLAIR,
St. Jérôme, September 10, 1959. Sheriff.
51495-38-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { THE PROVINCIAL
No. 20870. { BANK OF CANADA,
body politic and corporate,
having its head office and principal place of
business in the city and district of Montreal,
plaintiff vs ROGER LAFERRIÈRE, of the
town of Shawinigan-South, district of Trois-
Rivières, defendant.

"A lot of land situated in Shawinigan-South 2, on one hundred and nineteenth Street, known and designated as being lot number one hundred and thirty-six, of the subdivision of original lot number nine hundred and nineteen (919-136) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel. Measuring fifty-five feet and five tenths of a foot

largeur sur la profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (85'). Mesure anglaise. Avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Shawinigan-Sud, VENDREDI, le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-neuf, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, ce 25 août 1959. L. P. MERCIER.
51355-35-2-0

(55.5') in width by a depth of eighty-five feet (85'). English measure. With circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Shawinigan-South, FRIDAY the SECOND day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-nine, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, this August 25, 1959. Sheriff.
51355-35-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

HUON vs TAVAN 3719

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

748-C — Alimentation au détail, région de Québec (Erratum) 3719

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3689

AVIS DIVERS:

Artists and Photographers Inc. (Directeurs) 3724
 Charles E. Frosst & Co. (Directeurs) .. 3723
 Central Truck Lines Ltd (Directeurs) .. 3720
 Clinique Métropolitaine Inc. — Metropolitan Clinic Inc. (Directeurs) 3723
 Consolidated Halliwell Limited (Directeurs) 3721
 David & Frères, Limitée (Directeurs) .. 3720
 Ed. Archambault Inc. 3722
 Foundation Steel Specialities Inc. (Directeurs) 3721
 Gagnon Frères "Exécutif" Ltée (Directeurs) 3724
 La Corporation des Administrateurs Professionnels — The Corporation of Professional Administrators (Règlements) 3723
 La Laiterie Perfondeval Limitée (Directeurs) 3722
 La Sarre Power Company, Limited. (Barrage) 3720
 Lemoyne Oil Co. Ltd — La Cie d'Huile Lemoyne Ltée (Directeurs) 3724
 Marché Union Inc. (Directeurs) 3721
 Masse, Paul (Vente) 3725
 Noé Bourassa, Limitée (Directeurs) 3720
 Quick Flame Gas Ltd (Directeurs) 3722
 Sheraton Hotels Limited (Directeurs) .. 3725
 Shorecrest Development Inc. (Directeurs) 3724
 Syndicat Immobilier de Maria (Fondation) 3724

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3726

CHARTES — ABANDON DE:

Almomi Limited 3727
 Chaussure Lacasse Limitée 3727
 International Fabrics Inc. 3726

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

HUON vs TAVAN 3719

ORDER IN COUNCIL:

748-C — Food Products Retail Trade, region of Quebec (Erratum) 3719

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3689

MISCELLANEOUS NOTICES:

Artists and Photographers Inc. (Directeurs) 3724
 Charles E. Frosst & Co. (Directeurs) ... 3723
 Central Truck Lines Ltd (Directeurs) ... 3720
 Metropolitan Clinic Inc. — Clinique Métropolitaine Inc. (Directeurs) 3723
 Consolidated Halliwell Limited (Directeurs) 3721
 David & Frères, Limitée (Directeurs) ... 3720
 Ed. Archambault Inc. (Directeurs) 3722
 Foundation Steel Specialities Inc. (Directeurs) 3721
 Gagnon Frères "Exécutif" Ltée (Directeurs) 3724
 The Corporation of Professional Administrators — La Corporation des Administrateurs Professionnels (By-Laws) 3723
 La Laiterie Perfondeval Limitée (Directeurs) 3722
 La Sarre Power Company, Limited. (Dam) 3720
 Lemoyne Oil Co. Ltd — La Cie d'Huile Lemoyne Ltée (Directeurs) 3724
 Marché Union Inc. (Directeurs) 3721
 Masse, Paul (Sale) 3725
 Noé Bourassa, Limitée (Directeurs) 3720
 Quick Flame Gas Ltd (Directeurs) 3722
 Sheraton Hotels Limited (Directeurs) .. 3725
 Shorecrest Development Inc. (Directeurs) 3724
 Syndicat Immobilier de Maria (Fondation) 3724

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3726

CHARTERS — SURRENDER OF:

Almomi Limited 3727
 Chaussure Lacasse Limitée 3727
 International Fabrics Inc. 3726

Lido Development Corporation.....	3726	Lido Development Corporation.....	3726
Mitchell Holdings (1937) Limited.....	3727	Mitchell Holdings (1937) Limited.....	3727
Vinyl Lines (Canada) Ltd.....	3726	Vinyl Lines (Canada) Ltd.....	3726
COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Atlantic Airline and Electronic Schools Ltd.....	3727	Atlantic Airline and Electronic Schools Ltd.....	3727
COMPAGNIES DISSOUTES:		COMPANIES DISSOLVED:	
Belle Fleur Construction Corp.....	3727	Belle Fleur Construction Corp.....	3727
Édifice du Dépôt Dentaire de Montréal Inc.....	3728	Édifice du Dépôt Dentaire de Montréal Inc.....	3728
La Compagnie d'Aqueduc du Village de Lotbinière.....	3728	La Compagnie d'Aqueduc du Village de Lotbinière.....	3728
Quebec Coal & Oil Limited.....	3728	Quebec Coal-Oil Limited.....	3728
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Commissaires d'écoles pour la munic. de Les Méchins.....	3730	School commissioners for the municipality of Les Méchins.....	3730
Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah.....	3729	Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah.....	3729
Gaz National Inc.—National Gas Inc.....	3730	National Gas Inc.—Gaz National Inc.....	3730
La Mutuelle des Commissions Scolaires, Compagnie d'Assurances Générales.....	3730	The School Commissions Mutual, General Insurance Company.....	3730
The Steel Company of Canada Limited.....	3729	The Steel Company of Canada Limited.....	3729
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Gracefield.....	3731	Gracefield.....	3731
Les Saules.....	3731	Les Saules.....	3731
St-Jean-Baptiste de Montréal-Sud.....	3731	St-Jean-Baptiste de Montréal-Sud.....	3731
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Aulneau, canton.....	3732	Aulneau, township.....	7332
Bégin, canton.....	3732	Bégin, township.....	3732
Dalmas, canton.....	3732	Dalmas, township.....	3732
Garnier, canton.....	3732	Garnier, township.....	3732
Labrecque, canton.....	3733	Labrecque, township.....	3733
Letellier, canton.....	3731	Letellier, township.....	3731
Notre-Dame de la Victoire, paroisse.....	3732	Notre-Dame de la Victoire, parish.....	3732
Rouleau, canton.....	3733	Rouleau, township.....	3733
Taillon, canton.....	3733	Taillon, township.....	3733
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Construction, région des Cantons de l'Est (Modification).....	3736	Construction, Eastern townships district (Amendment).....	3736
Construction, région de Montréal (Avis)	3733	Construction, region of Montreal (Notice)	3733
Imprimerie, région de Montréal (Modification).....	3736	Printing, region of Montreal (Amendment).....	3736
Métal en feuilles, Ile de Montréal et un rayon de 15 milles (Modification).....	3738	Sheet Metal, Island of Montreal and a radius of 15 miles (Amendment).....	3738
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Laurentides, étude.....	3741	Laurentides, study.....	3741
Saguenay, étude.....	3741	Saguenay, study.....	3741
St-François, étude.....	3741	St. Francis, study.....	3741
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Alamac Realty Corp.....	3690	Alamac Realty Corp.....	3690
Alfred Holding Corp.....	3691	Alfred Holding Corp.....	3691
Atomic Paint Works Inc.....	3691	Atomic Paint Works Inc.....	3691

Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.	3691
Austria Bajery Limited	3692
Bellerive Bowling Inc.	3692
Benmar Hosiery Mills Ltd.	3692
Bob Lunny Sporting Goods Ltd.	3693
Boutin Transport Ltée	3693
Brompton Construction Inc.	3693
Canabo Inc.	3694
Canadian Tire & Repair (La Tuque) Co. Ltd.	3694
Canora Development Corp.	3694
Centre des Jeunesses Musicales du Canada à Montréal	3695
Chong Wah Noodle Manufacturing Company Inc.	3695
Club Nautique du Lac Cimon	3695
Coaticook Finance Inc.	3696
Corporation Bienvenu	3696
Delnor Development Inc.	3696
Deviro Development Ltd.	3697
Drummond Seat Cover Center Ltd.	3697
Duvalco Realty Co. Ltd.	3697
Édifice Charette Limitée	3698
Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.	3698
Foothill Investments Ltd.	3698
General Automatic Laundry Co. Inc.	3699
Grant's Concrete Products Incorporated — Les Produits de Béton Grant Incorporé	3699
Guy Inc.	3700
Hanover Development Corp.	3700
Harwick Development Corporation	3700
Hollywood Hosiery Mills Ltd.	3701
Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.	3701
Irmur Investments Inc.	3701
Island Enterprises Inc.	3702
J. A. St-Jacques Limitée — J. A. St-Jacques Limited	3702
J. I. Cadieux, Inc.	3702
Jo-Mar Investment Corp.	3703
Jurie Ltd.	3703
Kildare Development Corp.	3703
Kingbury Asbestos Mines Limited	3704
Kotnor Inc.	3704
Landsdowne Storage Ltd.	3704
La Société Le Page Inc.	3705
Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.	3705
Les Immeubles C. J. L. R. Inc.	3706
Les Immeubles Lachapelle Ltée	3706
Les Jardins Napierville Inc.	3706
Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke	3707
Loranger Électrique Inc.	3707
Mimosa Investments Corp.	3707
Morin Mining Exploration Ltd.	3707
Mutual Land Corporation	3708
Nadmar Corp.	3708
O. R. Products (Canada) Ltd.	3709
Paul Robert, Limitée	3709
Pelduc Investment Corp.	3709
Pelmar Construction Inc.	3710
Pension du Nord Limitée	3710
Philippe Gignac Inc.	3710
Pyromors of Canada Ltd.	3711
Roléon Inc.	3711
Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.	3711
Ste-Geneviève Construction Inc.	3712
St. George Motor Hotel Inc.	3712
St. Jérôme County Realty (Que) Inc.	3712
St. Philippe Realty Corp.	3713
St. Raphaël Enterprises Corp.	3713
St. Raphaël Investment Corp.	3713
St. Raphaël Realty Corp.	3714
Sept-Iles Masonry Ltd.— Maçonnerie Sept-Iles Ltée	3714

Attractions Touristiques Laurentiennes Inc.	3691
Austria Bajery Limited	3692
Bellerive Bowling Inc.	3692
Benmar Hosiery Mills Ltd.	3692
Bob Lunny Sporting Goods Ltd.	3693
Boutin Transport Ltée	3693
Brompton Construction Inc.	3693
Canabo Inc.	3694
Canadian Tire & Repair (La Tuque) Co. Ltd.	3694
Canora Development Corp.	3694
Centre des Jeunesses Musicales du Canada à Montréal	3695
Chong Wah Noodle Manufacturing Company Inc.	3695
Club Nautique du Lac Cimon	3695
Coaticook Finance Inc.	3696
Corporation Bienvenu	3696
Delnor Development Inc.	3696
Deviro Development Ltd.	3697
Drummond Seat Cover Center Ltd.	3697
Duvalco Realty Co. Ltd.	3697
Édifice Charette Limitée	3698
Fabrique Nationale de Monte-Pentes et Téléphériques Inc.	3698
Foothill Investments Ltd.	3698
General Automatic Laundry Co. Inc.	3699
Grant's Concrete Products Incorporated — Les Produits de Béton Grant Incorporé	3699
Guy Inc.	3700
Hanover Development Corp.	3700
Harwick Development Corporation	3700
Hollywood Hosiery Mills Ltd.	3701
Hôpital Jean-Marie Vianney Inc.	3701
Irmur Investments Inc.	3701
Island Enterprises Inc.	3702
J. A. St-Jacques Limited — J. A. St-Jacques Limitée	3702
J. I. Cadieux, Inc.	3702
Jo-Mar Investment Corp.	3703
Jurie Ltd.	3703
Kildare Development Corp.	3703
Kingbury Asbestos Mines Limited	3704
Kotnor Inc.	3704
Landsdowne Storage Ltd.	3704
La Société Le Page Inc.	3705
Le Club de Course Sous Harnais de Clermont Inc.	3705
Les Immeubles C. J. L. R. Inc.	3706
Les Immeubles Lachapelle Ltée	3706
Les Jardins Napierville Inc.	3706
Les Loisirs de la Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke	3707
Loranger Électrique Inc.	3707
Mimosa Investments Corp.	3707
Morin Mining Exploration Ltd.	3707
Mutual Land Corporation	3708
Nadmar Corp.	3708
O. R. Products (Canada) Ltd.	3709
Paul Robert, Limitée	3709
Pelduc Investment Corp.	3709
Pelmar Construction Inc.	3710
Pension du Nord Limitée	3710
Philippe Gignac Inc.	3710
Pyromors of Canada Ltd.	3711
Roléon Inc.	3711
Roll-Y-Rush Home Maintenance Inc.	3711
Ste-Geneviève Construction Inc.	3712
St. George Motor Hotel Inc.	3712
St. Jérôme County Realty (Que) Inc.	3712
St. Philippe Realty Corp.	3713
St. Raphaël Enterprises Corp.	3713
St. Raphaël Investment Corp.	3713
St. Raphaël Realty Corp.	3714
Sept-Iles Masonry Ltd.— Maçonnerie Sept-Iles Ltée	3714

Sholem Corporation	3714
Sidepal Corp.	3715
Tareen Development Inc.	3715
The Killarney Club of Quebec Inc.	3715
The Naftali Corporation	3716
Turin Development Corporation	3716
Valduc Development Corp.	3716
Valleyfield Motor Sales Ltd. (Correc- tion)	3719
Verdun Business College Inc.	3717
Westmore Realty Corp.	3717
Wilfrid Chapdelaine Inc.	3717
Willowdale Construction Inc.	3718
Woodhaven Realities Inc.	3718
World Wide Fabrics Company Ltd.	3718

LIQUIDATION, AVIS DE:

L'Association de Bienfaisance des Pom- piers de Montréal	3741
-------------------------------------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire à la munic. Moffet	3742
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	3744
Jour d'actions de grâces	3743

SIÈGES SOCIAUX:

Charles E. Frosst & Co.	3747
Cusson Frères General Contractors Ltd.	3746
Delnor Development Inc.	3745
Dorly Investment Ltd.	3748
Eastern Milk Concentrates Ltd.	3748
Garland Investment Ltd.	3747
Gladioli Investment Ltd.	3747
Le Club Bonaventure Inc.— Bonaven- ture Club Inc.	3745
Leesam Holdings Ltd.	3745
Majestic Investment Ltd.	3747
Marsh Investments Ltd.	3747
Pelnar Construction Inc.	3745
Sans-Souci Investment Ltd.	3748
Sidepal Corp.	3746
Sparta Development Corporation	3746
Wasylyks Ltd.	3746

SOUMISSIONS:

Belœil, ville, comm. scolaire	3748
Lac Carré, village	3752
La Tuque, comm. scolaire	3751
Plessisville, ville	3750
Villeneuve, ville	3754

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dostie, Henri-Louis	3756
Lamontagne, Léon	3755

VENTE PAR LICITATION:

Brodeur <i>et al</i> vs Patenaude <i>et al</i>	3756
------------------------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Bigaouette vs Gaudreault & Frères Ltée	3757
----------------------------------------	------

ARTHABASKA:

Blanchet vs Lemoyne <i>et al</i>	3758
----------------------------------	------

Sholem Corporation	3714
Sidepal Corp.	3715
Tareen Development Inc.	3715
The Killarney Club of Quebec Inc.	3715
The Naftali Corporation	3716
Turin Development Corporation	3716
Valduc Development Corp.	3716
Valleyfield Motor Sales Ltd. (Correc- tion)	3719
Verdun Business College Inc.	3717
Westmore Realty Corp.	3717
Wilfrid Chapdelaine Inc.	3717
Willowdale Construction Inc.	3718
Woodhaven Realities Inc.	3718
World Wide Fabrics Company Ltd.	3718

WINDING UP NOTICES:

L'Association de Bienfaisance des Pom- piers de Montréal	3741
-------------------------------------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory of the munic. of Moffet	3742
Convocation of the Legislature for the dispatch of business	3744
Thanksgiving Day	3743

HEAD OFFICE:

Charles E. Frosst & Co.	3747
Cusson Frères General Contractors Ltd.	3746
Delnor Development Inc.	3745
Dorly Investment Ltd.	3748
Eastern Milk Concentrates Ltd.	3748
Garland Investment Ltd.	3747
Gladioli Investment Ltd.	3747
Bonaventure Club Inc.— Le Club Bo- naventure Inc.	3745
Leesam Holdings Ltd.	3745
Majestic Investment Ltd.	3747
Marsh Investments Ltd.	3747
Pelnar Construction Inc.	3745
Sans-Souci Investment Ltd.	3748
Sidepal Corp.	3746
Sparta Development Corporation	3746
Wasylyks Ltd.	3746

TENDERS:

Belœil, town, school comm.	3748
Lac Carré, village	3752
La Tuque, school comm.	3751
Plessisville, town	3750
Villeneuve, town	3754

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dostie, Henri-Louis	3756
Lamontagne, Léon	3755

SALE BY LICITATION:

Brodeur <i>et al</i> vs Patenaude <i>et al</i>	3756
------------------------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Bigaouette vs Gaudreault & Frères Ltée	3757
----------------------------------------	------

ARTHABASKA:

Blanchet vs Lemoyne <i>et al</i>	3758
----------------------------------	------

BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Traders Finance Corporation Ltd. vs Legros.....	3758	Traders Finance Corporation Ltd. vs Legros.....	3758
BEDFORD:		BEDFORD:	
Massé vs Roy.....	3759	Massé vs Roy.....	3759
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Jean vs Sasseville.....	3759	Jean vs Sasseville.....	3759
GASPÉ:		GASPÉ:	
Les Commissaires d'Écoles de Cap-au-Renard vs Vallée.....	3760	The School Commissioners of Cap-au-Renard vs Vallée.....	3760
Servant vs Vallée.....	3760	Servant vs Vallée.....	3760
Syndics de la Paroisse de St-Martin de Rivière-au-Renard vs Rioux.....	3760	The Trustees of the Parish of St-Martin de Rivière-au-Renard vs Rioux.....	3760
HULL:		HULL:	
Interprovincial Bldg vs Constantineau.....	3761	Interprovincial Bldg. vs Constantineau.....	3761
Interprovincial Bldg. vs Légaré.....	3761	Interprovincial Bldg. vs Légaré.....	3761
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Vachon vs Ferland <i>et al</i>	3762	Vachon vs Ferland <i>et al</i>	3762
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Langlais vs Boucher.....	3762	Langlais vs Boucher.....	3762
LABELLE:		LABELLE:	
Larose vs Paré.....	3763	Larose vs Paré.....	3763
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Talon vs Talon.....	3763	Talon vs Talon.....	3763
MONTREAL:		MONTREAL:	
Laval Pretroleum Ltée vs Tessier.....	3764	Laval Pretroleum Ltée vs Tessier.....	3764
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Juneau.....	3764	Industrial Acceptance Corporation Limited vs Juneau.....	3764
RIMOÛSKI:		RIMOÛSKI:	
Finance Locale Inc. vs Levesque.....	3764	Finance Locale Inc. vs Levesque.....	3764
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Pronovost & Co. Inc. vs L'Heureux.....	3765	Pronovost & Co. Inc. vs L'Heureux.....	3765
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Charbonneau vs Trottier.....	3766	Charbonneau vs Trottier.....	3766
Office du Crédit Agricole du Québec vs Paquette.....	3765	Quebec Farm Credit Bureau vs Paquette.....	3765
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Banque Provinciale du Canada vs Laferrière.....	3766	The Provincial Bank of Canada vs Laferrière.....	3766

